



12 pages spéciales
IMMOBILIER • MIPIM

MONTPELLIER P.10
L'appel du maire
contre le narcotrafic



SALOMÉ SAQUÉ

Mécanique
d'un succès
P.18

Dimanche 9 mars 2025
Numéro 75 • 2,50 €

LA TRIBUNE DIMANCHE



SÉBASTIEN LECORNU
MINISTRE DES ARMÉES

« Ceux qui nient la menace russe se trompent »

- Comment la France va produire plus d'armes
- **SONDAGE** Deux Français sur trois soutiennent la hausse des dépenses militaires
- Bercy veut réorienter les fonds du livret A
P. 2 à 5 et 12

Le ministre, avant-hier dans son bureau de l'hôtel de Brienne.



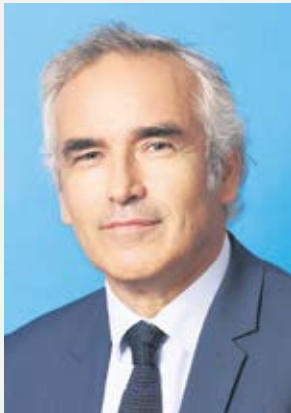
LIVRES
Ambre Chalmers
Marie Drucker
Du petit écran à l'écrit
P. 25 et 32

SCIENCE
L'Institut Pasteur alerte contre l'obscurantisme venu d'Amérique
P. 20



TOURNOI DES SIX NATIONS
En route vers la victoire
P. 22





Bruno Jeudy
Directeur délégué
de la rédaction

L'ÉDITO

La victoire aime l'effort

La semaine qui vient de s'écouler a incontestablement marqué un tournant et une accélération dans l'histoire de l'Union européenne. Au pied du mur de Berlin abattu en 1989 et après la dissolution de l'URSS en 1991, les nations européennes ont cru à une longue ère de paix dont ils toucheraient les dividendes sans effort. Pourtant François Mitterrand rappelait à juste titre que « la liberté et la démocratie exigent un effort permanent. Impossible à qui les aime de s'endormir ». Si l'on excepte la France et la Grande-Bretagne, dotées de l'arme nucléaire, les autres pays européens ont vécu dans l'illusion que le parapluie américain les dispenserait d'une politique de défense coordonnée et ambitieuse. L'agression russe en Ukraine a dessillé les yeux à l'UE en 2022 et la connivence entre Trump et Poutine en 2025 les conduit de la séquence des spectateurs à celle des acteurs de leur destin militaire.

Emmanuel Macron a invité les dirigeants européens à prendre leurs responsabilités en se mobilisant pour une véritable Europe de la défense. Prête à déroger à l'orthodoxie budgétaire, l'Allemagne constitue un allié précieux pour l'élaboration de ce projet. Désormais les choses sont claires: la Russie de Vladimir Poutine a été désignée comme l'ennemie et la menace pour l'intégrité territoriale de l'UE. Cependant le président français, en encourageant ses partenaires à s'émanciper de l'Amérique en matière de défense, se refuse à considérer Donald Trump comme un adversaire. La menace d'une guerre commerciale brandie par Washington explique aussi la prudence et la bienveillance de l'Élysée, conscient de ses répercussions fâcheuses sur des fleurons de l'économie française. À l'inverse, François Bayrou voit dans l'homme à la cravate rouge un adversaire. Curieux dissensus au sommet de l'État même si les deux n'ont pas tort. Le stratège Macron est décidé à ménager Trump pour faciliter le dialogue franco-américain et maintenir l'unité européenne menacée par les populistes. Inversement, l'hyper-européen Bayrou s'inquiète de voir l'Amérique prendre des allures de démocratie illibérale.

L'actualité internationale n'a pas seulement bouleversé la vie politique française, elle a également été un révélateur des pratiques de la sphère médiatique. Certes, la grande majorité de la presse écrite et audiovisuelle opère un traitement nuancé du conflit en Ukraine. Pourtant, depuis quelques semaines, des médias se distinguent par une communication surprenante. Au nom d'une parole décomplexée, ils se font de plus en plus le relais des thèses véhiculées par le Kremlin. Faisons confiance à nos compatriotes pour ne pas se laisser abuser par les petits télégraphistes de la fabrique du mensonge et de la caricature.

Dans ce contexte qui exacerbe les peurs et les passions, les Français - comme le montre notre sondage - semblent prêts à accepter des sacrifices pour doter notre pays des moyens nécessaires à une augmentation importante du budget militaire et à la garantie d'une paix solide et durable en Ukraine. Reste à savoir si, demain, les actionnaires renonceront à une partie de leurs dividendes, les retraités consentiront une désindexation de leur pension sur l'inflation, les jeunes donneront quelques mois pour la réserve militaire, les actifs sacrifieront quelques jours de RTT. On sait bien que, souvent, les exemplaires, ce doit être les autres.

ÉVÉNEMENT

9 mars 2025 - LA TRIBUNE DIMANCHE

SÉBASTIEN LECORNU MINISTRE DES ARMÉES

« Nous voulons garantir la paix »

Le ministre, qui croit en une union nationale derrière les forces armées, explique les conséquences pour la France de la nouvelle donne mondiale et détaille l'effort de défense considérable que va fournir le pays.

EXÉCUTIF

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL CABIROL, ANTOINE MALO ET SOAZIG QUÉMÉNER

IL EST L'UN DES PRINCIPAUX ACTEURS de l'adaptation du pays au nouveau désordre mondial. Ce très proche d'Emmanuel Macron nous a reçus vendredi matin à l'hôtel de Brienne, avant une nouvelle semaine très dense. Mardi, Paris accueillera une réunion de chefs d'état-major de pays alliés. Le lendemain, le ministre recevra une partie de ses homologues européens. Jeudi, il réunira les responsables de l'ensemble des groupes parlementaires pour les informer confidentiellement de l'état réel des menaces qui pèsent sur la France.

Vous avez affirmé cette semaine que nous n'étions plus en paix. Comment qualifier alors la période que nous traversons ?
C'est une période de rupture et elle est compliquée à expliquer, notamment parce que certaines menaces ne sont pas toujours visibles. Les Russes réinventent la guerre, c'est leur grande force. Ils ciblent notre démocratie et notre économie. La prochaine campagne présidentielle pourrait ainsi faire l'objet de manipulations massives, comme cela a été le cas en Roumanie. Sur notre économie, c'est encore plus préoccupant. Il y a par exemple les déstabilisations des flux maritimes, de la mer Rouge aux nombreux navires de la flotte fantôme civile russe qui s'en prennent à des câbles sous-marins ou à des infrastructures énergétiques. Les cyberattaques sont aussi de plus en plus sophistiquées. L'intelligence artificielle va découpler ces capacités d'attaque. Cela concerne aussi bien la cyberprotection des médias que celle des entreprises ou des hôpitaux. Cela peut même aller plus loin: opérations de sabotage, planification d'assassinats ciblés contre des personnages clés du monde économique, interactions agressives avec nos forces armées...

Faut-il entériner le fait que les États-Unis ne sont plus nos alliés, comme le laisse entendre François Bayrou ?
Il a été plus nuancé que cela. Pour ma part, je les considère toujours comme des alliés, en dépit de leur grande imprévisibilité. Cela rend plus que jamais d'actualité le fait d'être « allié mais non aligné », doctrine qui est la nôtre depuis le général de Gaulle. S'il y a bien un pays de l'UE avec lequel l'administration américaine interagit en ce moment, c'est la France. Je me rendrai d'ailleurs au Pentagone prochainement. Après, et au-delà des contingences de politique intérieure amé-

ricaine qui pèsent lourd dans certains choix extérieurs, il faut être sourd pour ne pas entendre que leur priorité, y compris dans les milieux démocrates, est durablement la Chine.

Le projet de déployer des troupes européennes en Ukraine pour sécuriser un éventuel cessez-le-feu est refusé par la Russie. Cela le condamne-t-il ?
Nous entrons dans une négociation pour établir la paix. C'est donc un rapport de force, et nous aussi avons nos propres attentes en

paix à des fins d'observation, de réassurance ou de déconfliction... La réunion des chefs d'état-major mardi va permettre de nourrir cette réflexion.

Des rapports de services de renseignement européens affirment que la Russie se préparerait à attaquer un pays européen membre de l'Otan dans les deux à cinq ans. Disposez-vous des mêmes informations ?
Nos services ne disent pas cela. En revanche, qu'il y ait la tentation de déstabiliser la Moldavie à travers la Transnistrie, c'est exact. Des pays ayant des minorités russophones peuvent aussi faire l'objet de déstabilisation russe.

Les Américains ne partagent plus leurs renseignements avec l'Ukraine. Cela peut-il changer le cours de la guerre ?
Nous verrons. Les Ukrainiens ont développé un très bon renseignement tactique sur la ligne de front, ils ne sont donc pas totalement démunis. S'agissant des renseignements plus stratégiques, nous allons évidemment continuer à les aider.

Les Américains ont aussi arrêté les livraisons d'armes. Combien de temps les Ukrainiens peuvent-ils tenir ?
C'est un coup dur. Ils avaient déjà connu un moment difficile lorsque le Congrès américain avait tardé à valider un paquet d'aides. Ils peuvent tenir quelque temps, mais il ne faut pas que cette suspension dure. J'y vois quand même aussi un moyen de pression sur la Russie. Désormais, on voit bien com-



Je considère toujours les États-Unis comme des alliés, en dépit de leur grande imprévisibilité

matière de sécurité pour nous-mêmes. On ne peut pas revivre ce que l'on a vécu ces dernières années: une guerre larvée par épisodes de plus en plus violents. C'est escalatoire de ne pas entraver cela.

Combien faudrait-il déployer de troupes ? Trente mille, comme cela a été avancé ?
Ce sont des chiffres médiatiques qui ne veulent rien dire. Tout dépend de leur mission et de leur positionnement: troupes de



En visite avec Emmanuel Macron auprès des troupes ukrainiennes entraînées dans l'Est de la France, en octobre dernier.

THIBAUT CAMUS/POOL VIA REUTERS





ELIOT BLONDET/ABACAPRESS POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

ment les États-Unis vont menacer les Russes de rétablir cette aide. Ce qu'il ne faut pas, c'est une accélération et un jeu de dupes côté russe, où nous verrions potentiellement de nouvelles forces nord-coréennes arriver sur la ligne de front, par exemple...

Parce que ce déploiement est en cours ?
Je dirais juste qu'on peut l'anticiper. Même chose pour les munitions. Donc attention à cette asymétrie d'un pouvoir politique au Kremlin qui dit vouloir la paix et qui, pendant ce temps-là, accélérerait un effort de guerre avec l'aide de la Corée du Nord et de l'Iran.

Vous avez annoncé un nouveau paquet de matériel militaire cédé à l'Ukraine. Pouvez-vous le préciser ?
L'idée est de continuer à sortir des équipements plus anciens de l'armée française pour les donner à l'Ukraine. Je vais accélérer ces cessions, notamment de chars AMX-10RC et de véhicules de l'avant blindé [VAB], etc. En outre, cette année, nous allons mobiliser, grâce aux intérêts des avoirs russes gelés, une nouvelle enveloppe de 195 millions d'euros qui permettra de livrer des obus de 155 mm ainsi que des bombes planantes AASM qui arment les Mirage 2000 ukrainiens.

Le Premier ministre a annoncé cette semaine une future loi de réarmement. Que voulez-vous y voir figurer ?
L'orientation que nous avons prise sur la programmation militaire en 2023 est la bonne. Désormais, le problème qui se pose à nous est celui du rythme, de la vitesse de notre réarmement. Le président de la République m'a donc demandé d'étudier des pistes d'accélération. Nous nous plaçons dans l'hypothèse où nos armées devraient, entre autres, faire face à un engagement majeur pour protéger le continent européen. Je tiens néanmoins à souligner une chose : ce que nous proposons, ce ne sont pas des efforts de guerre, ce sont des efforts de défense et de dissuasion. Car nous ne sommes pas en guerre. Au contraire, nous voulons garantir la paix. Et le meilleur moyen de le faire, c'est d'avoir un appareil de défense prêt, souverain et autonome.

Combien va coûter cet effort de défense ?
Cela dépendra des objectifs que l'on se fixe : celui souvent cité dans les médias d'atteindre les 5 % du PIB nous amènerait à 140-150 milliards d'euros de budget annuel. J'adorerais que ce seuil soit atteint mais ce ne serait pas raisonnable. En 2017, le budget des armées était d'un peu plus de 32 milliards d'euros. En 2025, le budget annuel de la défense a déjà atteint 50,5 milliards d'euros, ce qui, sur les 1 600 milliards de dépense publique, n'est quand même pas

exorbitant pour un effort qui nous permet de vivre en paix... Nous sommes déjà capables de faire beaucoup de choses avec ces 50,5 milliards d'euros mais ce n'est pas suffisant. C'est pourquoi la trajectoire d'augmentation prévue portait le budget à 68 milliards d'euros en 2030. Mais si l'on veut reconquérir nos capacités de manœuvre dans la durée tout en répondant souverainement aux enjeux posés par les nouvelles technologies, il est clair qu'un horizon autour de 100 milliards d'euros par an constituerait le poids de forme idéal pour les armées françaises.

Faut-il une épargne consacrée aux dépenses militaires ?
L'épargne populaire et volontaire fait partie des idées intéressantes à creuser et nous en discutons avec Éric Lombard, le ministre de l'Économie et des Finances.

Cet effort doit-il passer par une remise en question de notre modèle social ?
N'opposons pas la défense à notre modèle social ! Ce débat est étonnant car, sur bien d'autres dépenses publiques, personne ne songe à le tenir. Cela dit tout du rapport de certains à nos armées... Les gaullistes ont su réarmer le pays et lui garantir un modèle économique et social. Par ailleurs, la dépense publique militaire rapporte beaucoup au pays : on achète ce qui est produit en France, l'industrie de défense emploie plus de 200 000 salariés, elle stimule la balance commerciale. Il faut être aveugle pour ne pas voir qu'un euro dépensé dans la défense permet précisément de financer un modèle industriel qui finance notre modèle social... Il faut donc faire des choix mais aussi réfléchir différemment.

Sur la question du parapluie nucléaire, il peut y avoir une réticence chez certains partenaires européens à se placer sous protection française car, en 2027, le chef de l'État pourrait appartenir au RN et défendre de toutes autres positions...
Nous sommes une démocratie, le peuple français est souverain et lui seul décidera par son suffrage. Comme le peuple américain l'est en ayant voté pour Donald Trump... Cette réalité s'impose à tous les Européens. Une fois cela dit, quelques évidences en matière de défense et de protection de nos intérêts s'imposent au pouvoir politique quel qu'il soit...

Sébastien Lecornu dans son bureau de l'hôtel de Brienne, vendredi.

“
Un budget autour de 100 milliards d'euros par an constituerait le poids de forme idéal pour les armées françaises

La question se pose quand le RN considère que Vladimir Poutine n'est pas la menace principale...
Disons que je ne suis pas certain que les questions internationales soient celles sur lesquelles cette famille politique soit la plus à l'aise... Ceux qui nient la menace russe se trompent et engagent leur crédibilité pour l'avenir car leurs propos vieilliront mal. Après, certains au RN tentent de récupérer l'héritage du général de Gaulle. Le gaullisme militaire est plutôt contagieux en ce moment. Tant mieux, mais il faut qu'il soit sincèrement compris... Il n'y a pas une formation politique, de LFI au RN, qui ne défende pas une autonomie stratégique pour la France. C'est un solide point de départ.

Donc vous croyez à une forme d'union nationale...
L'union nationale autour de nos forces armées, j'y crois, oui. Mais je crois aussi au débat politique sur la défense, il ne doit pas être confisqué par quelques pseudo-experts. Certaines questions sont légitimes : où faut-il mettre l'argent ? Quelles alliances faut-il avoir ? Et surtout, comment qualifier la menace ? Pour creuser cette dernière question, je vais réunir les présidents de l'ensemble des groupes parlementaires cette semaine en présence de l'état-major des armées et de nos services de renseignement. Je veux créer un cadre dans lequel les responsables politiques, sans téléphone portable, peuvent poser librement des questions à ceux qui suivent ces questions. Il faut impérativement réduire l'écart entre les informations dont bénéficient ceux qui sont aux responsabilités exécutives et les parlementaires. Je considère que l'on ne peut pas laisser des responsables politiques, et même demain des candidats à l'élection présidentielle, trop loin des réalités du monde.

Quels sont les besoins prioritaires de l'armée française ?
Si on regarde nos vulnérabilités, les munitions et la guerre électronique sont les urgences. Deuxième priorité, la dronisation et la robotisation des armées, qui doivent être accélérées. Il faut également rester performant dans le domaine de l'intelligence artificielle, mais nous avons pris de l'avance en Europe. Enfin, il y a le spatial. Nos compétiteurs sont en train d'acquiescer des capacités de destruction et d'éblouissement de satellite.

Comment les industriels français peuvent-ils produire plus vite et davantage ?
Les industriels ont déjà accéléré les cadences et réduit les délais de production ces deux dernières années, mais ils peuvent encore accélérer. Pour les munitions, 7 milliards d'euros de commandes

supplémentaires dès 2025 permettraient de saturer les chaînes de production existantes d'ici à la fin de la décennie. En même temps, nous avons identifié un besoin d'accompagnement des sous-traitants par nos grands industriels à qui je vais demander de me proposer un plan stratégique en la matière. On a trop de PME qui ont des problèmes de délais de paiement avec leurs donneurs d'ordres et de difficultés d'accès à des produits bancaires.

“
Je ne fais pas partie de ceux qui disent qu'il va y avoir une troisième guerre mondiale

Avez-vous des exemples d'objectifs d'augmentation de cadence ?
Nous avons des besoins dans des domaines précis. En 2024, Dassault Aviation était capable de sortir deux Rafale par mois. Au regard des succès à l'exportation et de nos propres besoins potentiels pour la période à venir, nous allons travailler avec les équipes de Dassault Aviation pour nous donner l'objectif de livrer quatre à cinq Rafale par mois à partir de 2026. Autre exemple : nous voulons multiplier par deux, entre 2024 et 2026, les cadences de production des bombes planantes AASM qui ont des effets militaires importants, y compris en Ukraine. Safran a encore des capacités de production qui ne sont pas complètement à saturation. Nous pouvons donc passer des commandes en plus. En outre, la cadence de production du missile antichar MBDA [Akeron MP], dont les délais de production ont déjà été divisés par deux, va être multipliée par deux l'année prochaine.

Le ministère des Armées pousse-t-il les industriels à se rapprocher de l'industrie civile comme l'automobile ou la chimie ?
Pour les munitions téléopérées, les fameux drones suicides, la France avait, il y a peu de temps encore, des capacités de production faibles, de quelques centaines par mois. L'apport d'une culture industrielle civile va nous aider à opérer de véritables ruptures et produire en masse des milliers de drones par mois.

Des accords ont-ils déjà été conclus ?
Des projets existent. J'aurai l'occasion de les formaliser bientôt par des commandes. Mais effectivement, des partenariats industriels sont en train de se constituer entre des entreprises de défense comme Thales ou EOS, qui apportent ce savoir-faire, notamment sur les drones, et qui vont s'appuyer sur la culture de l'industrie civile, comme le secteur automobile.

Va-t-il y avoir une révision à la hausse des cibles d'effectifs et des systèmes d'armes ?
Si certains objectifs de 2035 sont ramenés à 2030 comme nous y travaillons, cela va mécaniquement entraîner une hausse plus rapide des capacités. Il nous faut par exemple 30 Rafale et trois frégates supplémentaires. Après, je ne proposerai jamais un format délirant. On ne veut aggraver personne ni partir en guerre contre qui que ce soit. Tout cela reste défensif. Mais il y a un sujet sur la masse, d'une part parce que nous avons une vocation mondiale et nous devons donc être capables d'intervenir partout, notamment pour nos outre-mer. D'autre part, il y a la question de la concomitance des crises. L'armée française est-elle capable de gérer plusieurs problèmes en même temps ? Crise par crise, on sait le faire. Mais qu'en est-il quand elles sont simultanées ?

Surtout si l'une de ces crises implique la Russie...
Il y a aujourd'hui, dans certains médias ou chez certains responsables politiques, une volonté de minimiser la menace russe. C'est absurde. Chez d'autres, au contraire, il y a une forme de fébrilité. C'est tout aussi absurde. Je ne fais pas partie de ceux qui disent qu'il va y avoir une troisième guerre mondiale. Je n'aime pas que l'on passe d'un sentiment d'inconscience, de légèreté face aux menaces du monde, à celui de la fébrilité. Il faut juste prendre conscience que tout ce que l'on a connu jusqu'à présent est remis en question, et cela s'accélère par l'imprévisibilité du partenaire américain. Donc il faut réassurer notre effort de défense, pour garantir la paix sur notre continent. ■

Les Français se préparent à l'économie de guerre

Dans une enquête Ipsos-Cesi école d'ingénieurs réalisée pour « La Tribune Dimanche », deux tiers des sondés se disent favorables à l'augmentation des dépenses militaires de la France.

SONDAGE

JULES PECNARD

LES CHOIX POLITIQUES historiques de Donald Trump semblent infuser dans l'opinion publique française. Depuis la décision du président américain – préméditée si brutalement face à Volodymyr Zelensky le 28 février – de cesser son soutien à l'Ukraine face à l'armée russe, les États membres de l'Union européenne sont sommés de réfléchir à leur autonomie stratégique. L'allocution télévisée d'Emmanuel Macron mercredi, jugée trop anxiogène par une partie de la classe politique, avait vocation à mettre des mots sur ce changement de paradigme. À en croire une enquête Ipsos-Cesi école d'ingénieurs effectuée pour *La Tribune Dimanche* au lendemain de cette intervention présidentielle, les Français en partagent certains constats.

Même chez les sympathisants du RN, une majorité (56 %) désapprouve les décisions de Donald Trump

Plus de deux sondés sur trois se disent favorables à l'augmentation du budget que notre pays consacre à sa défense. Dans ces 68 %, les sympathisants du socle commun – le bloc central postmacroniste et Les Républicains, donc – se montrent les plus allant, mais le sujet transcende les clivages politiques : les Français se déclarant proches de La France insoumise, mouvement ontologiquement hostile aux États-Unis et à l'idée d'affronter la Russie, sont 66 % à se dire « plutôt » ou « très » favorables à cette hausse de crédits militaires. Et ce alors que la question posée précise « compte tenu de la situation internationale, notamment en ce qui concerne la guerre en Ukraine ».

Les plus rétifs à cette évolution sont les sympathisants du Rassemblement national, qui ne sont que 52 % à la cautionner. Cela explique en partie l'ambivalence de Marine Le Pen quant à la voie à suivre face à Moscou et Washington. « Malgré

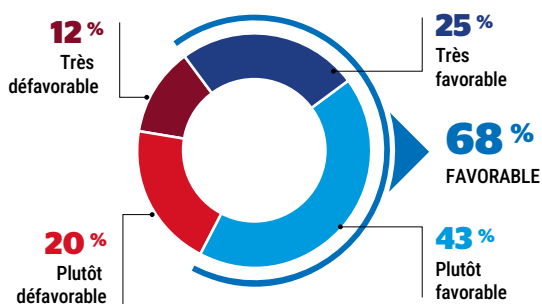
tout, les sympathisants RN qui s'opposent à l'augmentation du budget de la défense sont minoritaires, observe Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. On voit, globalement, que ce que disent Emmanuel Macron et François Bayrou sur Donald Trump et l'Ukraine est partagé par une majorité de Français. » S'agissant des différentes pistes pour financer cette hausse, si le creusement des déficits est privilégié par deux tiers des sondés, un sur deux se dit tout de même prêt à passer par des économies faites sur la santé, l'éducation ou l'environnement. Phénomène prévisible, ce sont surtout les électeurs centristes et LR qui se montrent ouverts à cette option, tout comme à celle de l'augmentation du temps de travail.

S'agissant du degré de foi en l'UE « pour s'unir et bâtir une défense commune » qui permette à ses membres de s'émanciper du parapluie américain, le résultat est plus mitigé, 52 % des Français interrogés disant avoir plus ou moins confiance. On voit réapparaître là le fondamental clivage européen, qui recoupe des déterminants de vote variés, certains économiques, d'autres idéologiques : de LFI à LR en passant par Renaissance, les sympathisants de tous les partis sont entre 60 et 77 % à exprimer cette confiance. Seuls ceux du RN sont massivement hostiles (69 %) à un quelconque partage de notre défense avec nos voisins.

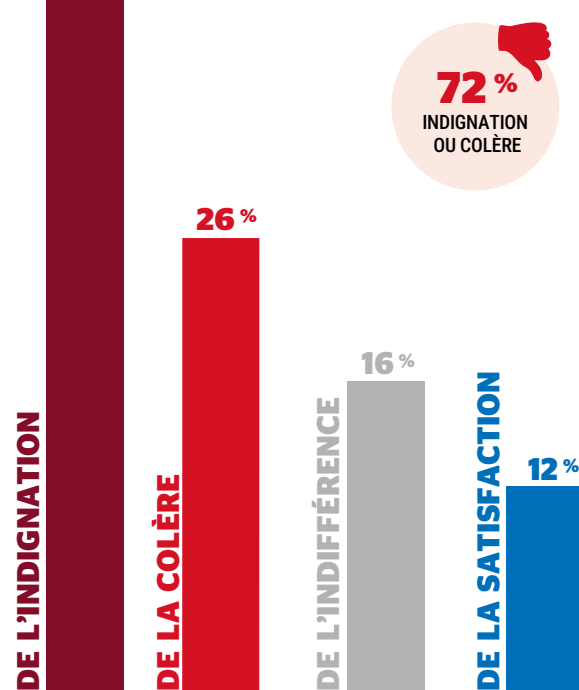
Un élément capital de ce sondage découle de questions directement liées à Donald Trump. Au total, 72 % de l'échantillon Ipsos exprime de l'« indignation » ou de la « colère » vis-à-vis des décisions ou propos du président des États-Unis concernant l'Ukraine. Sur ce sujet, même parmi les sympathisants frontistes, une majorité de 56 % se dégage. C'est également le cas sur l'opportunité d'un boycott des entreprises américaines présentes sur le sol français : 55 % des Français proches de Marine Le Pen s'y disent « disposés ». C'est bien en deçà des taux affichés chez les autres sensibilités politiques, mais c'est notable. « Ce qui est très intéressant, c'est la variable de l'âge, complète Brice Teinturier. Chez les 18-24 ans, seulement 58 % éprouvent de l'indignation ou de la colère à l'égard de Donald Trump. » Ce chiffre atteint 83 % chez les plus de 70 ans. Comme pour d'autres débats, ce clivage générationnel est l'une des clés des choix stratégiques à venir. ■

L'ÉTAT D'ESPRIT DES FRANÇAIS SUR LA GUERRE EN UKRAINE

Compte tenu de la situation internationale, êtes-vous favorable ou défavorable à une augmentation du budget de la France consacré à la défense dans les prochaines années ?

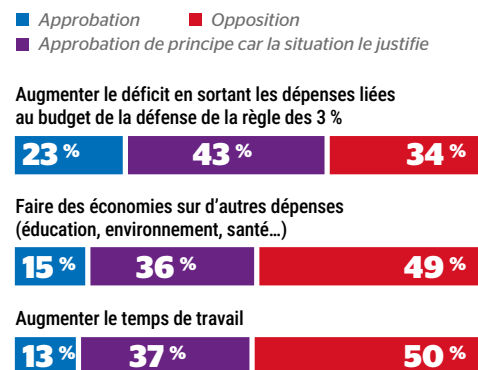


Quand vous pensez aux déclarations et décisions de Donald Trump vis-à-vis de l'Ukraine, parmi les sentiments suivants, lequel se rapproche le plus de ce que vous ressentez ?



72 %
INDIGNATION
OU COLÈRE

Si la France décidait d'augmenter son budget consacré à la défense, quelle serait votre attitude à l'égard de chacune des propositions de financement suivantes ?



Faites-vous confiance aux pays européens pour s'unir et bâtir une défense commune sans être dépendants de la protection américaine ?



Face à l'attitude de Donald Trump à l'égard de l'Ukraine et de Volodymyr Zelensky, seriez-vous disposé à boycotter des entreprises et des produits américains ?



Sondage Ipsos-Cesi école d'ingénieurs pour *La Tribune Dimanche* effectué le 6 mars 2025 auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus interrogées en ligne selon la méthode des quotas.

L'Allemagne aligne les milliards sans stratégie

Le budget de la défense pourrait être multiplié par trois dès l'année prochaine. Mais le pays cherche encore comment sortir de plusieurs décennies de tutelle américaine.

ARMEMENT

HÉLÈNE KOHL
CORRESPONDANTE À BERLIN

LE SIGLE EST SI OPAQUE qu'outre-Rhin il est devenu objet de plaisanteries : établi à Coblenze, le BAaINBW est l'organe fédéral qui centralise l'ensemble des acquisitions des corps d'armée allemands. Du savoir des casernes aux satellites d'observation, tous les ordres d'achats passent entre les mains de ses 12500 fonctionnaires, répartis sur une vingtaine de directions et services. « Une boîte noire, lente et tatillonne », se désespère un gradé. Depuis l'automne dernier, une loi permet enfin de l'outrepasser pour les appels d'offres inférieurs à 5000 euros. L'aboutissement de trois ans de débat parlementaire ! C'est dire si, en Allemagne, aligner les milliards d'euros ne suffira pas pour se doter d'une défense nationale opérationnelle et moderne. Protégé pendant des décennies par le bouclier américain, le pays brille par son absence de culture militaire, y compris dans les cercles du pouvoir.

Avant d'annoncer hier leur accord de principe pour former une coalition gouvernementale, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-



Chaîne de production de Puma de l'usine Rheinmetall à Unterlüss (Allemagne).

démocrate (SPD) étaient tombés d'accord mardi pour sortir de l'orthodoxie budgétaire et investir plusieurs centaines de milliards d'euros dans la défense et les infrastructures. Avoisinant les 50 milliards d'euros par an, le budget des armées pourrait passer à 130, voire 150 milliards d'euros dès l'année prochaine. En une décennie, l'Allemagne pourrait, à elle seule, dégager autant que le plan européen « réarmer l'Europe » de la Commission européenne. Ce « quoi

qu'il en coûte » formulé par le futur chancelier, Friedrich Merz, équivalait à un chèque en blanc aux militaires. « Reste à savoir comment nous comptons dépenser cet argent, interroge l'expert Carlo Masala, professeur à l'université de la Bundeswehr de Munich. Il faut aussi inventorier nos besoins. Le problème est que les chiffres actuels n'ont été avancés que par des économistes. » Ainsi, les spécialistes demeurent très sceptiques quant à l'utilisation du pre-

mier fonds spécial de 100 milliards d'euros annoncé par Olaf Scholz, trois jours après l'invasion de l'Ukraine. Le premier réflexe fut d'acheter du matériel américain, et notamment des avions F-35A, pour près de 10 milliards d'euros. Or, ces chasseurs ultramodernes, attendus pour 2026, ne pourront décoller que si Berlin et Washington activent de concert une double clé : en clair, Donald Trump aura les moyens de clouer au sol l'aviation allemande.

Le 24 février 2022, face aux images des chars russes roulant sur Kiev, un haut gradé allemand avait lâché : « La guerre est de retour et nous sommes à poil. » Alors que le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche marque un basculement stratégique du parrain américain, l'Allemagne se rend compte qu'elle est toujours aussi nue. « Il nous reste huit batteries de missiles sol-air Patriot, précise Carlo Masala. En les positionnant bien, on peut protéger Berlin contre des missiles balistiques. Mais aucune autre ville ne bénéficie d'une telle protection. » En outre, le pays n'a pas commencé à repenser sa doc-

trine militaire tout comme il ne parle pas encore d'économie de guerre.

Pourtant, il dispose de sérieux atouts. Quoique malmenée par la crise de l'énergie, l'industrie reste robuste et a souvent fait preuve de capacités d'adaptation rapides. Des plans existent déjà pour muscler le secteur de l'armement. Plusieurs grands armuriers, en concertation avec les syndicats, envisagent de récupérer une partie de la main-d'œuvre

archi-spécialisée de la construction automobile, actuellement en pleine crise.

Ainsi Rheinmetall, constructeur entre autres des chars Leopard 2, va faire basculer l'activité de deux de ses usines de composants automobiles vers la production de munitions. À Görlitz,

un accord vient d'être passé pour transformer l'usine Alstom de tramway en fonderie pour des pièces d'excellence destinées aux blindés de combat. C'est le groupe franco-allemand KNDS, avec la participation de Nexter, qui a repris le site. Il est d'ores et déjà prévu de l'agrandir pour répondre aux besoins des autres pays de l'Otan. ■

“
Le problème est que les chiffres actuels n'ont été faits que par des économistes

Carlo Masala,
professeur à l'université
de la Bundeswehr

Tout et son contraire

Donald Trump a menacé la Russie de sanctions pour ses récentes attaques avant d'affirmer qu'il était « plus difficile de traiter » avec Zelensky qu'avec Poutine.

ÉTATS-UNIS

MAURIN PICARD
CORRESPONDANT À NEW YORK

DONALD TRUMP n'en fait guère mystère : après son double mandat à la Maison-Blanche, le président des États-Unis rêve d'un prix Nobel de la paix, ce titre décerné à son ennemi juré, Barack Obama, et qui lui échappe encore. Le conflit russo-ukrainien lui en fournirait sans doute l'occasion, mais il lui faut pour cela maintenir un semblant d'impartialité. Une semaine après l'algarade dans le salon diplomatique du 1600 Pennsylvania Avenue avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le locataire du Bureau ovale a cru contrebalancer un biais prorusse en sermonnant Moscou.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, l'Ukraine venait d'essuyer des frappes aériennes massives, visée par au moins 58 missiles et 194 drones, conséquence du lâchage américain en matière de renseignement et de veille stratégique avancée. « *Compte tenu du fait que la Russie "pilonne" actuellement l'Ukraine sur le champ de bataille, j'envisage fortement des sanctions bancaires, des sanctions et des droits de douane à grande échelle contre la Russie jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu et un accord de règlement définitif sur la paix soient conclus* », a écrit Donald Trump sur son réseau Truth Social. À la Russie et à l'Ukraine, rendez-vous à la table des négociations dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard. Je vous remercie ! »

Cette mansuétude feinte, doublée d'un avertissement inédit au Kremlin, peine à dissimuler son flagrant tropisme prorusse. Lors d'une entrevue avec des journalistes dans le Bureau ovale, Donald Trump a jugé « *plus facile* » de traiter avec la Russie qu'avec l'Ukraine, « *qui n'a pas les cartes en main* ».

Pour les élus républicains solidaires de l'Ukraine, le dilemme se creuse à mesure que Trump étale sa préférence envers Vladimir Poutine. Silencieux depuis l'altercation du 28 février avec Zelensky, certains de ces derniers ont sauté sur l'occasion, ven-



Donald Trump dans le Bureau ovale, vendredi.

dredi, de louer le président américain pour sa fermeté apparente envers Moscou. « *Merci, président Trump, pour vos efforts en vue de restaurer la paix* », a tweeté le sénateur de Floride Rick Scott, par ailleurs fervent "Maga" (Make America Great Again). Poutine et ses voyous bombardent des hôpitaux, assassinent des civils innocents et n'ont rien à faire en Ukraine. Le président a raison – il est temps que tout cela cesse. »

Une position de sacrifiés

Depuis lundi dernier, les États-Unis ont officiellement ordonné une pause dans l'aide militaire à l'Ukraine, interrompu le partage de renseignements au profit des analystes et de l'état-major ukrainien, y compris des données satellitaires commerciales permettant de détecter à l'avance les mouvements de troupes russes vers la ligne de front. Toute action de cyberguerre à l'encontre de la Russie a en outre été stoppée.

Cette différence de traitement laisse pantois observateurs et analystes. Les références aux accords de Munich se multiplient, les Ukrainiens se retrouvant bien

malgré eux dans la position des Tchécoslovaques, sacrifiés vainement par Londres et Paris en 1938 face au chancelier du III^e Reich Adolf Hitler. « *Les négociateurs de Trump ont offert à Poutine à peu près tout ce qu'il exigeait publiquement, et ce sans rien demander en retour* », écrit l'essayiste conservateur Robert Kagan dans la revue *The Atlantic*. Ils pensent peut-être que s'ils lui donnent tout d'emblée, il acceptera un cessez-le-feu et une forme ou une autre d'accord qui permettra au président Donald Trump de sauver la face, en lui permettant de se parer du manteau de faiseur de paix. Exactement comme le fit [le Premier ministre britannique Neville] Chamberlain, même si cela ne devait durer que quelques mois », jusqu'à l'invasion de la Pologne, en septembre 1939.

Trois semaines après des entretiens russo-américains par l'entremise de Riyad, Américains et Ukrainiens doivent se retrouver ce mardi en Arabie saoudite pour définir « *un cadre pour un accord de paix et un cessez-le-feu initial* », selon Steve Witkoff, émissaire américain pour le Moyen-Orient. ■

Le commerce, l'autre front

Mercredi, Washington va taxer à 25 % les importations d'acier et d'aluminium. Un avant-goût pour l'UE de la bataille qui s'annonce.

TARIFS DOUANIERS

FLORENCE AUTRET
CORRESPONDANTE À BRUXELLES (BELGIQUE)

LES EUROPÉENS sont les prochains sur sa liste. Mercredi, Donald Trump devrait en effet franchir une nouvelle étape dans la guerre commerciale qu'il a déclarée au reste du monde en taxant à 25 % l'acier et l'aluminium entrant sur le territoire américain. Une deuxième secousse, nettement plus élevée sur l'échelle de la disruption de l'ordre économique et commercial mondial, est attendue le 2 avril.

Washington fera alors connaître ses projets au titre du « Fair and Reciprocal Plan », un plan qui vise à faire primer l'« équité » et la « réciprocité » dans les rapports commerciaux entre les États-Unis et ses partenaires. Des principes définis de façon « *très vague* », selon Étienne Höra, chercheur à la Fondation Bertelsmann, mais qui, pour les Vingt-Sept, pourraient se traduire par des menaces de taxes douanières faramineuses, comme ont déjà eu à les subir les Canadiens ou les Mexicains.

Interrogé il y a une semaine sur ce qui déterminera ces futures « *mesures réciproques* », le secrétaire au Trésor Scott Bessent est resté flou. « *Cela dépendra de chaque situation* », a-t-il expliqué. *Quels sont les tarifs des autres pays sur des biens spécifiques ? Quelles sont les barrières non tarifaires ? Quelles sont les manipulations de la monnaie, du financement ou de la main-d'œuvre ? Quid de ces horribles amendes infligées par l'Union européenne*

à nos entreprises technologiques ? » « Ce qui est entrepris par les États-Unis est très nouveau, estime Olivier Prost, avocat associé chez Gide Loyrette Nouel. Cela va bien au-delà des tarifs douaniers. C'est de la régulation du commerce international, mais hors des règles de l'OMC ! »

Pour l'instant, en fait de régulation, on assiste avant tout à des tractations un peu chaotiques. Après les avoir instaurés, Donald Trump a annoncé jeudi la suspension des droits de douane de 25 % à l'encontre du Mexique et du Canada. Motif : il aurait obtenu des « *résultats sans précédent* » de ses partenaires nord-américains. Le mécontentement de Wall Street y est sans doute aussi pour quelque chose.

Appuyer sur le bouton « replay »

Qu'attend des Européens le 47^e président américain ? Le 13 février, le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic, plus haut responsable de la Commission à avoir été reçu par la nouvelle administration à ce jour, a déclaré « *vouloir mieux comprendre les problèmes sous-jacents que l'administration américaine veut résoudre* ».

Sur le papier, l'Union européenne n'est pas démunie dans cette négociation qui tarde à commencer. En 2018, elle avait riposté aux taxes à l'importation sur l'acier et l'aluminium par des droits équivalents sur toute une série de produits (riz, maïs, tabac, Harley Davidson, bourbon, jeans), jusqu'à ce que le président de la Commission Jean-Claude Juncker négocie une trêve en 2021. Sa successeure, Ursula von der Leyen, pourrait appuyer sur le bouton « replay » pour rétablir ces droits, fin mars, quitte à les ren-

forcer. « *Le plus rapide à mettre en place, ce sont les droits de douane et des contingents [une limitation des volumes d'exportations]* », indique la députée européenne Marie-Pierre Vedrenne (MoDem/Renew).

Depuis 2023, un instrument anticoercition économique (IAC) permet aussi de répliquer à ce genre d'attaque hybride mêlant tarifs douaniers et pressions sur toutes sortes de politiques : fiscalité, monnaie, investissement, régulation. L'activation de l'IAC, évoquée récemment par le commissaire européen à l'Agriculture, Christophe Hansen, serait une première historique. Mais elle pourrait prendre des mois. « *Cette stratégie ne peut réussir que si les États ne se laissent pas diviser* », pointe Étienne Höra.

Or, pour l'instant, chacun est tenté d'aller à Washington négocier pour lui-même le meilleur deal possible. Une situation dangereuse pour l'intérêt collectif européen, a fortiori si elle devait exclure une alliance sur le vrai défi : les pratiques agressives chinoises. Pourtant, selon Olivier Prost, « *pour gérer la menace des surcapacités en Chine, on pourrait en théorie se mettre ensemble, car l'industrie européenne souffre* ». Tout ne serait d'ailleurs pas à jeter, selon lui, dans les décrets du président américain : « *Il y a un grand éventail de mesures*, poursuit l'avocat. *À cause du personnage, on mélange tout. Il y a certes des choses effrayantes, mais aussi d'autres où nous sommes sur la même ligne, comme le contrôle des investissements étrangers.* » « *Le paradoxe de cette situation*, déplore Marie-Pierre Vedrenne, *c'est que les Chinois passent presque pour les défenseurs d'un cadre multilatéral* » du commerce international. ■

FRANÇOIS CLEMENCEAU



LE MONDE
À L'ENDROIT

Poutine, stop ou encore ?

CHACUN LE SAIT, Vladimir Vladimirovitch Poutine est un homme bon. À 72 ans, c'est comme s'il s'était amélioré avec le temps. La preuve, cette semaine, il a tenu à célébrer la Journée des droits des femmes du 8 mars avec un peu d'avance. Il s'est donc rendu à l'antenne moscovite de la Fondation des défenseurs de la patrie pour une table ronde avec des mères et des épouses de soldats engagés dans cette fameuse « opération spéciale » déclenchée le 24 février 2022 en Ukraine. Mais pourquoi la compare-t-il autant avec une vraie guerre, celle dont « *l'arrière du front est si crucial* » pour les soldats en première ligne ? Pourquoi se plait-il à rappeler que « *dans les tranchées, il n'y a pas d'athées* », comme s'il était convaincu que Dieu reconnaîtra les siens parmi les dizaines de fantassins qui meurent chaque jour dans les combats en Ukraine ?

DANS L'EXERCICE des questions et des réponses, la mère d'un soldat tué lui demande s'il ira « *jusqu'au bout* » ou si la Russie fera la moindre concession en cas de négociation de paix. Le maître du Kremlin a répondu qu'il n'en avait « *pas l'intention* ». Est-ce là le langage de ceux qui sont prêts à dialoguer, à tirer les leçons d'une guerre qui a dévoré et endeuillé des centaines de milliers de familles russes ? Le ton rappelle celui des négociateurs du Kremlin envoyés dans la forêt de Bialowieza en Biélorussie dès la fin février 2022. Dans un texte de 18 paragraphes qui avait été remis à la délégation ukrainienne, les diktats s'accumulaient. L'Ukraine devait renoncer à tout ce qui

faisait sa souveraineté depuis son référendum d'indépendance en 1991 : neutralité totale et permanente, armée de moins de 50 000 hommes, pas de missiles d'une portée supérieure à 250 kilomètres – susceptibles d'atteindre la Crimée –, reconnaissance de cette même Crimée comme définitivement russe et de l'indépendance des Républiques autoproclamées de Donetsk et de

Louhansk, engagement à payer les dommages de guerre dans le Donbass, obligation d'interdire toute propagande du nazisme et toute construction de mémoriaux à la gloire des combattants de l'indépendance ukrainienne, levée de toutes les sanctions contre la Russie... Bref, non pas un catalogue pour s'offrir une capitulation, mais une volonté noir sur blanc d'annihilation d'une nation et de son identité.

DEUX MOIS PLUS TARD, à Istanbul, une fois les forces du Kremlin chassées des abords de Kiev, les exigences russes s'étaient faites moins nombreuses. Le texte du communiqué final indiquait même que l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne n'était plus un obstacle. On n'y parlait même plus de la reconnaissance de la Crimée, remise à plus tard. Le camp russe avait même admis que l'Ukraine neutralisée pourrait obtenir des garanties de sécurité, avec l'intervention militaire de pays tiers au cas où elle serait de nouveau agressée. La ficelle était un peu grosse ou le cynisme total : parmi les signataires prévus de l'accord, les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, au sein desquels la Russie, bien sûr, et son fameux droit de veto. Et les autorités russes se demandent encore pourquoi Volodymyr Zelensky a refusé de signer ce communiqué d'Istanbul ! Quinze jours plus tard, ses soldats libéraient la ville de Boucha, occupée par les Russes depuis février. Autant de crimes de guerre commis en un seul lieu au mépris de tout droit international n'avaient pas seulement fait reculer le président ukrainien face à toute perspective d'accord, ils l'avaient galvanisé pour lancer la contre-offensive.

CES FAMEUSES GARANTIES de sécurité des alliés de l'Ukraine, dont on parle finalement depuis le début, voilà qu'aujourd'hui Moscou les qualifie d'agression. N'est-ce pas Sergueï Lavrov, le vieux renard de la diplomatie soviétique devenue russe, qui affirmait cette semaine voir dans le déploiement de troupes européennes en Ukraine à l'appui d'un futur cessez-le-feu « *non pas une implication hybride mais une participation directe, officielle et évidente de pays de l'Otan en guerre contre la Fédération de Russie* » ? Selon lui, cette éventualité est non négociable car « *elle créerait une réalité sur le terrain qui ne permettrait pas de respecter les conditions d'une trêve* ». Combien de temps faudra-t-il à Donald Trump pour se rendre compte que la Russie de Poutine ne veut pas d'une paix « *juste, solide et durable* », selon l'expression des Européens ? Et que toute paix injuste, fragile et éphémère mettrait donc en danger non seulement les autres voisins démocratiques de la Russie mais aussi cet Occident que Trump prétend incarner ? ■

Trump attise la volonté d'indépendance des Inuits

Encouragée par les déclarations du républicain, l'île, qui vote mardi pour renouveler son Parlement, veut s'émanciper du Danemark tout en rejetant une annexion américaine.

GROENLAND

GARANÇE LE CAISNE

UNE « PÉRIODE GRAVE ». C'est ainsi que le Premier ministre socialiste Mûte Bourup Egede a décrit l'épisode que vivent les Groenlandais depuis que le président Donald Trump a renouvelé ses prétentions sur leur île en janvier. C'est « une période comme nous n'en avons jamais connu dans notre pays », a ajouté le chef du gouvernement le 4 février, en appelant à des élections générales anticipées dans ce territoire sous souveraineté danoise. À l'origine prévues en avril, elles se tiendront ce mardi.

Avec respectivement 31 % et 21,9 % d'intentions de vote, les deux partis au gouvernement, Inuit Ataqatigiit (« communauté du peuple ») du Premier ministre et Siumut (« en avant », social-démocrate), sont en tête des sondages pour ces législatives. Ils prônent tous deux l'indépendance du territoire, enjeu clé de la campagne. « La question de la dépendance du pays au Danemark n'avait jamais été le marqueur principal des campagnes électorales depuis quinze ans, même quand les partis indépendantistes étaient au pouvoir, explique Mikaa Blugeon-Mered, chargé d'enseignement en géopolitique des pôles et de l'outre-mer à Sciences-Po. Cette question est devenue aujourd'hui le sujet de préoccupation numéro un, notamment à cause de Trump. Les déclarations du président américain ont accéléré la possibilité d'indépendance. »

Grand comme trois fois la France, le territoire autonome du Nord est en effet redevenu l'objet des convoitises du républicain. Lors de son premier passage à la



Maison-Blanche, le milliardaire l'orgnait déjà le Groenland, proposant en 2019 de le racheter à Copenhague. Cette fois, il se montre plus belliciste. Mardi dernier, lors de son premier discours devant le Congrès, il a mentionné à nouveau l'importance du territoire du Nord. « Nous avons besoin du Groenland pour notre sécurité nationale et même internationale. [...] Nous travaillons avec toutes les parties concernées pour essayer de l'ob-

tenir. [...] Et je pense que nous l'obtiendrons, d'une manière ou d'une autre. »

Au cœur de l'Arctique, le Groenland occupe un emplacement stratégique entre les États-Unis et la Russie. Le chemin le plus court pour envoyer des missiles d'une capitale à l'autre passe au-dessus de cette terre aux trois quarts recouverte de glace. Depuis les années 1940, les Américains disposent d'ailleurs d'une base militaire spatiale à Pituffik, utilisée notamment pour détecter des tirs de missiles venus de Russie.

Copenhague garde la main sur la défense

Avec le réchauffement planétaire et la fonte de la banquise, de nouvelles routes maritimes devraient s'ouvrir entre l'Asie de l'Est et l'Europe, réduisant de 30 % le temps de transport des marchandises. Sous sa glace, le Groenland recèle aussi de précieux minéraux de terres rares et du pétrole.

Mais pour ses 57 000 habitants, pas question de passer sous contrôle américain. « Nous ne sommes pas à vendre et ne le serons jamais », a déclaré Mûte Bourup Egede. Selon un sondage effectué fin janvier par l'institut Verian pour l'heb-

Ce territoire autonome occupe un emplacement stratégique entre les États-Unis et la Russie

domadaire groenlandais *Sermitsiaq* et le quotidien danois *Berlingske*, 85 % des habitants ne veulent pas devenir américains. 43 % des sondés voient tout de même les déclarations de Trump comme une bonne occasion. « Même s'il y a une forme d'inquiétude, beaucoup sont contents que Trump parle d'eux, que ce soit en bien ou en mal, ajoute Mikaa Blugeon-Mered,

auteur du livre *Les Mondes polaires* (PUF, 2019). Ils disent avoir besoin que le monde sache qu'ils existent, qu'on puisse placer leur pays sur la carte. Avec l'idée d'attirer des investisseurs pour développer leur économie, sur les volets minier ou touristique ou dans les infrastructures. »

Colonisée par le Danemark au début du XVIII^e siècle, l'île a acquis son autonomie en 1979. Même si Copenhague garde la main sur la défense, la monnaie et la politique étrangère, Nuuk possède son propre Parlement de 31 sièges, gère les questions de santé, d'éducation, de politique sociale. La plupart des habitants sont des Inuits autochtones. Fiers de leur culture, de leurs traditions, ils ont un lien particulier à la nature de cette terre reculée, l'une des plus intactes de la planète. Leur drapeau, rouge et blanc, représente d'ailleurs le soleil et la glace. Mais les Groenlandais savent aussi que leur économie, tournée vers la chasse et la pêche, souffre d'une forte dépendance au Danemark qui leur alloue une subvention annuelle de 520 millions d'euros, soit un sixième du PIB de leur pays.

Le résultat des élections mardi donnera une idée de la façon dont ils souhaitent, si cela se confirme, obtenir leur indépendance. D'une manière expresse et radicale, comme le préconise le parti nationaliste Naleraq, troisième organisation politique sur l'échiquier, ou d'une façon plus prudente, et pas avant que le pays ne soit moins dépendant financièrement à Copenhague, selon Inuit Ataqatigiit, le parti du Premier ministre. « Les Groenlandais ne peuvent de toute façon pas déclarer leur indépendance unilatéralement, précise Mikaa Blugeon-Mered. Ils ne peuvent qu'enclencher un processus de séparation du Danemark, qui peut être long, durer au minimum trois ans, voire huit. Un peu à la manière du Brexit. » ■

Le Canada tourne la page Trudeau

Le Parti libéral désigne aujourd'hui le remplaçant du Premier ministre démissionnaire. Mark Carney, ex-gouverneur de la Banque centrale, est favori de ce scrutin où plane l'ombre de Trump.

SUCCESSION

ANTOINE MALO

« ÇA A ÉTÉ L'HONNEUR de ma vie de servir ce pays. » Jeudi, lors de ce qui restera comme l'une de ses dernières conférences de presse en tant que Premier ministre du Canada, Justin Trudeau s'est un peu laissé envahir par l'émotion. Après neuf ans passés au pouvoir et une fin de règne chaotique, le dirigeant démissionnaire va passer la main, à seulement 53 ans. Aujourd'hui, son mouvement, le Parti libéral, vote pour désigner son nouveau leader. De facto, le vainqueur deviendra le prochain chef du gouvernement.

S'ils sont quatre à briguer le poste, un candidat se détache : Mark Carney, bientôt 60 ans, ancien patron des banques centrales canadienne et britannique. « Il est largement en avance dans les sondages et bénéficie du soutien de la majorité des députés du parti », souligne le politologue Daniel Béland, de l'université McGill à Montréal. C'est aussi lui qui a récolté le plus d'argent au cours de la campagne pour cette primaire. S'il s'est bien gardé de l'adoubier publiquement, Justin Trudeau a également fait le choix de Carney. « Ils sont proches, assure l'avocat David Heurtel, ancien ministre de l'Environnement québécois. À plusieurs reprises, Trudeau lui a demandé d'entrer au gouvernement. » L'ex-grand argentier a toujours refusé, préférant un poste moins exposé de conseiller. Cela n'empêche pas la plupart des membres de l'actuel exécutif de le soutenir, délaissant

sa grande rivale, l'ancienne ministre des Finances Chrystia Freeland. Catholique revendiqué, Carney a en outre l'avantage de recentrer le parti, que beaucoup jugent trop à gauche. « Tandis que Trudeau avait concentré son discours sur les questions sociales et d'identité, reprend Daniel Béland, lui reste concentré sur les thèmes économiques. »

La victoire semble donc quasi acquise. Pourtant, il y a encore quelques mois, Carney était loin de faire rêver les foules. Certes, son CV est plus riche qu'une poutine de Montréal. Études à Harvard et Oxford, passage dans les plus grandes banques, comme Goldman Sachs, solide expérience des politiques publiques matinée d'une appétence pour les questions environnementales. « C'est un pur techno, anti-populiste par excellence, résume Daniel Béland. La contrepartie, c'est qu'il est un peu terne. » Sauf que depuis janvier, ce profil passe-muraille convient parfaitement aux électeurs libéraux. La raison de ce revirement ? Donald Trump. En évoquant une annexion du Canada, en lâchant l'Ukraine mais surtout en instaurant des droits de douane de 25 % sur les produits canadiens – auxquels il a finalement renoncé –, le 47^e président américain a retourné le pays, dont les États-Unis sont le premier partenaire économique. Dans ce monde mis sens dessus dessous, les électeurs demandent de la stabilité. « C'est exactement ce qu'in-



“

C'est un pur techno, anti-populiste par excellence. La contrepartie, c'est qu'il est un peu terne

Daniel Béland, politologue

came Carney, affirme Daniel Béland. Il est rassurant, dispose d'une grande crédibilité. » La star des marchés a effectivement pour lui d'avoir affronté la crise financière de 2008 alors qu'il était à la tête de la banque centrale du Canada, puis le Brexit quand il s'occupait de celle du Royaume-Uni. À défaut d'un programme consistant, c'est ce statut de capitaine capable de braver la tempête qu'il met en avant.

Cela devrait lui permettre de remporter l'élection du jour. Si aucune date n'a été fixée pour la passation de pouvoir avec Justin Trudeau, celle du 12 mars, mercredi donc, revient avec insistance. Et ensuite ? « Il devrait convoquer des élections générales anticipées », prédit David Heurtel. Celles-ci pourraient survenir dès la mi-avril

si Carney se décide rapidement.

Cette marche-là s'annonce beaucoup plus haute que celle qu'il grimpe aujourd'hui. Face à lui se dressera le conservateur Pierre Poilievre, populiste « aux qualités d'orateur indéniables », estime David Heurtel. Le techno Carney va devoir fendre l'armure : « Il n'est pas très charismatique, reprend l'ancien ministre québécois. Il a des progrès à faire dans ce domaine. » Autre point : sa maîtrise parfois approximative du français – les débats de la semaine dernière l'ont soulignée – pourrait le mettre en difficulté dans la province de Québec pourtant cruciale pour les libéraux. Enfin, son manque d'expérience politique – il n'a jamais été élu nulle part – risque aussi de lui coûter cher.

Mais là encore il pourrait bénéficier de l'effet Trump. Déjà, depuis trois mois, les sondages montrent une remontée spectaculaire des libéraux et une baisse chez les conservateurs. Avec ses formules chocs et son style rentre-dedans, Poilievre convient mal à ces temps incertains qui demandent du calme. « Il a aussi mis du temps à dénoncer les propos de Trump et ne parvient pas vraiment à recalibrer son discours », note Daniel Béland. Et puis Carney peut toujours compter sur l'aide de Justin Trudeau. « Ces derniers jours, il a fait des annonces très électoralistes : la construction d'une ligne TGV entre Québec et Toronto, des accords sur les garderies, une nouvelle aide à l'Ukraine, souligne David Heurtel. Il prépare très bien le terrain pour Carney. » Preuve que, malgré l'amertume d'un départ qu'il n'a pas désiré, le Premier ministre reste beau joueur. ■

Créer du lien, c'est notre façon d'agir.

Créer du lien, voilà l'essence même de nos métiers. C'est l'engagement quotidien de nos postières et de nos postiers qui sillonnent les territoires et accompagnent tous les Français.

AGIR POUR LA PLANÈTE

- 6,8 % d'émissions de gaz à effet de serre pour l'ensemble de nos activités en 2024 par rapport à 2023.*

- 7,7 % d'émissions de gaz à effet de serre par colis par rapport à 2023.**

AGIR POUR LA SOCIÉTÉ ET L'AVENIR DES TERRITOIRES

283 273 personnes âgées ou fragiles ont bénéficié de nos services d'accompagnement.

788 252 personnes accompagnées, formées et équipées dans l'usage du numérique.

426 000 emplois soutenus en France (directs, indirects ou induits).

AGIR AVEC ET POUR LES COLLABORATEURS

9,76 % de collaborateurs en situation de handicap.***

0 % d'écart salarial entre les hommes et les femmes.***

93,4 % de postières et de postiers formés en 2024.***

Pour découvrir tous nos résultats, rendez-vous sur
www.lapostegroupe.com/fr/resultats-2024

Données extra-financières en cours d'audit. * Ensemble des catégories SBTi, sur un périmètre groupe : scopes 1 et 2 et scope 3 catégories 3.1; 3.3; 3.4 et 3.7. ** - 7,7 % d'intensité émissive de gaz à effet de serre au colis par rapport à 2023. *** La Poste SA.



LA POSTE
GROUPE

Les premiers jours du reste de la vie de Gabriel Attal

Chef de parti, l'ancien Premier ministre entend imprimer sa marque sur Renaissance. Après avoir traversé un après-Matignon compliqué, il n'a renoncé à rien pour la suite.

BLOC CENTRAL

LUDOVIC VIGOGNE

GABRIEL ATTAL A RETROUVÉ le plaisir des salles obscures. Durant les six années gouvernementales qu'il vient de passer, il n'y mettait plus les pieds. *Substance, Babygirl, Bridget Jones – Folle de lui...* Ces dernières semaines, il a enchaîné les films.

Le 6 avril, il sera de nouveau question de 7^e art. C'est à la Cité du cinéma, à Saint-Denis, qu'il a en effet choisi d'organiser le premier grand événement de Renaissance, depuis qu'il a en pris la tête le 8 décembre. Jamais un raout politique ne s'y est tenu. L'ancien Premier ministre entend en faire « *un nouveau chapitre* » dans l'histoire du parti lancé il y a neuf ans par Emmanuel Macron et aujourd'hui moribond. Pour cela, il veut que ce rendez-vous soit une démonstration de force (4500 personnes se sont déjà inscrites pour y participer) et une « *fête des idées* », qui sera l'équivalent de la Conservative Political Action Conference (CPAC), la grand-messe des ultraconservateurs américains. Le matin auront lieu des débats avec des personnalités issues de la société civile, européennes, mais aussi venues d'autres formations politiques. L'après-midi, Gabriel Attal délivrera sa feuille de route pour les deux ans à venir, jusqu'à la présidentielle de 2027. Il esquissera notamment l'identité qu'il souhaite donner à Renaissance, dépourvue jusqu'à présent d'assise idéologique. Dès son élection comme secrétaire général, il a installé des groupes de travail chargés de définir un nouveau modèle social adapté au mur démographique, une politique de fermeté régaliennne plus assumée et une transition écologique ambitieuse. Il estime que ces trois grands sujets doivent composer l'ADN du mouvement.

« *Un parti, il faut s'en occuper matin, midi et soir* », lui avait conseillé Nicolas Sarkozy lors de leur dernier déjeuner, le 29 novembre. Petit à petit, le trentenaire met Renaissance à sa main. Fin mars, il présentera sa stratégie pour les municipales de mars 2026, la première haie électorale qu'il devra sauter. Elle sera difficile à passer. L'implantation territoriale de sa formation demeure inexistante. « *C'est une élection qu'on abordera avec humilité et ambition; la boussole, cela doit être l'utilité* », prévient Gabriel Attal, qui défendra, en fonction des situations, des alliances larges ou des listes sous les propres couleurs de Renaissance. Il va procéder au déménagement du siège du parti, car l'actuel, rue du Rocher, est trop grand et excentré par rapport aux lieux du pouvoir. Des conventions thématiques régionalisées et un campus de rentrée seront programmés. Deux fois par mois, le secrétaire général participe également à des rencontres avec de grands donateurs afin de faire entrer de l'argent dans les caisses. Il est très satisfait du résultat. Sa défense acharnée de la politique de l'offre, à l'automne dernier, alors que Michel Barnier dans son projet de budget la rognait, porte ses fruits... « *Renaissance doit être le parti qui gouverne la France en 2027, c'est cela l'ambition* », promet-il à *La Tribune Dimanche*.

Pour lui, cette vie de chef de parti sonne comme un nouveau départ. Longtemps, Gabriel Attal a plu, aimé et couru vite. Son ascension ministérielle éclair l'a conduit jusqu'à Matignon et transformé en leader politique de premier plan. Et puis la dissolution, les erreurs qu'il a commises face à Michel Barnier lui ont fait traverser un trou d'air. Cet automne et cet hiver, les sondages ont été moins bons, les regards sur lui, plus sceptiques. « *Il a trouvé curieux que l'on parle d'affaiblissement à propos d'un chef de groupe et de parti figurant*



LEWIS JOLY POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

À Nîmes, vendredi, avec Valérie Rouverand, candidate à la mairie de la ville.

dans les cinq personnalités en tête dans les enquêtes d'opinion; il n'a pas vécu cette période comme cela », le défend son entourage. Il n'empêche: Gabriel Attal en a tiré quelques leçons. Tandis que François Bayrou est désormais à Matignon (« *Il navigue bien* », affirme-t-il au sujet du Béarnais), il se tient plus en retrait et ne réunit plus les ministres Renaissance du gouvernement comme il le faisait tous les quinze jours du temps de son prédécesseur. Accusé d'être trop solitaire, il veut montrer qu'il sait faire émerger autour de lui un collectif. Ce printemps, PS et LR vont s'écharper lors de congrès qui s'annoncent fratricides. En miroir, il soulignera la cohésion de sa famille. « *Sur le fond, on nous voit plus divisés que ce que nous sommes*, assure-t-il. *Sur les valeurs républicaines, l'économie, les questions internationales, nous avons toujours été unis. Il n'y a qu'un seul sujet sur lequel on a des difficultés: l'immigration. C'est davantage par manque de travail à froid.* » Parviendra-t-il néanmoins à sauvegarder cette harmonie? Depuis quelques semaines, Gérard Darmanin développe son propre parti, Populaires. Certains voient le garde des Sceaux à terme claquer la porte de Renaissance. Gabriel Attal estime qu'il n'y a pas pour l'instant de problème. « *Je ne vis pas dans la crainte*

de départs », jure-t-il. Le 11 février, les deux hommes ont déjeuné ensemble; ils se sont parlé franchement.

Huit jours plus tard, c'est avec Édouard Philippe qu'il a partagé sa table. Entre eux, le dialogue est toujours moins direct. Lors de leur tête-à-tête, ils ont préféré évoquer le fond plutôt que la présidentielle. Alors que le patron d'Horizons se prépare ouvertement et méticuleusement en vue de la prochaine échéance élyséenne, le secrétaire général de Renaissance se veut plus mystérieux. Ne pas se dévoiler: durant sa carrière, Gabriel Attal a toujours procédé de cette manière. « *Il est trop tôt pour se projeter sur l'affiche* », évacue-t-il, concédant malgré tout: « *Je n'ai pas envie d'être spectateur.* » Extérieurement, en ce moment, il s'emploie ainsi à densifier son expérience internationale et par ricochet son image. Après s'être rendu il y a dix jours en Ukraine, il sera la semaine prochaine en Israël. Intérieurement, afin de garder le plus possible le contrôle des choses, le secrétaire général de Renaissance ne renoncera pas à son autre casquette de président du groupe Ensemble pour la République à l'Assemblée dont il s'est emparé en juillet. « *Ce sont deux fonctions complémentaires qui marchent ensemble*, argue le député des Hauts-de-Seine. *Aujourd'hui, je ne vois pas la nécessité d'en abandonner une.* »

Dans son équation, Gabriel Attal doit aussi composer avec une donnée particulière. S'il dirige aujourd'hui le parti fondé par Emmanuel Macron, il n'en est en rien son légataire. Entre eux, les relations sont

polaires. Les contacts directs n'existent plus guère. « *En fait, ils n'ont rien à se dire, cingle un fidèle du chef de l'État. Ce sont deux univers culturels et politiques radicalement différents. Gabriel Attal est un pur produit du PS fait pour maîtriser l'appareil mais sans vision du pays.* » « *J'ai toujours été loyal*, certifie, lui, l'ancien chef du gouvernement. *J'ai toujours cherché à ce qu'on puisse maintenir un lien.* » C'est lorsqu'il était à Matignon que tout a dérapé. « *Il faut lui expliquer que ce n'est pas un Premier ministre d'alternance* », s'agaçait régulièrement à son propos le président devant ses confidents. « *Mais il m'a nommé?* » s'étonnait son cadet quand il constatait les coups de griffes qu'il recevait de la part du locataire de l'Élysée.



C'est un pur produit du PS fait pour maîtriser l'appareil mais sans vision du pays

Un fidèle du chef de l'État

S'il suit désormais sa propre route, Gabriel Attal considère que le chemin ouvert par Emmanuel Macron reste toujours le plus approprié. « *L'espace politique créé par le président en 2017 a encore plus de sens qu'en 2027. La guerre, l'IA, le réchauffement climatique... les défis sont tels qu'il faut encore faire travailler davantage de gens venus d'horizons différents. La logique de dépassement a encore plus de sens* », explique-t-il, quand le socle commun préfigure pour certains la reconstitution d'un bloc de la droite et du centre. À l'heure où la montée en puissance de Bruno Retailleau rebat les cartes, il assure conserver de vraies différences avec Les Républicains: « *Je n'ai pas de problème à être en coalition avec eux, mais nous ne sommes pas des copiés-collés. Quand j'entends Laurent Wauquiez dire que la seule différence entre son parti et le RN, c'est l'économie, ce n'est pas ma ligne.* »

Mardi, Gabriel Attal déjeunera avec François Hollande. Parfois, en privé, l'ex-chef de l'État l'imagine comme un « *nouveau Lecanuet* », ce centriste qui mena une des premières campagnes présidentielles modernisées mais ne parvint jamais à s'imposer, pris en étau entre la droite et la gauche. « *Il a 35 ans, il a été cinq fois ministre, il a été Premier ministre; dans la V^e République, il n'existe pas d'équivalent, le défend un proche. Dorénavant, il a un parti, c'est le nerf de la guerre.* » En février, Renaissance a commandé à un institut de sondages une grande enquête qualitative portant sur les potentiels candidats élyséens qui existent au sein du socle commun. Ça peut toujours servir. ■

Socle commun: première ébauche

GÉRARD LARCHER A PRIS son bâton de pèlerin. Mercredi, le président du Sénat a petit-déjeuné avec Édouard Philippe – les deux hommes s'apprécient et se voient deux fois par an. Demain, c'est avec Gabriel Attal qu'il déjeunera. À ces deux ambitieux, le sénateur LR des Yvelines tiendra le même discours: il ne faudra qu'un seul candidat issu du socle commun sur la ligne de départ en 2027. C'est à ses yeux un impératif afin de garantir la présence de cette alliance non contractualisée entre Renaissance, LR, Horizons et le MoDem au second tour de la prochaine présidentielle. Quant à la méthode pour le désigner (faudra-t-il une primaire?), il renvoie cette question sensible à plus tard.

Dans cette affaire, Gérard Larcher marche de concert avec Michel Barnier. Ils se sont encore vus il y a dix jours. L'ex-Premier ministre est lui aussi un ardent défenseur du socle commun. Il considère que c'est son legs politique, puisque celui-ci s'est formé à l'occasion de sa nomination à Matignon en septembre. Désormais, chaque mois, il tient un dîner avec une dizaine de députés qui en sont issus pour en faire la promotion. Mardi ont eu lieu les deuxièmes agapes. Face à ses convives, Michel Barnier a, à son tour, insisté sur la nécessité que les candidats possibles à la prochaine présidentielle s'entendent. Et de lister: « *Édouard Philippe, Bruno Retailleau, Gabriel*

Attal, Gérard Darmanin, moi. » Il n'a pas fait mention de Laurent Wauquiez.

L'échéance des municipales

Ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement, Patrick Mignola a pris récemment une initiative au sujet du socle commun, même s'il n'aime pas ce terme (il parle plutôt de « *l'alliance des forces politiques qui soutiennent le gouvernement* »). Afin de faciliter les discussions entre les quatre partis qui le composent, l'ex-député MoDem a proposé à Yaël Braun-Pivet, Gérard Larcher et François Bayrou d'organiser des déjeuners réguliers où ses leaders seraient réunis. Pour lui, le petit déjeuner du socle commun qui se tient

chaque mardi à Matignon pour balayer l'agenda parlementaire ne peut suffire.

Pour l'instant, les présidents de l'Assemblée et du Sénat, comme le Premier ministre dont Patrick Mignola est très proche, n'ont pas rebondi sur sa proposition. Si la compétition entre Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau pour la présidence de LR complique pour le moment les choses, beaucoup au sein du socle commun font le pari qu'avant la compétition élyséenne une autre échéance aidera à la concrétisation de celui-ci: la préparation des municipales de mars 2026 ne nécessitera-t-elle pas forcément une régulation pour éviter les candidatures rivales? L.V.

CLÉMENT BEAUNE
HAUT-COMMISSAIRE AU PLAN

« Le Plan, c'est une mission politique »

L'ancien ministre et député Renaissance de Paris a été nommé par Emmanuel Macron à la tête du Plan, qu'il va devoir fusionner avec France Stratégie.



Lors de la passation de pouvoir entre François Bayrou et Clément Beaune, jeudi à Matignon.

FEUILLE DE ROUTE

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUDOVIC VIGOGNE

Comment vous êtes-vous retrouvé haut-commissaire au Plan ?
C'est une proposition que m'ont faite le président de la République et le Premier ministre en début d'année. Je l'ai tout de suite acceptée. J'avais envie de continuer à contribuer au débat public, de m'investir dans un travail de réflexion inscrit dans un temps long et d'utiliser, pour ce faire, mon expérience de ministre, de député, de conseiller élyséen accumulée ces dernières années. Le Plan, c'est une mission politique. Quand la proposition m'a été faite, Donald Trump n'avait pas encore été investi et le choc que les premières semaines de sa présidence allaient provoquer n'avait pas encore eu lieu. Aujourd'hui, on mesure combien réfléchir sur le long terme aux conséquences brutales de cette nouvelle donne est impératif.

Que répondez-vous à ceux qui voient dans votre nomination le « recasage » d'un député macroniste battu ?
J'ai eu le courage d'aller aux élections et j'y retournerai. Ce n'est pas un stigmate qui empêche de travailler et d'être utile. Les professionnels de la polémique trouveront toujours un prétexte. Je leur demande simplement de me juger sur les actes. Avant la fin mars, je proposerai ma feuille de route, et de premières productions en auront découlé avant l'été. Fin avril, la fusion de France Stratégie et du Haut-Commissariat au Plan, comme Michel Barnier et François Bayrou s'y sont engagés, sera entamée. J'espère que tous ceux qui donnent des leçons de bonne gestion sans se les appliquer auront l'honnêteté de le reconnaître.

Cette fusion va-t-elle avoir comme conséquence des suppressions d'emplois ?
Oui. Elle passera par des économies sur les dépenses et des postes en moins. Je ferai vite, mais avec du dialogue social. J'ai eu l'occasion de montrer au ministère des Transports que j'en étais capable. Cette fusion ne sera pas faite à la hache, même si c'est à la mode. Je ne cracherai pas sur les agents publics pour sacrifier à l'air du temps. Avec cette restructuration et cette rationalisation, je veux être exemplaire, pas un bouc émissaire. Toutes les économies de l'État ne pourront pas se résumer à la fusion du Plan et de France Stratégie !

L'utilité du Plan a été régulièrement remise en question ces dernières années. Comment allez-vous convaincre du contraire ?
L'idée de ses fondateurs, le général de Gaulle et Jean Monnet – pourtant de camps différents –, au lendemain de

la guerre reste d'actualité. J'en suis convaincu. Dans les périodes où il faut tout refonder, tout repenser, réfléchir sur le temps long n'est ni un luxe ni une lubie, c'est une nécessité. Le Plan, c'est le ministère du temps long. Un lieu où l'on privilégie les idées plutôt que la com, le débat plutôt que le clash. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à de nombreux défis : démographique, climatique, énergétique, européen, sécuritaire... Nous avons besoin d'idées nouvelles pour les relever. Pour cela, je veux aussi renouer avec la méthode originelle du Plan. Celui-ci permettait de faire se rencontrer et échanger des gens qui n'en avaient pas l'habitude. Afin de retrouver ce souffle-là, je ferai dialoguer intellectuels et grands décideurs, patronat et syndicats, élus nationaux et élus locaux... Et je souhaite organiser régulièrement des débats locaux du même type dans toutes les Régions.

Quelle sera votre feuille de route ?
Je proposerai quatre grands axes. Avant tout, une dimension européenne. J'y ai toujours été très attaché ; c'est une des raisons pour lesquelles le chef de l'État et le Premier ministre m'ont choisi. Je veux que le Plan soit un lieu d'import-export des idées. D'un côté, les comparaisons européennes peuvent nous éclairer sur les retraites, l'industrie, la défense... Des idées venues de chez nos voisins peuvent nous être utiles pour trouver des solutions. La France ne peut pas être décalée ou décrocher sur l'âge de la retraite ou sur la dette. De l'autre, le Plan doit nous servir à promouvoir nos idées. C'est pour cela que je souhaite implanter une antenne à Bruxelles. Le deuxième axe de ma feuille de route sera le travail et le modèle social. C'est vital pour notre avenir de les repenser. Il faut d'ailleurs être très clair : dans les années qui viennent, il faudra travailler plus et produire plus. Comment le faire de manière plus juste, mieux partagée ? On doit ouvrir ces débats sans tabou.

Quels sont les deux autres axes ?
La planification écologique est le troisième. Nos infrastructures, d'énergie ou de transports, sont à repenser à l'aune de la transformation climatique. La question de l'aménagement du territoire est une mission historique du Plan. Enfin, les grandes questions démocratiques et de cohésion : comment mieux faire respirer notre démocratie ? Nous mènerons un travail sur le service civique ou l'usage des référendums nationaux et locaux.

Vous succédez à François Bayrou. Quel conseil vous a-t-il donné ?
De suivre l'esprit de Jean Monnet : faire travailler les meilleurs talents et émerger les idées audacieuses. Après guerre, les jeunes diplômés rêvaient de travailler quelques années au Plan. Je veux retrouver cet esprit commando et d'avant-garde. ■

Le groupe SNCF génère des bénéfices pour régénérer le réseau ferroviaire.

En 2024, pour la 4^{ème} année consécutive, nous réinvestissons nos bénéfices, soit 1,6 milliard d'euros de résultat net, dans l'infrastructure, le matériel et l'humain, partout en France.

43,4 milliards d'euros
de chiffre d'affaires

1,6 milliard d'euros
de résultat net

10,8 milliards d'euros⁽¹⁾
d'investissement, dont 95 %
en France pour rénover
le système ferroviaire

18 500
collaborateurs recrutés
en CDI en France

12 700 PME/PMI
françaises ont travaillé
avec le groupe SNCF



(1) Tous financements confondus : collectivités territoriales, État et SNCF.
SNCF - 2 place aux Étoiles - CS 70001 - 93633 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX - 552 049 447 RCS BOBIGNY, © James Rignault.

MICHAËL DELAFOSSE MAIRE DE MONTPELLIER

« Le narcotrafic menace la France »

Vidéosurveillance, expulsions, préemption des « vitrines » du blanchiment... Le socialiste applique une méthode musclée face aux dealers et appelle à la « mobilisation générale ».

SÉCURITÉ

PROPOS RECUEILLIS PAR
CÉCILE CHAIGNEAU
ET **CAROLINE VIGOREUX**

ÉLU EN 2020, Michaël Delafosse, 47 ans, défend comme d'autres maires socialistes et écologistes une ligne sécuritaire très ferme dans sa ville de Montpellier. Son combat contre le narcotrafic lui vaut d'être personnellement visé par des menaces. Il a déposé plainte lundi.

Depuis cinq ans, vous êtes accusé de dérive droitiste par vos opposants. Pourquoi ?

Je suis sidéré par cette accusation. Quand on est de gauche, on croit à la règle. Quand on met des lois, on lutte contre la loi du plus fort. L'insécurité touche les gens les plus fragiles. Le travailleur qui se lève tôt le matin et voit sa voiture brisée parce qu'on vole, des familles inquiètes parce que sur le chemin du collège une chaise s'est installée, un « chouffeur » propose de la drogue... La gauche disait parfois : « La sécurité, c'est pas moi, c'est l'État. » J'ai rompu avec cette forme de posture type Ponce Pilate. Je ne laisserai pas ce terrain à l'extrême droite, qui instrumentalise la détresse des victimes.

Faut-il y voir une droitisation de la pensée des maires socialistes et écologistes ?

Ceux qui jettent ces anathèmes sont des responsables qui ne sont pas souvent confrontés à la détresse des habitants des quartiers populaires. S'occuper de sécurité, c'est au contraire être très fidèle à la gauche. Les gens très aisés ont les moyens de leur propre sécurité. Ils l'organisent. Comment font les gens modestes, les familles, les personnes âgées, les retraités avec de petites pensions ? Moi, je veux combattre le narcotrafiquant qui impose sa loi dans le quartier, le harceleur qui veut imposer sa loi aux femmes. La gauche a eu plusieurs questionnements légitimes : faut-il ou pas armer la police ? Faut-il ou pas installer des camé-



À Montpellier en juillet 2023.

islamique de 2015, prendre des dispositions. Ça doit être du même ordre face au narcotrafic. La peur doit changer de camp.

Quelle est l'ampleur du narcotrafic à Montpellier ?

Il touche tout le pays, les grandes villes mais aussi les villes moyennes. Le narcotrafic menace la France. Aux Pays-Bas et en Belgique, des journalistes, des magistrats ou des maires ont des contrats sur la tête car ils ont eu le courage de l'investigation, de la fermeté face au narcotrafic, et ce phénomène menace la France aujourd'hui. En tant que maire, j'en vois la réalité avec de nombreuses épiceries de nuit qui sont des vitrines du blanchiment, avec des règlements de comptes liés au trafic, ce qui veut dire qu'il y a des armes qui circulent alors que c'est illégal ! J'appelle à une mobilisation générale de la société. MM. Retailleau et Darmanin seront jugés sur leur capacité à faire reculer le narcotrafic.

Êtes-vous personnellement menacé ?

J'ai déposé lundi pour la première fois une plainte parce que des individus se sont rendus au siège d'un bailleur social pour dire qu'ils allaient mettre un contrat sur la tête du maire. Ils ont proféré cette menace devant des personnes dépositaires de l'autorité publique. Je ne me laisserai jamais intimider. Parce que si les maires ne font pas preuve de courage, tout le monde va reculer. C'est quand la société fait preuve de lâcheté qu'elle bascule.

Le pouvoir des maires est-il suffisant ?

Je suis allé au maximum de ce que la loi me permet de faire en tant que maire. Quand quelqu'un est condamné pour deal alors qu'il vit dans un logement social, il en est expulsé. Ce n'est pas aux habitants d'un quartier de partir, c'est au trafiquant. Nous

menons aussi une action résolue contre les commerces qui font du blanchiment de l'argent de la drogue par des fermetures administratives. Nous préemptons des cellules commerciales qui étaient des vitrines notoires du blanchiment. Pour les jeunes condamnés pour deal, j'ai déployé 5000 heures de travail d'intérêt général à la Ville et à la métropole, des sanctions pour construire un autre chemin que commencer sa vie en tant que dealer. Aujourd'hui, on estime que 30 000 jeunes de moins de 16 ans se livrent à l'économie de la drogue. Je rappelle qu'en France, le pays de Victor Hugo, l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans. Ces jeunes qui font autre chose qu'apprendre Molière et les maths, qui ne répondent plus à l'obligation scolaire, constituent un défi pour la société. Il faut que l'Éducation nationale reprenne la main sur ces enfants. Ce n'est pas un destin de devenir « chouffeur » ou d'être « mule ».

Le Sénat a adopté début février une proposition de loi pour éviter que la France ne devienne un « narco-État ». Qu'en pensez-vous ?

Elle va nous aider. J'espère qu'elle va encore être amendée, pour donner aux maires le pouvoir de régulation du commerce quand il y a suspicion de blanchiment. Aujourd'hui, personne ne comprend pourquoi il y a autant d'épiceries de nuit dans les villes ni pourquoi on voit la mixité commerciale disparaître. Nous aurons réussi si, sur les 5 milliards d'euros de blanchiment de l'argent de la drogue, l'État arrive à faire des saisies bien supérieures aux 100 millions actuels, un chiffre dérisoire.

Faut-il faire évoluer la loi ?

Le narcotrafic est très organisé, très méthodique, très agile. La société doit s'adapter à ce défi au risque d'être menacée dans sa

cohésion. J'appelle à plus de moyens pour la justice et les services d'enquête. Aujourd'hui, c'est la justice qui doit enquêter pour montrer que des biens ont été mal acquis. Mais prouvez votre fortune ! Sortez vos déclarations d'impôts ! Je défends cette solution adoptée par l'Italie : que les narcotrafiquants prouvent qu'ils se sont enrichis de manière légale !

Avez-vous échangé avec l'écrivain et journaliste italien Roberto Saviano ?

Le voir fait partie de la liste des choses que je souhaite faire. Ce qui me préoccupe beaucoup dans le combat contre le narcotrafic, c'est qu'on connaît les activités illicites, on sait qui sont les responsables. Tout cela est documenté, mais on a le sentiment que l'autorité judiciaire n'agit pas. Parfois, elle doit prendre du temps pour collecter des preuves. Je peux le comprendre, mais il y a un moment où ce n'est plus entenable.

Au début de votre mandat, 300 caméras de vidéosurveillance étaient installées. Vous vous fixez un objectif de 800 en 2026. Est-ce à dire qu'on ne peut plus lutter contre l'insécurité sans filmer les habitants ?

Non. C'est un ensemble. Il faut d'abord des moyens humains. C'est pour ça qu'à Montpellier on a créé une police métropolitaine des transports, la plus importante de France, avec 44 agents. C'est pour ça qu'on a créé 58 postes de policiers municipaux supplémentaires. C'est pour ça qu'on a créé la brigade de tranquillité du logement social, avec 42 agents. Mais il faut aussi la vidéosurveillance. Parce qu'elle permet, dans le respect des libertés publiques – tout ça est très encadré et heureusement –, d'identifier des flagrants délits mais surtout d'aider à l'élucidation des faits. Bien sûr que j'aimerais une société où l'on n'a pas besoin de ces outils. Mais enfin, la réalité est tout autre.

Serez-vous candidat à votre succession aux municipales de 2026 ?

Je m'attache à respecter mes engagements. Le 20 décembre à 11 heures, je mettrai en service la cinquième ligne de tramway. Et ensuite, je discuterai avec ma famille. J'annoncerai ma décision en janvier 2026.

Le congrès du PS aura lieu en juin. Soutiendrez-vous Nicolas Mayer-Rossignol, principal opposant à Olivier Faure ?

D'habitude, je regarde ça de loin. Mais cette fois, je serai l'un des acteurs majeurs de ce congrès. Je soutiendrai Nicolas Mayer-Rossignol, qui est un ami. Ce congrès doit ouvrir un nouveau cycle politique pour la gauche en France pour permettre de contribuer à sa victoire aux municipales de 2026 et à l'élection présidentielle. C'est sa raison d'être. Le Parti socialiste ne peut pas continuer à être recroquevillé sur lui-même. Il faut qu'on ouvre en grand les portes et les fenêtres pour essayer de constituer une grande maison commune. Il n'y a pas de victoire possible de la gauche s'il n'y a pas un Parti socialiste fort. Si on fait un congrès pour une histoire de casting, on se trompera. ■



MM. Retailleau et Darmanin seront jugés sur leur capacité à faire reculer le trafic de drogue

ras ? Aujourd'hui, des hommes et femmes se font tirer dessus parce qu'ils portent un uniforme. Donc ils doivent pouvoir se défendre et intervenir en tout lieu et en tout point. Je combattrai ceux qui souhaitent désarmer la police.

L'arrivée de Bruno Retailleau Place Beauvau a-t-elle changé quelque chose pour vous ?

Je souhaiterais qu'il affecte davantage de policiers nationaux à Montpellier. Voilà, je veux le dire tout simplement. Et je demande très fortement au ministre de l'Intérieur de réunir tous les maires concernés par le narcotrafic, ils ont beaucoup de choses à lui dire. Il peut agir. Notre pays a su, après les dramatiques événements du fanatisme





JEANNE ACCORSINI/SIPA

Loi PLM: Larcher entre en résistance

Gérard Larcher a décidé de monter en première ligne pour s'opposer à la proposition de loi de quatre députés macronistes parisiens destinée à modifier le mode de scrutin aux élections municipales à Paris, Lyon et Marseille et revenir ainsi sur la « loi PLM » qui instaure, depuis 1982, une règle électorale distincte dans ces trois villes. Après avoir reçu les sénateurs LR parisiens, vent debout contre cette initiative, le président du Sénat verra demain les sénateurs PS de la capitale, ainsi que d'autres élus concernés. En début de semaine, il appellera François

Bayrou, qui soutient la proposition de loi Renaissance, pour lui expliquer son désaccord, jugeant que cette modification se fait dans une totale précipitation (les prochaines municipales auront lieu seulement dans un an) et improvisation (plusieurs points de gouvernance seront traités dans un deuxième temps). Très remonté, le sénateur des Yvelines promet de ne pas s'arrêter là. Lors de l'examen de ce texte, qui devrait débiter le 20 mars à l'Assemblée, c'est François Rebsamen, ministre chargé de la Décentralisation, ou Patrick Mignola, ministre délégué aux Relations avec le Parlement, qui représentera le gouvernement. L.V.

CONFIDENTIEL

L'Assemblée sonorisée

Le ministre des Relations avec le Parlement, Patrick Mignola, a demandé à la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, la sonorisation de l'hémicycle, c'est-à-dire d'ouvrir tous les micros des députés. « Pour que tout le monde se rende compte du climat insurrectionnel permanent dans l'hémicycle », explique-t-on à l'hôtel de Clermont. Dans le viseur du gouvernement, le niveau de décibels assez élevé offert par les 71 députés du groupe Insoumis.

Le think tank de Jeanbrun

Soutien de Laurent Wauquiez pour la présidence de LR, le député Vincent Jeanbrun veut politiser la question de la santé environnementale dans les villes. L'élu codirige une mission parlementaire sur le sujet. En 2022, il avait déjà fondé un microparti prônant une écologie de droite avec Yann Wehring et Florence Portelli. Le 7 avril, il lancera un think tank avec Olivier Blond, élu pro-Pécresse à la Région Île-de-France et ancien collaborateur de Yann Arthus-Bertrand, avec pour objectif d'attirer des experts de renom.



XOSE BOUZAS/HANS LUCAS VIA REUTERS



LUDOVIC MARIN/AFP

L'avertissement de Valls à Retailleau

Le ministre des Outre-Mer observe l'ascension de Bruno Retailleau en vieux sage de la politique. « Il est populaire parce qu'il est ministre de l'Intérieur, et je parle en connaissance de cause. Cela le contraint à rester à Beauvau », juge l'ancien premier flic de France (entre 2012 et 2014), qui entretient une bonne relation avec son collègue du gouvernement. Les deux hommes partagent également la même fascination pour Georges Clemenceau, lui-même ancien locataire de Beauvau.

« Stérin miné » à Biarritz

Premiers grains de sable pour l'homme d'affaires Pierre-Édouard Stérin, l'un des actionnaires principaux du club de rugby de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) depuis l'été dernier. Vendredi, en marge d'un match, les supporters ont déployé dans une tribune une banderole (« Attention ! Stérin miné ! ») hostile à cette figure de l'extrême droite. Ce chef d'entreprise vise, dit-on localement, la mairie de la célèbre station balnéaire lors des prochaines élections municipales, en mars 2026.

Pédocriminalité: les dangers de l'IA

VENDREDI 28 FÉVRIER, au moins 25 personnes ont été arrêtées par Europol pour la diffusion de contenus d'exploitation sexuelle d'enfants. Cette opération de police baptisée « Cumberland » peut sembler quelconque: à ceci près que ces contenus avaient été générés par une intelligence artificielle. L'agence européenne de police, installée à La Haye, a cependant regretté une « absence de législation nationale » en la matière qui complique fortement la tâche des enquêteurs.

C'EST JUSTEMENT pour répondre à cette brèche nouvelle en matière de pédocriminalité que le sénateur des Hauts-de-Seine Xavier Iacovelli (Renaissance) a déposé le mois dernier une proposition de loi. Elle vise à lutter contre la création de contenus pédocriminels au moyen de l'intelligence artificielle générative. En quelques secondes, ces outils permettent en effet de générer des milliers d'images d'enfants ou d'adolescents nus, ou des vidéos montrant des abus sexuels sur des mineurs... pas réels, certes, mais dont la multiplication préoccupe tout autant Véronique Béchu, autrice de l'ouvrage *Derrière l'écran* (Stock). Dans ses enquêtes, la commandante de police au sein de l'office des mineurs trouve désormais des images de situations fictives, créées de toutes parts par l'IA, et des contenus réels mais détournés à l'aide de ces nouveaux outils. « Ça peut être des photos de vacances anonymes de vos enfants que vous avez postées sur vos réseaux sociaux », illustre la policière. Des logiciels permettent ensuite de les « déshabiller », c'est-à-dire d'associer un corps nu à un visage bien réel.

AUJOURD'HUI, le Code pénal permet déjà de sanctionner la détention et la diffusion de telles images, même lorsqu'elles sont fictives. « Le problème, c'est la création », alerte Xavier Iacovelli. « Avec l'essor de l'IA, il y a désormais des individus qui, pour des raisons lucratives, créent des outils et des logiciels entraînés spécialement à reconnaître et à produire ce type de contenus, s'indigne Véronique Béchu. Or il n'existe pas d'infraction pour ces personnes. »

AU MOIS DE SEPTEMBRE 2023, l'Internet Watch Foundation a identifié 20 254 images pédocriminelles générées en l'espace de trente jours seulement. « Il est certain qu'à un moment donné cela va prendre le pas sur le partage d'images réelles », anticipe Véronique Béchu. Avec le risque de banaliser ce type de contenu. « Face à une image générée par l'IA, on peut se demander "qui est l'auteur ?" » souligne Céline Astolfé, avocate de la Fondation pour l'enfance. « Le numérique, dans un premier temps, peut donner l'impression de déresponsabiliser l'individu, par son caractère "virtuel", remarque l'avocate. Pourtant les implications sont bien réelles: si vous traînez dans les cours criminelles, vous constaterez que l'importation de fichiers criminels est toujours la première marche vers le passage à l'acte. »

SI LA PROPOSITION DE LOI ne vise pas les plateformes du numérique, Xavier Iacovelli espère tout de même les réunir autour d'une table ronde dans les prochains mois. En attendant l'examen du texte début 2026, les associations de protection de l'enfance appellent donc à sensibiliser les parents. « Les pédocriminels utilisent souvent le contenu trouvé sur les réseaux sociaux », indique Véronique Béchu. La policière déplore le manque d'éducation numérique des parents, face à des outils qui se développent à une vitesse fulgurante. Dans son travail, la policière confie avoir souvent le sentiment de faire face à une « génération sacrifiée ».

LÉNA MÉNAGER

LE DESSIN de Chappatte



EN HAUSSE / EN BAISSSE



CLAUDE MALHURET EXPORTÉ
Le discours du sénateur de l'Allier à l'occasion du débat sur l'Ukraine, dans lequel il a qualifié Elon Musk de « bouffon sous kétamine », a remporté un vif succès international. Salué par les opposants de Donald Trump mais aussi par l'écrivain Alastair Campbell, ancien spin doctor de Tony Blair.



BERNARD SQUARCINI CONDMNÉ
L'ancien patron du renseignement français a écopé de quatre ans de prison, dont deux avec sursis, pour avoir profité de ses réseaux pour obtenir des informations confidentielles et des privilèges au bénéfice notamment du PDG de LVMH, Bernard Arnault. Bernard Squarcini a fait appel de cette décision.

JULIEN DE ROSA/AFP



AROMA-ZONE

Aroma-Zone s'exporte

Le numéro un français des cosmétiques naturels profite de sa croissance pour s'implanter pour la première fois à l'international. La société, fondée en 1999 et dont le fonds Eurazeo détient la majorité du capital, va s'installer au Royaume-Uni d'ici à la fin de l'année avec une première boutique à Londres, ainsi que via son site d'e-commerce. Avec 550 salariés et des ventes en hausse de 56 % en 2024, l'entreprise prévoit aussi plusieurs centaines de recrutements dans les mois à venir. Selon sa dirigeante, Sabrina Herlory, Aroma-Zone a expédié plus de 3,2 millions de colis l'an dernier et compte plus de 3 millions de consommateurs uniques.

Innovation pour Mistral AI

La star française de l'intelligence artificielle vient de lancer une nouvelle API (interface de programmation d'application) de reconnaissance optique de caractères. Disponible à la fois sur Le Chat et sur sa plateforme destinée aux développeurs, elle pourrait révolutionner le traitement des documents comme les PDF, grâce à l'extraction de données complexes en un temps record, estimée à « jusqu'à 2000 pages par minute », selon la start-up. Les secteurs très consommateurs d'archivage, comme le juridique ou l'analyse financière, entre autres, figurent parmi les plus concernés. Les tests d'évaluation comparative situent les performances de cette API multilingue loin devant celles de Google ou d'OpenAI.



NADIA UGENE SHUTTERSTOCK

Air France-KLM redécoule

Malgré une année 2024 difficile pour le groupe franco-néerlandais, marquée par une augmentation des coûts, qui a davantage frappé KLM, et un été compliqué par les Jeux olympiques - puisque les touristes ont évité Paris pendant cette période -, l'activité soutenue au dernier trimestre a permis une accélération. Le résultat d'exploitation a en effet largement dépassé les attentes, à 396 millions d'euros (contre une perte de 56 millions sur la même période de 2023), pour un chiffre d'affaires de 31,5 milliards, en hausse de 4,8 %. Une performance saluée sur les marchés, puisque le titre s'est envolé de 28,55 % en une semaine, avec un bond de 39,34 % depuis le 1^{er} janvier.

Reprise du crédit immobilier

Selon les derniers chiffres de la Banque de France, la production de crédits à l'habitat (hors renégociations) a atteint 9,9 milliards d'euros en janvier, soit un montant légèrement supérieur à la moyenne des dix derniers mois. La reprise se confirme, après un recul de 15 % sur un an en 2024. La baisse des taux d'intérêt encourage le retour des acheteurs : le taux moyen des nouveaux crédits s'est stabilisé en janvier à 3,32 %, après 3,30 % en décembre (hors renégociations), toujours en fort recul par rapport aux 4,17 % atteints en janvier 2024. Cette embellie devrait s'amplifier au printemps, période stratégique pour l'immobilier, selon les courtiers, grâce à plusieurs mesures de la loi de finances 2025, dont l'élargissement du prêt à taux zéro au 1^{er} avril aux maisons individuelles neuves sur tout le territoire.

Défense : comment mobiliser l'épargne

Selon nos informations, la préférence de Bercy pour financer les dépenses militaires est de réorienter les fonds du livret A.

FINANCES

FANNY GUINOCHET

AVEC DES COMPTES PUBLICS dans le rouge, comment trouver de l'argent pour financer les investissements nécessaires à l'armement sans augmenter les impôts ni creuser le déficit ? Telle est l'équation difficile à laquelle le gouvernement doit répondre.

Avant-hier, François Bayrou a reconnu qu'une souscription nationale était une option envisagée. Type grand emprunt, comme la France a pu en faire sous Édouard Balladur, en 1993. En 2009, en pleine crise financière, Nicolas Sarkozy avait lui aussi imaginé une souscription nationale avant d'y renoncer, tant le coût aurait été élevé pour l'État. À l'époque, la France avait meilleur compte de se financer sur les marchés que de se tourner vers ses ménages. « *La donne a changé : les investisseurs, ceux qui nous prêtent, ne cessent de relever le niveau de leurs primes, et le coût de notre dette s'envole. L'option peut donc être*

Une souscription nationale, volontaire ou forcée, présenterait l'avantage de ne pas dépendre des marchés

intéressante », plaide un haut fonctionnaire de Bercy. Une souscription nationale, volontaire ou forcée, présenterait ainsi l'avantage de ne pas dépendre des marchés, mais de faire appel aux Français dont les bas de laine débordent. Selon les dernières données de France Assureurs, en janvier, les sommes versées sur les contrats d'assurance-vie n'ont jamais été aussi élevées, l'afflux net d'argent depuis quinze ans atteint des records, l'en-cours de l'assurance-vie est à son maximum, au-dessus des 2000 milliards d'euros, quand celui des livrets A et des LDDS dépasse les 600 milliards.



JULIEN DE ROSA/AFP

Le ministre de l'Économie présentera un plan d'action finalisé le 20 mars.

Reste que des conditions attractives seront nécessaires pour que les particuliers répondent à l'appel. Le seul engagement patriote des Français risque de ne pas suffire. « *Si le taux de rémunération est faible, je ne suis pas convaincu que les épargnants iront mettre beaucoup d'argent dans ces placements*, juge Philippe Crevel, directeur général du Cercle de l'épargne. *Il faudra des avantages fiscaux ou des taux de rendement intéressants, ce qui coûtera de toute façon un peu à l'État.* »

Idem pour la création d'un livret d'épargne « défense souveraineté » spécifique, porté par Christophe Plassard depuis plusieurs années : « *L'objectif est d'aider les entreprises de la défense, notamment les PME, à trouver des fonds pour leur développement mais, rappelle le député Horizons, si la mesure avait été adoptée en 2023, elle a été retoquée par le Conseil constitutionnel.* »

Et pour cause, la création d'un nouveau livret spécifique n'est pas simple. « *Il faut pouvoir définir précisément ce qu'est une entreprise de défense, décider du taux de rendement...* », reconnaît Christophe

Plassard. C'est pourquoi le ministère de l'Économie n'est pas très allant sur cette idée. Sa préférence ? « *S'appuyer sur les placements réglementés déjà existants et réorienter une partie du livret A, qui rapporte aujourd'hui 2,4 % aux épargnants, confie un conseiller ministériel. La majorité – mais pas la totalité – du livret A va aujourd'hui au logement social. Une partie pourrait très bien être explicitement fléchée vers l'armement.* »

Enfin, le locataire de Bercy, Éric Lombard, veut davantage de fonds privés et institutionnels spécialisés dans la défense. Nicolas Dufourcq, le patron de la BPI, partage cette conviction : « *Le problème n'est pas tant un sujet de crédits et de liquidités, mais de fonds propres et de capital pour ces sociétés. Il n'y en a pas assez dans les PME de défense.* » Le fonds déjà existant de la BPI, Definvest, qui gère 300 millions d'euros, pourrait être renforcé, à moins qu'un nouveau dispositif appelé « France Industrie Défense » ne voie le jour. Cette semaine, à Matignon, toutes ces pistes seront étudiées, avant la présentation le 20 mars par Éric Lombard d'un plan d'action finalisé. ■

Le conclave en quête de sens

La concertation entre patronat et syndicats est percutée par la situation internationale.

RETRAITES

FANNY GUINOCHET

JEUDI PROCHAIN, syndicats et patronat doivent se réunir pour parler du financement des retraites. Au menu de la session de ce 13 mars, l'âge de départ et les carrières longues. Alors que les tensions géopolitiques se multiplient, que la tension est susceptible de basculer dans l'économie de guerre et que le gouvernement cherche des milliards d'euros pour financer sa production d'armement, les partenaires sociaux n'ont pas prévu, pour le moment, de modifier leur planning de travail. Au risque d'apparaître complètement déconnectés de la réalité. « *On discute de façon fructueuse, on est dans notre bulle... C'est vrai que l'on peut apparaître comme hors-sol* », reconnaît un participant.

Dès fin février, Force ouvrière a claqué la porte de la concertation, refusant de participer à ce que le syndicat qualifie de « mascarade ». Les autres centrales ont toujours en ligne de mire de revenir sur l'âge légal de départ à 64 ans. Ainsi la CFDT espère-t-elle obtenir des aménagements de la réforme sur la pénibilité, l'égalité femme-homme, etc.

Le patronat, lui, refuse tout retour en arrière, surtout dans une période où les

entreprises promettent d'être mises à contribution. « *Ce sujet de la guerre arrivera vite sur la table*, prédit Eric Chevée, le négociateur CPME. *Notre organisation posera la question d'augmenter le temps de travail, y compris pour participer à l'effort de défense nationale... Ne serait-ce qu'en travaillant une heure de plus.* » Même son de cloche au Medef, où le malaise monte : « *Ce conclave n'a décidé-*

“

C'est vrai que l'on peut apparaître comme hors-sol

Un participant à la concertation

ment plus aucun sens. La situation géopolitique vient conforter notre conviction qu'il faut, au contraire, allonger la durée de travail plutôt que d'imaginer revenir à 63 ou 62 ans... Regardez, les Danois ont repoussé l'âge de départ à 70 ans pour financer la guerre ! » Si le Medef reste dans la discussion, c'est sans grande motivation.

Dans ces conditions, que peut-il sortir de fructueux de cette réunion ? A-t-on tai-

son de la maintenir ? Au plus haut niveau de l'État, cette semaine, la question s'est posée. Rétif à toute remise en question de sa réforme de 2023, Emmanuel Macron verrait d'un très bon œil l'annulation de cette concertation. Mais Matignon ne l'entend pas ainsi. Pour François Bayrou, l'abandonner serait un échec, un coup de canif dans le dialogue social dont il a tant vanté les mérites. Ce serait aussi un mauvais signal envoyé aux organisations syndicales et patronales, dont le gouvernement pourrait avoir besoin pour mobiliser les Français si d'aventure la situation internationale venait à se détériorer.

Sans oublier l'intérêt politique de ce conclave pour le Premier ministre. François Bayrou caresse encore l'espoir qu'il pourrait l'aider à s'octroyer les bonnes grâces du PS. Un « bougé », un aménagement, même petit, sur la réforme des retraites serait un scalp susceptible d'aider Olivier Faure à l'emporter lors du prochain congrès socialiste. « *François Bayrou aurait alors un allié de poids à l'Assemblée nationale et pourrait ainsi s'offrir quelques mois de stabilité sans risquer la censure* », analyse une source proche du dossier. À condition, toutefois, que les partenaires sociaux trouvent un compromis. Une possibilité qui semble d'autant plus s'éloigner que le contexte de guerre percutera les échanges. ■



DONALD TRUMP n'a pas passé cinquante jours à la Maison-Blanche que c'est déjà la douche froide. Élu sur la promesse de faire baisser les prix, de réduire les impôts, d'enrichir les Américains et de forer un maximum de pétrole, le président échoue sur tous les tableaux, du moins pour l'instant.

Les suppressions d'emplois ont plus que doublé en un mois. Les licenciements n'ont jamais autant augmenté

depuis la crise financière de 2008. Ils sont nombreux dans la fonction publique, qu'Elon Musk souhaite réduire à la portion congrue. Ils le sont aussi dans les entreprises privées, paniquées par les décisions erratiques de la Maison-Blanche. Les économistes de la Réserve fédérale d'Atlanta, qui tablaient sur une croissance de presque 3 % au premier trimestre, ont complètement corrigé leur copie depuis : c'est désormais un recul de 2,8 % qui est anticipé!

Si Donald Trump fait autant de mal à son pays, c'est moins par sa radicalité que par son inconstance. Il l'a encore prouvé ce jeudi: il est capable de renoncer aux taxes douanières quand les industriels lui expliquent tout le mal à en attendre. Mais l'instabilité est un facteur de stress considé-

nable, pour les patrons comme pour les marchés. La preuve: la Bourse de New York a continué à dégringoler jeudi après-midi, quand bien même le

confiance des marchés. « C'est la faute des investisseurs mondialistes », a-t-il balayé dans la soirée, ajoutant qu'il « ne regard[ait] pas les marchés ».

Les baisses d'impôts promises aux entreprises paraissent elles-mêmes très illusoirs. Les parlementaires républicains, qui n'ont que peu de leviers d'action face au président, sont tentés d'y faire barrage pour conserver un semblant de sérieux budgétaire – ils l'ont prouvé la semaine dernière en votant une résolution à rebours de ses promesses électorales. Un facteur qui risque de faire encore chuter la Bourse de New York.

Les familles américaines, qui boursicotent traditionnellement plus que les européennes, commencent elles-mêmes à paniquer en voyant fondre la valeur de leur portefeuille. Le

moral des ménages chute, particulièrement chez les plus aisés. Les classes moyennes ne sont pas mieux loties. Les prix augmentent dans tous les domaines (+3 %), avant même que les surtaxes douanières n'aggravent la situation. Ou se souvient que les démocrates avaient perdu l'élection sur cette fameuse question de l'inflation. Tout porte à croire que Donald Trump fera encore pire : loin de se normaliser, l'inflation risque de rester durablement supérieure à 3 %. Conséquence : la Réserve fédérale ne pourra pas réduire ses taux d'intérêt comme le réclame la Maison-Blanche. L'Amérique va donc devoir financer ses largesses budgétaires au prix fort. Crise des marchés, crise des ménages, crise de la dette : drôle d'entame pour qui veut rendre son pays plus fort. ■

Le prix avant le style

Selon un sondage Ifop, pour se vêtir, les consommateurs se soucient d'abord du coût, avant l'esthétique et l'impact environnemental du produit.

HABILLEMENT

LÉNA MÉNAGER

AU MOMENT DE GARNIR leur garde-robe, c'est d'abord le prix affiché sur l'étiquette que regardent les Français, loin devant le style, le confort ou la qualité du vêtement. C'est ce que révèle une étude réalisée par l'Ifop pour Shein en février 2025. En matière de prix, les sites d'e-commerce continuent de séduire : 66 % des répondants y voient un moyen de réaliser des économies ou d'acheter plus de vêtements que dans une boutique physique pour le même budget. *« On y va parce qu'on peut facilement comparer les prix, comparer les marques et avoir accès à une large palette de choix »*, appuie le directeur du département opinion et stratégie d'entreprise de l'Ifop, Jérôme Fourquet.

il faut faire des arbitrages, les vêtements sont l'un des premiers postes de dépense sacrifiés. Avec tout de même une distinction à opérer entre les classes aisées et celles aux revenus plus modestes. *« Le vêtement occupe toujours une fonction statutaire,* souligne Jérôme Fourquet. *C'est un marqueur d'intégration sociale.* » 38 % des répondants se sont déjà sentis jugés en raison de leurs habits, trop souvent les mêmes, pas assez à la mode, ou sans marque. Pour 20 % d'entre eux, cette peur d'un jugement sur leur tenue vestimentaire les a même déjà conduits à renoncer à un événement social par autocensure.

En cas de difficultés liées au pouvoir d'achat, les consommateurs adoptent « un comportement stratégique ». Ils sont la moitié à attendre les soldes ou les promotions pour réaliser leurs emplettes. Au mois de novembre, le Black Friday est un rendez-vous de plus en plus identifié pour faire des affaires. Il est très prisé chez les jeunes: ils sont 38 % à l'attendre « souvent » ou « systématiquement » pour s'offrir un article.

Pour une partie de la population toutefois, l'achat de vêtements est régulier, voire très régulier. 14 % des personnes interrogées en consomment au moins une fois par mois. Elles sont surtout représentées par les 18-34 ans et par ceux qui vivent en région parisienne. Ces consommateurs réguliers fréquentent plus que les autres les sites d'e-commerce. A noter aussi: ceux qui privilégient les commandes en ligne dépensent en moyenne 159 euros de plus chaque année que ceux qui font leur shopping en magasin.

Alors que les sites de e-commerce comme Temu ou Shein sont régulièrement critiqués pour leur impact environnemental, la considération écologique arrive en toute fin de liste parmi les critères d'achat, loin derrière le prix. « Il y a un décalage entre le débat médiatique et les préoccupations des consommateurs », note Jérôme Fourquet. *Le succès de la fast fashion doit nous interroger.* » Pour lutter contre la surconsommation, la loi contre la fast fashion, votée à l'Assemblée mais pas encore à l'ordre du jour au Sénat, veut imposer un malus de 5 euros par article sur les sites qui proposent un très grand nombre de références. Or, cette étude Ifop montre qu'une telle hausse sur un article affiché à 10 euros conduirait effectivement de nombreux clients à hésiter : 62 % déclarent qu'ils achèteraient moins de vêtements neufs dans ces conditions. ■

POUR VOUS,
DES MENUS CRÉÉS
PAR DE GRANDS
CHEFS FRANÇAIS.

Dans nos salons comme dans nos cabines Business, laissez-vous enchanter par les menus de nos 17 chefs. Bienvenue à bord de votre envolée gourmande.

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE



 MEMBRE DE
L'ALLIANCE
SKYTEAM

POUR CONTINUER À VOYAGER DEMAIN, REPENSONS
DÈS MAINTENANT NOTRE FAÇON DE NOUS DÉPLACER. **ACT**

Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

VOTRE ARGENT PAR MARC FIORENTINO

En phase volatile, ne soyez pas moutonniers



QUELLE SEMAINE sur les marchés financiers ! Une semaine de records et de tournants ! En une semaine, l'Allemagne du nouveau chancelier veut oublier l'austérité, le contrôle du déficit et de la dette ; l'Europe se lance dans un nouveau « quoi qu'il en coûte » (cette fois ce n'est pas pour le Covid mais pour le réarmement) ; Trump a lancé son offensive sur les droits de douane tout en cherchant à négocier un deal au plus vite avec le Mexique, la Chine et le Canada ; la France a trouvé une nouvelle excuse pour ne pas respecter la règle des 3 % du déficit ; et la Chine s'accroche à son objectif de croissance à 5 %, là aussi « quoi qu'il en coûte ».

Une semaine d'hystérie, donc. Et les marchés financiers adorent l'hystérie. Ils se nourrissent de l'hystérie. Et de la volatilité, l'indice de peur. Les marchés ne fonctionnent que par « booms » et « busts », par créations de bulles, explosions de bulles, puis créations de nouvelles bulles, explosions et ainsi de suite... Un cercle vicieux pour les épargnants et vertueux pour les traders. Dans ce contexte, l'épargnant doit continuer à garder la maîtrise de la gestion de son épargne, ne pas céder à la panique, ne pas adopter un comportement moutonnier qui

mène droit au mur et saisir les opportunités. Et des opportunités, il y en a toujours. Et il y en a encore plus dans ces environnements d'extrême agitation. Exemple ? Investir dans les valeurs de défense qui commencent à peine à former une bulle. Cette bulle va finir par exploser, comme celle

L'incertitude liée à la politique de Trump pourrait provoquer une sortie de route de l'économie américaine. Prudence, donc

des valeurs vertes et même de l'intelligence artificielle. Mais elle va encore gonfler avant d'exploser. Autre opportunité : profiter de l'envol des taux d'intérêt à long terme cette semaine. Les taux allemands, taux de référence en Europe, ont bondi de près de 0,29 point en une seule journée, une progression qu'on n'avait pas connue depuis 1997 ! Entraînant dans leurs sillages les taux français. Une nouvelle opportunité

d'investir avec des rendements plus élevés dans des placements de taux, à travers des fonds obligataires ou encore des produits structurés à capital garanti misant sur la baisse des taux. On peut également continuer à privilégier les actions européennes aux dépens des actions américaines. Directement ou à travers, c'est mieux, des ETF ou fonds indicels. Le rattrapage n'est pas terminé et l'incertitude liée à la politique de Trump pourrait provoquer une sortie de route de l'économie américaine. Prudence, donc, sur les actions américaines. Pour l'instant.

Rappelez-vous qu'une période d'agitation et d'exagération sur les marchés est toujours une période d'opportunités. L'occasion de réajuster son allocation d'actifs, la répartition de son patrimoine entre les différentes catégories de placements : actions, cash, placements de taux, immobilier ou encore actifs privés. De réajuster à la marge sans coups de volant trop brusques. Les événements de cette semaine en sont la parfaite illustration. Alors, bon rééquilibrage de votre portefeuille ! ■

▶▶▶▶ **Chaque vendredi sur BFM Business, retrouvez Marc Fiorentino de 20 h à 21 h.**

DESSIN FABRIEN CLAIRFOND

Réarmer vos placements

Le nouveau contexte international a relancé les performances boursières des leaders de l'industrie militaire européenne.

LA COURSE À L'ARMEMENT s'impose comme une nouvelle réalité en Europe. La transition écologique est mise entre parenthèses au profit de la transition militaire. La guerre en Ukraine, les tensions aux frontières de l'Union et la pression exercée par Donald Trump bouleversent les priorités budgétaires. L'objectif affiché : atteindre 3 % du PIB en dépenses militaires. Pour les investisseurs, c'est un tournant majeur, ouvrant des opportunités sur des valeurs stratégiques du secteur.

Les industriels européens de la défense enregistrent des performances boursières spectaculaires. Et ce n'est peut-être qu'un début : l'Europe doit encore investir plusieurs centaines de milliards d'euros pour moderniser ses armées.

Thales, dont l'action (ISIN : FRO000121329) a doublé en trois ans, est l'un des piliers de cette montée en puissance. Spécialiste de l'électronique de défense, le groupe équipe les forces armées en radars, systèmes de communication sécurisés et cybersécurité. Idem pour Dassault Aviation (FRO014004L86), célèbre pour son avion de chasse Rafale, qui bénéficie de la même dynamique. N'oublions pas enfin le géant Airbus (NL0000235190), qui a renforcé ces dernières années sa position dans le domaine des satellites militaires, des drones et des avions de transport stratégiques.

Hors de l'Hexagone, l'un des grands gagnants de la course au réarmement est sans doute l'allemand Rheinmetall (DE0007030009), en hausse de 85 % depuis le 1^{er} janvier 2025. Berlin a promis 100 milliards d'euros d'investissements dans sa défense, et une part significative ira au fabricant de chars et de munitions. Même

dynamique pour l'allemand Hensoldt (DE000HAG0005), expert en capteurs de défense, radars et solutions de surveillance avancées, en forte croissance (+100 % depuis le 1^{er} janvier) grâce à ses contrats avec les forces armées européennes.

Le britannique BAE Systems (GB0002634946) est un autre acteur incontournable. Actif dans la construction navale, l'aviation militaire et les systèmes de missiles, il profite de la montée en puissance des budgets de défense au Royaume-Uni, en Suède et ailleurs en Europe. Moins connu, l'italien Leonardo (IT0003856405) joue aussi un rôle clé dans l'armement européen. Fournisseur majeur d'hélicoptères militaires et d'équipements électroniques, il profite de la hausse des dépenses en Italie et dans plusieurs pays de l'Union.

Les particuliers peuvent investir sur toutes ces valeurs européennes au sein d'un compte-titres, ou même d'un PEA (à l'exception de BAE Systems). Pour ceux qui souhaitent investir dans le secteur dans sa globalité, sans avoir à sélectionner des valeurs ou même des régions, il existe des ETF couvrant les principales valeurs du secteur. Vous avez par exemple le fonds de BlackRock iShares Global Aerospace & Defence UCITS ETF (IE000U90DGI9) ou le VanEck Defense UCITS ETF (IE000YYE6WK5).

Ces ETF, investis sur des valeurs européennes mais aussi internationales et notamment américaines, ne sont en revanche pas éligibles au PEA. Il n'existe pas d'ETF consacré au secteur européen, et ceux qui veulent que leur PEA participe à (et profite de) l'effort de guerre européen doivent donc se tourner vers le stock picking M.F.

PUBLI COMMUNIQUÉ



Recouvrement de créances : Coface alerte sur la nécessité d'agir vite

Dans un contexte économique de plus en plus instable, les délais de paiement interprofessionnels ne cessent de s'allonger, impactant de plus en plus d'entreprises de toutes tailles. Un phénomène qui menace non seulement la trésorerie et les relations fournisseurs, mais aussi la pérennité de nombreuses sociétés. Alors comment réagir quand les factures ne sont pas honorées en temps et en heure ? Les conseils de Rachid Aoulad Hadj, spécialiste du recouvrement chez l'assureur-crédit Coface.

Anticiper et réagir rapidement

Dans ce contexte épineux, chaque retard de paiement doit alors être perçu comme une bombe à retardement qu'il convient de traiter au plus vite pour éviter que les problèmes s'enchaînent. « *Le meilleur conseil que je puisse donner à un chef d'entreprise serait de ne jamais prendre un retard de paiement à la légère, conseille Rachid Aoulad Hadj. Au contraire, il faut garder en tête que l'objectif doit être d'être payé le plus rapidement possible, en veillant à maintenir des liens commerciaux de confiance et de respect avec ses clients. Pour cela, la meilleure solution consiste à ne pas prendre en charge le recouvrement soi-même et de le confier sans attendre à des experts.* » Une solution qui a certes un coût, mais qui permet aux entreprises de se concentrer sur leur activité principale sans mettre en péril leur relation client. Dans tous les cas, l'important reste de réagir vite et de protéger sa trésorerie. Un impératif qu'a bien compris le groupe Coface, qui a récemment ouvert son offre également aux entreprises qui ne sont pas assurées-crédit afin de les accompagner dans le recouvrement de leurs factures impayées.

“ **Il faut rappeler que le crédit inter-entreprises est un véritable moteur pour l'économie, estimé à 700 milliards d'euros en France. Quand une entreprise n'est pas en mesure de payer une facture à échéance, c'est donc toute la chaîne de fournisseurs qui est fragilisée.** ”

Coface, expert en recouvrement à l'international

Créé en 1946, le groupe Coface s'appuie ainsi sur près de 80 ans d'expérience en recouvrement et sur un réseau d'experts situés dans plus de 70 pays. Une légitimité qui lui permet de négocier des accords rapides et respectueux de la situation de chaque entreprise. « *Dans l'immense majorité des cas, les entreprises qui ne paient pas rencontrent elles-aussi des difficultés financières, explique Rachid Aoulad Hadj. Il ne s'agit donc ni de les acculer ni de détériorer les liens commerciaux, mais bien, grâce à notre expertise, de remettre la facture en haut de la pile afin qu'elle soit réglée en priorité avec des échéanciers raisonnables !* » Et quand cela ne suffit pas, le groupe s'appuie sur un réseau exclusif de correspondants judiciaires, d'huissiers et d'avocats qui intervient dans le monde entier pour accélérer les paiements et fluidifier les échanges financiers. Dans un contexte économique incertain, Coface s'impose ainsi comme un partenaire de choix pour sécuriser la trésorerie des entreprises et leur permettre d'envisager l'avenir plus sereinement.

Le constat est sans appel : en France, 85% des entreprises ont subi des retards de paiement en 2024. Des retards de plus en plus fréquents, mais aussi de plus en plus longs, dépassant souvent 2 mois dans des secteurs comme l'automobile, l'énergie, la pharmacie, l'agroalimentaire ou la construction. « *Aujourd'hui, aucun secteur n'est épargné par les défauts de paiement, qui touchent majoritairement les PME-TPE, mais aussi plus de la moitié des ETI et des grands groupes, confirme Rachid Aoulad Hadj, directeur des ventes de services de recouvrement France, Europe de l'Ouest et Afrique pour Coface. Or il faut rappeler que le crédit inter-entreprises est un véritable moteur pour l'économie, estimé à 700 milliards d'euros en France. Quand une entreprise n'est pas en mesure de payer une facture à échéance, c'est donc toute la chaîne de fournisseurs qui est fragilisée.* » Au-delà d'inevitables écarts de trésorerie, les impayés pèsent en effet lourdement sur la gestion des entreprises, retardant les investissements, générant des frais supplémentaires ou créant des tensions avec les fournisseurs et les salariés. Dans le pire des cas, ils peuvent même déboucher sur une cessation de paiement, comme c'est le cas dans un quart des faillites actuelles...



Le « Point Final » repart en mer pour la première fois depuis la levée de l'interdiction.

Le « Kittara II » de Battit Alsuguren est équipé d'un dispositif acoustique pour repousser les cétacés.

Sauver les dauphins et les pêcheurs

Pour la deuxième année d'affilée, des bateaux du petit port de Saint-Jean-de-Luz sont restés à quai un mois pour protéger les cétacés. Une solution radicale qui désespère les professionnels de la mer.

PLANÈTE

LÉNA MÉNAGER

ENVOYÉE SPÉCIALE À SAINT-JEAN-DE-LUZ (PYRÉNÉES-ATLANTIQUES)

AMARRÉ pour quelques heures encore, le *Yéti* s'apprête à reprendre du service. Sur le pont de ce navire long de 14 mètres, Jonathan Paris et son équipage s'affairent aux derniers réglages. Dans quelques heures, le fileyeur-bolinchreur prendra la mer pour trois jours. Appuyé sur sa béquille, le père du capitaine est venu assister aux préparatifs. « Ils ont les pieds qui brûlent, ils sont trop restés sur terre », plaisante-t-il, avec la gaieté des grands départs.

Pour la deuxième année d'affilée, les marins pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz-Ciboure (Pyrénées-Atlantiques) ont dû rester à quai pendant un mois pour protéger les cétacés. « On nous empêche de travailler », s'agace Battit Alsuguren. Aussitôt l'interdiction levée, le patron du *Kittara II* est lui aussi parti mettre ses filets à l'eau, au large de Bayonne. Avec l'espoir d'y retrouver dès le lendemain des maigres en quantité. Dans ses mailles, Battit rapporte parfois de la dorade ou de la sole. Mais il lui est aussi arrivé de surprendre un dauphin, malencontreusement pris au piège. « Ça reste rare, précise le marin pêcheur de 42 ans. L'année dernière j'en ai retrouvé deux. »

C'est pour tenter de limiter le nombre de ces captures accidentelles que le

Conseil d'État a prononcé la fermeture de la pêche dans le golfe de Gascogne entre le 22 janvier et le 20 février. À l'échelle des Pyrénées-Atlantiques et des Landes, 45 navires ont été concernés.

Des captures divisées par quatre

La décision fait suite au recours de plusieurs ONG environnementales : France Nature Environnement, Défense des milieux aquatiques et Sea Shepherd. « Plus personne ne vous dira la vérité sur le nombre de dauphins qu'il trouve parce que sinon il sera immédiatement pointé du doigt », soupire Thomas, à bord de son fileyeur de 7 mètres, un bateau trop petit pour être concerné par l'interdiction. Le jeune armateur trouve la mesure stigmatisante pour sa profession. Reste que, l'hiver dernier, la fermeture a permis de diviser par quatre le nombre de captures accidentelles, selon l'observatoire Pelagis. « Ce n'est pas une solution à long terme », a tempéré Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la Transition écologique, qui veut rouvrir la pêche au mois de février 2027.

C'est justement avec l'espoir de trouver une alternative que Battit a accepté de s'équiper d'un pinger, un dispositif expérimental placé sous la coque du bateau et dont le signal acoustique doit permettre de repousser les dauphins. « On fait des efforts, on est transparents », fait valoir le professionnel, qui a déjà accueilli une équipe scientifique à son bord. Son voisin de ponton, Georges Larramendy, lui, regarde avec

suspicion les images de vidéosurveillance qui s'affichent sur l'écran de son cockpit. Deux caméras neuves vissées de part et d'autre de la petite cabine en bois permettent d'étudier les populations de cétacés rencontrées par le petit navire de 8 mètres de long. « Et c'est pas tout », ajoute l'armateur de 51 ans en attrapant d'une main son filet de pêche, de l'autre une petite bouée bleue. Il s'agit en réalité d'une balise Dolphin Free, qui émet également un signal acoustique et qui s'accroche cette fois sur le haut et le bas du filet. Une technologie rejetée par l'association Défense des milieux aquatiques. « Ces systèmes perturbent les cétacés, qui ne peuvent plus s'alimenter », dénonce son président, Philippe Garcia, fervent défenseur d'une fermeture

prolongée de décembre à mars, soit l'ensemble de la période de reproduction.

Inconcevable pour la criée de Ciboure, où il a fallu attendre ce lundi 24 février pour retrouver le niveau habituel des arrivages. En février, la structure a tourné au ralenti, avec une perte de son chiffre d'affaires estimée à 70 %. « On a demandé à des salariés de prendre leurs congés, raconte Marie-Laure Ondars, la directrice du port. Le risque, c'est que les mareyeurs et les poissonniers prennent leurs habitudes ailleurs. » Poissonnier aux halles de la

commune, Christian Sorhuet le confirme : la sole locale qu'il vend habituellement a été temporairement remplacée par une autre importée d'Écosse. Le prix a grimpé : 49 euros le kilo contre 25 le reste de l'année.

Une enveloppe de 20 millions d'euros prévue par l'État doit permettre d'indemniser à hauteur de 80 % de leur chiffre d'affaires les pêcheurs qui en feront la demande. Un dédommagement balayé d'un revers de main par Battit : « Nous, on souhaite être rémunérés pour ce qu'on pêche. » D'autant qu'il lui faudra encore patienter plusieurs mois avant de recevoir l'indemnité. En attendant, le marin pêcheur doit avancer le salaire de ses deux matelots, les frais d'entretien et le crédit de son navire, acquis il y a tout juste deux ans. Soit 15 000 euros de charges par mois au total. « Déjà, sans ça, on survit à peine, fait valoir Battit Alsuguren. Personne ne s'enrichit à la pêche. Un bateau comme le mien, c'est entre 20 000 et 40 000 euros de chiffre d'affaires par mois. » Ce montant, rappelle-t-il, varie sensiblement suivant les conditions climatiques. « Comme toute la filière, on est d'accord pour dire qu'il faut protéger les cétacés, résume Marie-Laure Ondars. Mais la manière de faire ne nous paraît pas être la bonne. » Pour savoir si la fermeture a eu les effets escomptés sur les cétacés, il faudra encore patienter quelques mois. L'année dernière, l'observatoire Pelagis, qui coordonne le réseau national des échouages, avait publié son rapport au mois de novembre. ■

“
Le risque, c'est que les mareyeurs et les poissonniers prennent leurs habitudes ailleurs

Marie-Laure Ondars, directrice du port

CLAIRE NOUVIAN DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ONG BLOOM

« Il faut instaurer de vraies zones de protection »

La militante écologiste dénonce le contrat de filière signé au Salon de l'agriculture et réclame l'instauration de périmètres interdits au chalutage.

ressources en protéines que nous consommons. Son impact environnemental, lui, est démesuré au regard des richesses qu'elle produit.

Doit-on arrêter de consommer du poisson ?

Non, mais il faut changer de cap. Toutes les pêches ne se valent pas sur les plans économique, social, environnemental. Les chalutiers sont trois à quatre fois moins rentables que la petite pêche artisanale et génèrent deux à trois fois moins d'emplois. Mais ils sont responsables de 72 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur. Pourtant, c'est la pêche industrielle qui capte aujourd'hui l'essentiel des subventions, notamment sur le carburant. Si nous voulons restaurer les océans, nous devons commencer par alléger la

pression sur les milieux marins. Nous avons aujourd'hui entre deux et quatre fois trop de navires. Ensuite seulement, le secteur pourra retrouver un niveau satisfaisant de rentabilité.

Le contrat de filière signé par le gouvernement va-t-il dans le bon sens ?

Il fait tout le contraire. Les 700 millions d'euros annoncés dans le cadre du contrat de filière auraient dû être alloués en priorité à la transition de ces grands chalutiers. Au lieu de ça, ils proposent d'utiliser des dispositifs de concentration de poissons – déjà utilisés par les thoniers sennieurs dans l'océan Indien – et dits « biodégradables ». Cette technique n'est absolument pas sélective : elle attrape aussi des requins, des dauphins, des tortues, et 97 % de poissons juvéniles

pour certaines espèces comme le thon albacore. Ce contrat, il est écrit par et pour les lobbies industriels. Le renouvellement et la décarbonation de la pêche, c'est un moyen pour les plus gros navires de faire des économies de carburant sur le dos de la transition énergétique. On favorise les méthodes de pêche les plus coûteuses avec le plus d'impact sur l'environnement et on les vendit à la marge. C'est une catastrophe.

Qu'en est-il de la pêche artisanale ?

Les bateaux de moins de 12 mètres sont laissés pour compte. Ils ne bénéficient aujourd'hui que de 4 % des quotas alors qu'ils représentent 80 % des unités de pêche. Il faut réserver le littoral à ces artisans, en repoussant les navires de plus de 25 mètres au-delà des 12 milles nautiques [22 kilomètres environ].

En juin, la France accueillera la conférence des Nations unies sur l'océan. Quelles sont les mesures à mettre en place d'ici là ?

La cible en vue de ce sommet, c'est 30 % d'aires marines protégées véritables dans les ZEE françaises. Aujourd'hui, ces aires marines protégées sont des coquilles vides. Il n'y a pas de protection réelle ni même de protection « stricte ». Le chalutage y est aujourd'hui autorisé. En raclant les fonds marins, ces engins détruisent mécaniquement les écosystèmes et resuspendent le carbone stocké dans les sédiments. Leurs filets attrapent tout, sans sélection, y compris des poissons juvéniles. Il faut instaurer de vraies zones de protection, où les chalutiers sont interdits. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L.M.



L'Ifremer fait état d'une baisse de la ressource halieutique. Les pêcheurs sont-ils victimes ou coupables ?

Ils sont les deux à la fois : coupables et victimes de cette baisse des ressources. Le secteur doit se remettre en question. La surpêche est la première cause de destruction des écosystèmes marins. C'est un fait reconnu par l'IPBES, le panel intergouvernemental d'experts sur la biodiversité. Nous avons vidé l'océan de ses ressources. Dans la mer du Nord, par exemple, les poissons de plus de 16 kilos ont chuté de 99,2 % en l'espace d'un siècle. Hors aquaculture, la pêche représente moins de 6 % des

La vallée où le plastique veut refleurir

Nouveaux usages, production écoresponsable, cadre de vie... À Oyonnax, toute une filière dynamique mais peu compatible avec les aspirations des jeunes générations multiplie les initiatives pour attirer des candidats.

INDUSTRIE

VLADIMIR DE GMELINE
ENVOYÉ SPÉCIAL À OYONNAX (AIN)

IL EST HEUREUX ET SERVIALE, Jean-Philippe. Toujours le mot pour rire. Chaque fois qu'un client entre dans son bureau de tabac de la rue Anatole-France, dans le centre d'Oyonnax, on commence par un « check » de part et d'autre de la barrière en plastique, puis une petite blague. Camel souples, Puff multicolores, Euromillions. Il vend des journaux aussi. Ce qui marche, c'est la presse spécialisée, chasse, pêche, moto. Et les magazines de mode, qui intéressent les gens du secteur de la lunetterie. On repère les derniers modèles et les tendances. Ici, tout tourne autour du travail.

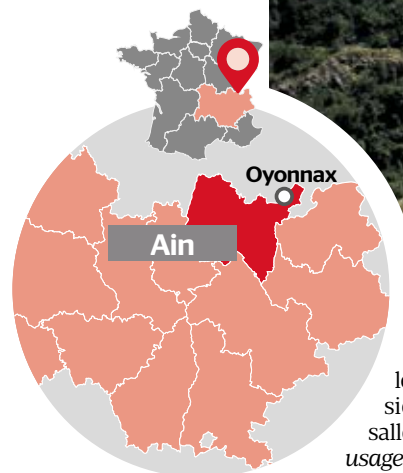
Le temps n'est pas vraiment folichon, et à 19 heures les rues sont presque désertes. En face, il y a les bureaux d'Azur Intérim, la boîte de son copain Lenny : « *Allez le voir, il vous dira comme ils ont du mal à recruter.* » De l'autre côté, après l'immeuble sur lequel est peinte une fresque géante représentant un épisode de la Résistance, le parc municipal et la promenade qui remonte le long de la rivière. Dès qu'on sort de la ville, ce sont les forêts montagneuses des contreforts du Jura. À 12 kilomètres de là, il y a le lac Genin, un Canada en miniature, un paradis. Le propriétaire de l'auberge s'y baigne tous les matins, sans exception, quitte à casser la glace.

Jean-Philippe a beau être patron de tabac depuis plus de trente ans, il « vit plastique », connaît les entreprises et les métiers en tension. Car nous sommes ici au cœur de ce que l'on nomme la « *plastics vallée* », dans le Haut-Bugey, département de l'Ain, un territoire économique qui s'étend jusque dans le Jura. Selon Polyvia, l'Union des transformateurs de polymères, le secteur y regroupe 156 entreprises, dont 31 % de PME et 62 % de TPE, et au moins 4334 emplois directs*.

Jean-Philippe interpelle les clients pour savoir s'ils travaillent dans la plasturgie, vante la région, la culture de l'effort et de la solidarité, le club de rugby redescendu récemment du Top 14 en Pro D2, et bien sûr cite une myriade d'entreprises, dont plus de la moitié ont un nom qui commence par « poly » (comme « polymère », un des composants des matières plastiques) ou se termine par « plast », et énumère les secteurs qui marchent et ceux en souffrance : « *Le médical et le paramédical, ça va très bien, la lunetterie aussi. Par contre, l'automobile et la construction, c'est difficile.* » On cherche, et on ne trouve pas, des moulistes et des transformateurs. C'est le discours commun dans la vallée. Il y a du travail, beaucoup, même, mais pas assez de gens pour travailler. « *Vous allez tomber sur des gens qui font la gueule et des chefs d'entreprise pas trop disponibles* », suppose-t-il.

Pour une législation vertueuse

Ce n'est pas vraiment le cas de Patrice Clody. Lui aussi vit plastique, mais c'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, depuis des décennies. Il a travaillé pour plusieurs employeurs dans la vallée et dans le monde entier et, à l'approche de la retraite, il ne semble pas décidé à raccrocher. « *Quand je suis arrivé ici, en 1979, il n'y avait pas l'autoroute* », dit-il en conduisant en direction d'Izernore, où se trouve le siège de l'entreprise pour laquelle il travaille, Gilac, fondée en 1941 et spécialisée dans les contenants alimentaires. Il a commencé par un BEP, a obtenu son BTS en 1986 : « *À l'époque, on était 24 élèves par classe en BEP, pour 100 dossiers, et 60 en BTS.* » À titre de comparaison, il y a aujourd'hui cinq élèves en BTS de plasturgie. L'industrie n'a plus la cote chez les jeunes, et le plastique souffre d'une mauvaise image. Polluant, vecteur de perturbateurs endocriniens, il stagne sur et sous les océans, formant de véritables continents flottants. Pas très engageant à l'heure de la prise de conscience écologique, massive parmi les nouvelles générations. Le « *plastic bashing* », il en est



À gauche, l'histoire industrielle s'expose au Musée du peigne et de la plasturgie. Aujourd'hui, nombre de sociétés de la vallée, à droite la société Infiplast, travaillent pour le secteur médical.



question un peu partout dans les pages de la presse professionnelle que l'on trouve en salle de repos. « *Le plastique à usage unique, à partir de PET, c'est fini, tout le monde en est conscient*, explique Martin Bouthiaux, directeur général de Gilac, jeune ingénieur sorti de l'École des mines. *Les sacs et les bouteilles, les emballages que l'on trouve dans la grande distribution, tout le monde réfléchit à de nouvelles solutions. Tous les plastiques ne sont pas les mêmes, et il est essentiel d'avancer sur la question du recyclage.* » Pour produire ses contenants alimentaires durables, Gilac utilise du PEHD, plus rigide, plus résistant à la chaleur : « *Je ne crois pas à la fin du plastique*, dit-il, *on en a besoin pour tout, pour fabriquer des poubelles, des tableaux de bord de voiture, des chaises, des pousse-savon, des bocaux, du matériel médical.* » L'argument que les professionnels ressortent sans cesse : la production de plastique, et son utilisation dans d'autres secteurs, serait bien moins économe que celle des métaux, par exemple. Notamment en raison de son poids. Moins d'électricité employée pour les presses à mouler, moins de carburant ou d'électricité pour faire rouler une voiture.

Un argument repris par Anne-Marie Guignot, adjointe au maire d'Oyonnax : « *C'est indispensable dans l'aviation, dans l'isolation, dans la construction des routes, dans le médical, pour les dialyses, les seringues, les cœurs artificiels. Ici, on fait du haut de gamme, et l'avantage, c'est qu'on a toute la filière industrielle sur place, ce sont des entreprises très agiles.* »

En revanche, ce que reconnaît aisément Martin Bouthiaux, représentant d'une génération de dirigeants plus soucieuse d'environnement que les précédentes, c'est la nécessité de légiférer. Des lois vertueuses, certes, mais dont l'application non contraignante laisse encore des trous dans la raquette : « *Il y a un paquet de boîtes qui ne font pas l'effort du recyclable si on ne leur tape pas dessus.* »

Il y a un paquet de boîtes qui ne font pas l'effort du recyclable si on ne leur tape pas dessus

Martin Bouthiaux, directeur général de Gilac

récemment des start-up innovantes qui avaient tout misé sur le recyclable se casser la figure. Pas impossible que la lenteur de la mise en œuvre de la loi Agec [anti-gaspillage pour une économie circulaire], qui lutte contre le gaspillage alimentaire, ait joué. » Dans le domaine de la restauration collective, les associations de parents d'élèves s'inquiètent de la réelle application de la loi Egalim, qui interdit l'utilisation du plastique dans les cantines à partir de jan-





La ville d'Oyonnax et ses zones d'activité vues du ciel.

DANIEL GILLET

vier 2025. Intarissable sur les vertus des polymères et leurs multiples utilisations, passant d'une presse à injecter à l'autre pour expliquer le travail des opérateurs et des contrôleurs et les différents modèles de moules, Patrice Delbourg l'est aussi sur l'histoire de la vallée: « C'est une accumulation de savoir-faire qui a commencé dans les montagnes, avec des paysans qui, dans leur atelier, fabriquaient des peignes en buis, puis en corne. »

Séances de job dating

Les matières artificielles, celluloïd et galalithe, fabriquées à partir de caséine de lait, révolutionnent un artisanat dont on peut découvrir l'évolution à l'étonnant musée du Peigne et de la Plasturgie, dont les baies vitrées donnent sur les montagnes. Sa conservatrice, Virginie Kollmann-Caillet, anthropologue et spécialiste de l'histoire industrielle, qui ne désespère pas de voir déménager le musée à la « Grande Vapeur », une ancienne usine « modèle » classée monument historique, relate une épopée qui connaît un tournant après la guerre, avec l'avènement des plastiques à base de pétrole. Dans les années 1950, l'industrie fleurit, le plastique envahit la vie quotidienne, les cuisines, le design et même la création artistique. Des fortunes s'y constituent. Un des grands romans de Roger Vailland, 325 000 Francs, paru en 1955, situe son action à Oyonnax, alors en pleine expansion. Pour répondre à la demande croissante de main-d'œuvre, il faut aller chercher les ouvriers à l'étranger. Des Yougoslaves, des Maghrébins, des Asiatiques, en particulier des Turcs, qui constituent la plus grosse communauté. Fatih Kaygisiz, ingénieur en biotechnologie et patron d'une entreprise de conditionnement et de recyclage, Qualitri, en est issu. Certains voient celui qui est conseiller à l'emploi à la mairie devenir maire un jour. « J'ai fait mes études aux États-Unis, j'ai travaillé en Angleterre et dans le monde entier, explique le dirigeant, mais il fallait que je revienne à Oyonnax, c'est un endroit auquel on est attaché et dont ses habitants sont très fiers. »

Aujourd'hui, faute de candidats, et malgré l'offre, certaines entreprises doivent de nouveau aller chercher leurs employés dans les universités tunisiennes, et les accompagnent dans leurs demandes de

visa. « Aujourd'hui je ne trouve pas de monteur-régleur, pas de responsable maintenance, souligne Martin Bouthiaux. Pour 100 demandes, on a trois CV. » Alors on augmente les salaires, on vante l'attractivité du territoire, la proximité de la nature, où l'on peut courir et faire du VTT, le durable à tous crins, la possibilité de travailler et d'évoluer dans un domaine, l'industrie, bien plus utile et épanouissant que celui des services et des « bullshit jobs » sans réelle valeur ajoutée. Dans la salle de crossfit d'Oyonnax, tous ceux qui sont là à transpirer travaillent dans la plasturgie. Qu'ils viennent de Montpellier, de Normandie ou du Maroc, ils savent que leur domaine les mènera forcément à la Plastics Vallée.

“
Ici, on ne fait que du haut de gamme. L'avantage, c'est qu'on a toute la filière industrielle sur place, ce sont des entreprises très agiles

Anne-Marie Quignot, adjointe au maire d'Oyonnax

Anthony, le propriétaire de la salle, ancien footballeur professionnel, est lui aussi revenu dans cette ville dont il est originaire, qu'il aime et sur laquelle il porte un regard lucide: « La difficulté, ici, c'est qu'il n'y a pas de classe sociale intermédiaire: il y a les ouvriers et les patrons. » Une vision de la cité industrielle à l'ancienne qui a la vie dure mais qu'Anne-Marie Quignot, l'adjointe au maire, tente de minimiser: « À une époque, c'était ici qu'on trouvait le plus d'assujettis à l'impôt sur la fortune. Aujourd'hui, ça a un peu changé, les cadres qualifiés forment une vraie classe intermédiaire. »

À la journée « job dating » organisée par France Travail au stade de rugby d'Oyonnax, les entreprises et les agences d'intérim font la roue pour attirer les candidats. Lenny Cheutin, le directeur de l'agence Azur Intérim, connaît son environnement

par cœur: « Le fait que l'industrie n'attire plus les jeunes, ça ne concerne pas que le plastique. En plus, on les a matraqués en leur disant qu'il ne fallait pas aller bosser en usine, alors que ça a énormément changé: les presses électriques ont remplacé les presses hydrauliques, le boulot est moins pénible, et l'avenir est à la plastronique, l'incorporation de composants électroniques intelligents dans des matières ultralégères. »

Selon lui, le nivellement par le bas, la faible volonté de travailler et de s'investir sont devenus de vrais freins au recrutement: « D'un côté on donne le bac à tout le monde, de l'autre on se retrouve avec des étudiants qui n'ont pas assez de connaissances et pas l'envie. » Lenny, lui aussi, évoque l'idée, partagée par d'autres, d'aller recruter directement à la sortie du lycée de Sousse, en Tunisie, qui possède une filière plastique.

Alors, pour enrayer le phénomène, on mise sur la formation. Bénédicte Durand-Deloché, PDG de la société Altheora et présidente de Polyvia Auvergne-Rhône-Alpes, y croit dur comme fer: « On est passés d'une société d'industrie à une société de services. Notre rôle, maintenant, c'est de faire de la pédagogie, de montrer aux parents comme aux enfants que ce sont les métiers où on a les plus belles réussites en matière de position et de salaire. Et, oui, il faut que le niveau remonte dès l'école. » Outre les lycées Arbez-Carme et Paul-Painlevé, avec leur bac pro et leur BTS qui n'attirent pas vraiment les foules, l'Insa Lyon a lancé à la rentrée 2024 deux nouvelles filières, l'une en bachelor assistant ingénieur « Mutations technologiques et industrielles », l'autre pour des ingénieurs spécialisés auxquels on promet, sur la plaquette de présentation, « écoresponsabilité, efficacité et digitalisation ». Ce message vertueux de la filière plastique illustre aussi l'enjeu de la « réindustrialisation » matraqué par les politiques de tous bords: impossible de redonner ses lettres de noblesse à l'usine et d'attirer les générations futures si elle ne change pas d'image. ■

* Chiffres constitués à partir de la base de données Diane, et ne comprenant que les entreprises ayant le code NAF 222, qui produisent des pièces à partir de matières plastiques.

PUBLI COMMUNIQUÉ

LinkedIn offre à tous les professionnels l'occasion de grandir

Le réseau fait plus qu'une mise en relation : il informe sur l'état du marché et des compétences. Et selon ses études, les nouveaux métiers exigent de plus en plus des compétences comportementales, vertes et IA.

Plus de 20 ans après le lancement du réseau professionnel, l'ambition de départ de LinkedIn n'a pas changé : il s'agit toujours, selon Fabienne Arata, Country Manager de LinkedIn France, d'offrir « des opportunités économiques à chaque membre de la population active mondiale ». L'idée étant pour les utilisateurs de chercher un emploi ou un candidat à l'embauche, d'étoffer un carnet d'adresses, de s'informer sur l'état du marché et des compétences, d'explorer des formations... Le tout en échangeant avec des pairs, des professionnels ou des experts et en s'informant sur la plateforme.

Une connaissance de plus en plus fine du marché

Ce qui a évolué, en revanche, c'est l'échelle : désormais, plus de 30 millions de personnes utilisent le réseau en France et plus d'un milliard dans le monde. D'où une portée et une connaissance toujours plus larges. Ces données dont le réseau dispose (en France, quelque 850 000 entreprises et 14 000 écoles y sont répertoriées tandis que 41 000 compétences y sont normées) permettent à LinkedIn, par le biais d'études, de dresser un tableau, ponctuel et prospectif, du marché de l'emploi, aussi bien pour les candidats et les salariés que pour les spécialistes des ressources humaines (RH) – voire les économistes et les sociologues. « Cette cartographie très dynamique permet aux

RH de mieux cibler leurs demandes et de travailler la formation et la mobilité interne, ce qui contribue à renforcer la rétention des salariés. Elle offre aussi des informations sur les bassins d'emplois et les compétences qui s'y trouvent, pour des prises de décisions stratégiques, comme l'implantation d'une usine », décrit Fabienne Arata.

Nouveaux métiers et nouvelles compétences

Dans son dernier classement annuel des 25 métiers ayant le vent en poupe en France, LinkedIn montre que « 70 % sont nouveaux, une proportion plus élevée que nos précédents classements. Les métiers de la tech (intelligence artificielle, data, cybersécurité...) arrivent certes toujours en force, mais une deuxième catégorie, celle des métiers de l'optimisation des performances et de la productivité se distingue également, de même qu'une troisième, qui concerne les activités liées au tourisme », relève Fabienne Arata. Ce qui l'incite à poser plusieurs diagnostics. Alors que les économistes s'alarment d'un recul de la productivité en France, les entreprises semblent s'être emparées du sujet. En outre, les citoyens « envisagent de privilégier une dépense liée à l'expérience et au divertissement », dit-elle. Enfin, « nombre d'activités sont digitalisées et la relation humaine s'en trouve favorisée ». D'ailleurs, un autre élément ressort des études menées par LinkedIn : les entreprises, ne

serait-ce qu'en raison des difficultés de recrutement, privilégient les compétences plutôt que le diplôme ou l'expérience professionnelle. « Une nouvelle stratégie également promue par France Travail qui pratique le recrutement par simulation, ce qui ouvre le vivier de talents et impulse une plus grande diversité intergénérationnelle. En effet, une approche de recrutement axée sur les compétences permettrait de multiplier en moyenne par 9 le vivier de talents des seniors - et même par 10 lorsqu'il s'agit de l'industrie de l'hôtellerie », se félicite Fabienne Arata. Ces derniers temps, sous l'effet du ralentissement économique, le marché du travail s'est contracté en France, mais il reste toutefois pénurique, observe l'experte de LinkedIn. « L'arrivée de l'IA générative a créé un appel d'air en matière de compétences, encore trop peu nombreuses en France, de même que la lutte contre le dérèglement climatique au sens large pour les compétences vertes. » En outre, enchaîne-t-elle, un autre phénomène participe au fait que « 75 % des professionnels RH estiment

actuellement qu'il est plus complexe qu'auparavant de recruter des candidats qualifiés, tandis que seuls 35 % des salariés envisagent de changer d'emploi (- 8 points par rapport à la précédente étude). » D'une part, les salariés sont plus frileux face aux incertitudes économiques et d'autre part, « les entreprises ont investi dans la formation pour favoriser la mobilité interne et retenir ainsi leurs salariés », explique la Country Manager de LinkedIn France. Mais, relativise-t-elle, « alors qu'à la fin 2022, on constatait seulement 2 candidats par offre, aujourd'hui, c'est 4,5. » Des candidats et des recruteurs qui se retrouvent en tout cas forcément sur LinkedIn...

Retrouvez nous :

13 mars - Lyon - L'Ascenseur Rooftop
18 mars - Marseille - Au Ciel Rooftop
27 mars - Bordeaux - Espace Miroir d'Eau

Salomé Saqué toujours le poing levé

À 29 ans, la journaliste engagée, qui appelle dans un livre à « résister » face à l'extrême droite, connaît un succès exceptionnel en librairies. Mécanisme d'une ascension éclair.

SOCIÉTÉ

CAROLINE VIGOREUX

« **MERCI POUR CE QUE VOUS FAITES, c'est important!** » Ce mercredi du mois de février, un quinquagénaire vient saluer Salomé Saqué dans une brasserie du 11^e arrondissement de Paris, là où elle vit. Son visage et sa longue natte noire ne passent plus inaperçus. Aussitôt le compliment reçu, la jeune femme enchaîne sur autre chose, comme si ces échanges impromptus avec des inconnus étaient devenus une habitude. Cela fait maintenant dix-neuf semaines que son essai *Résister* est en tête des ventes, avec 220 000 exemplaires vendus, devant ceux de Philippe de Villiers (210 000 exemplaires) et Jordan Bardella (190 000 exemplaires). « *C'est symptomatique de la polarisation de la société entre Salomé Saqué, très à gauche, et le succès des auteurs d'extrême droite* », note-t-on à l'Élysée, renvoyant donc les deux dos à dos. Sa performance vient déjà remplir le premier objectif de ce manuel de résistance contre l'extrême droite, conseils concrets à l'appui: « *Montrer sa bonne foi* », « *utiliser des récits personnels* », « *accepter le*

ressenti de l'autre »... Au travers de ces pages, elle s'en prend aux masculinistes, aux influenceurs d'extrême droite, à la « fachosphère » d'Éric Zemmour à Pascal Praud, et à la désinformation sur les réseaux sociaux. En réalité, elle a l'impression d'avoir le propos le plus consensuel du monde, d'enfoncer même des portes ouvertes. « *Ce livre est un simple rappel des faits* », admet-elle très humblement.

Avec son mini-format et son prix de vente de seulement 5 euros, son essai rappelle celui de Stéphane Hessel, *Indignez-vous!*, publié en 2010 et qui avait connu un incroyable succès. C'était alors un homme de 92 ans qui s'adressait aux jeunes. Cette fois, c'est une femme de 29 ans qui parle à tous. « *C'est une décision éditoriale et politique; on voulait que ce livre touche tout le monde et en particulier les jeunes*, explique Christophe Guias, directeur éditorial de Payot. *Les gens l'achètent par brassées et se l'offrent. Le livre circule entre générations et devient un phénomène de société.* » Le réalisateur et militant

“
Dès qu'un sujet est brûlant, elle a envie d'en parler

Cyril Dion, réalisateur et militant écologiste

MATHEU GENOIRE/REPORTERRE/OPALE PHOTO



À Paris, le 22 janvier.

écologiste Cyril Dion ne dit pas autre chose: « *Tout un storytelling s'est développé autour du livre. En le plaçant devant celui de Jordan Bardella dans les librairies, en l'achetant, les gens ont déjà le sentiment de faire acte de résistance.* »

À moins de 30 ans, la journaliste, qui avait déjà connu un premier succès en librairies en 2023 avec *Sois jeune et tais-toi* (64 000 exemplaires vendus), atteint cette fois un nombre de ventes égalé par peu d'auteurs. Et le succès attire le succès. L'émission de Yann Barthès *Quotidien* lui a attribué début février le Q d'or de l'essai; le comédien Swann Arlaud a cité des extraits de son livre sur France Inter et son seul passage dans l'émission *La Grande Librairie* il y a trois semaines sur France 5 a fait connaître à son ouvrage un bond de 17 000 ventes en quelques heures.

La naissance médiatique de Salomé Saqué s'est elle-même faite dans le buzz. En octobre 2021, dans l'émission *28 Minutes*, sur Arte, elle tente d'alerter sur les ravages du changement climatique, au milieu de journalistes hilares en plateau. La scène devient virale, jusqu'à être relayée dans plusieurs pays et par le compte Twitter de Netflix France. Si la machine s'emballe, c'est parce qu'elle fait précisément écho au film *Don't Look Up*, métaphore du déni du pouvoir face au changement climatique. « *J'ai appris rapidement que je ne maîtrisais pas ce qu'on faisait de mon image* », constate celle qui semble toutefois vouloir en garder le contrôle, angoissée par l'idée même qu'un portrait lui soit consacré.

Son émergence vient aussi de sa parfaite maîtrise des codes des réseaux sociaux, de LinkedIn à Instagram où elle compte plus de 430 000 abonnés. Toujours en jean, souvent en baskets, Salomé Saqué poste des vidéos bien ciselées sur des thèmes qui parlent à un public jeune et plutôt de gauche, de l'effondrement écologique au sexisme en passant par la montée de l'autoritarisme. « *Sur beaucoup de sujets, Salomé aime bien se situer au cœur de la conversation*, note Cyril Dion. *C'est quelqu'un de très indigné par nature. Dès qu'un sujet est brûlant, elle a envie d'en parler.* » En quelques mois, son visage apparaît sur les écrans et dans les journaux; en mars 2024, Salomé Saqué pose en une de *L'Obs* avec François Hollande. « *Elle est capable de ne pas se laisser marcher sur les pieds ni intimider par son interlocuteur* », souligne Marc Fauvelle, directeur de l'information de France Inter, radio où elle est souvent invitée.

La rançon de la gloire, ce sont ces torrents d'insultes, de moqueries sur son physique et de menaces de viol qu'elle reçoit. Faut-il l'ignorer ou en faire un combat? En novembre dernier, Salomé Saqué a quitté X, le

réseau d'Elon Musk, et renoncé à ses 210 000 abonnés. « *J'ai perdu en influence mais j'ai gagné en tranquillité d'esprit* », glisse-t-elle.

Cette fille de profs, qui a grandi en Ardèche, coche toutes les cases de la bonne élève: khâgne, hypokhâgne, double licence sciences politiques/anglais, Erasmus à Madrid, master 2 de droit international et en géopolitique, master 2 de journalisme bilingue... Bardée de tous ces diplômes, Salomé Saqué devient journaliste spécialiste des questions économiques chez Blast, média en ligne créé par le journaliste d'investigation Denis Robert. Volontairement partielle, elle défend un journalisme engagé et plutôt à gauche, comme le font Hugo Clément ou sa comparse de Blast Paloma Moritz. Mais elle nie toute forme de « *militantisme* ». « *Le travail militant, c'est très sérieux, mais ce n'est pas ce que je fais*, assure Salomé Saqué. *Je n'ai jamais dit que j'étais neutre, mais je n'appelle pas à manifester, je ne fais pas de lobbying auprès des députés. Mon obsession, c'est de sourcer ce que je dis.* » Le chercheur François Gemenne, spécialiste des questions climatiques, en a une tout autre lecture: « *Son approche très idéologique associe la question du climat*

“
J'ai appris rapidement que je ne maîtrisais pas ce qu'on faisait de mon image

Salomé Saqué

à d'autres luttes sociales, comme le féminisme ou l'anticapitalisme. Elle donne ainsi l'idée que le combat contre le changement climatique est forcément de gauche. En même temps qu'elle fédère, elle agit comme un repoussoir. Ce qu'elle fait est davantage du militantisme que du journalisme.

» Ce qui est sûr, c'est que l'ensemble de la gauche apprécie son travail. Le socialiste Olivier Faure a acheté son livre, l'In-soumis Manuel Bompard la juge « *talentueuse* » et l'écologiste Marine Tondelier a « *adoré* » ce qu'elle qualifie d'« *ouvrage nécessaire pour mener la bataille culturelle* ».

Cette ascension éclair et cette sollicitation permanente des médias qui lui demandent d'intervenir sur tous les sujets, même ceux dont elle n'est pas spécialiste, comportent leur part de risque. Il y a peu encore, Salomé Saqué ne refusait aucune invitation, jusqu'à l'épuisement, comme si elle ne parvenait pas à sortir du tourbillon médiatique dans lequel elle plonge d'elle-même. Elle a fait un burn-out

mais n'aime pas en parler car chaque faiblesse révélée est une arme donnée à ses nombreux adversaires. « *J'ai appris à dire non* », assure-t-elle aujourd'hui, admettant être « *accro à l'info* » et avoir du mal à prendre des vacances. Elle se protège désormais et décline la majorité des sollicitations. Celle qui a pour modèles Alexandria Ocasio-Cortez, Simone Veil ou encore Gisèle Halimi jure que la politique ne la « *passionne pas vraiment* ». Mais Salomé Saqué a aussi appris à ne jamais dire jamais. ■

PRIX DU LIVRE LA TRIBUNE

Écrire l'économie pour repenser la société

LA TRIBUNE
D'INFORMATION - D'ÉCONOMIE - DE CONTRAINTES

JEUDI 22 MAI 2025
HÔTEL DE L'INDUSTRIE, PARIS

Le Prix du livre La Tribune récompense un essai et une fiction « qui honorent l'exercice responsable de la responsabilité et inspirent d'être un acteur engagé dans l'époque ». Deux livres qui conjuguent création de valeur au singulier et affirmation de valeurs au pluriel. Le jury de la 3^{ème} édition a établi la première sélection et désigné :

Sélection Fiction

Sélection Essai

Révélation du palmarès lors d'une cérémonie sous la présidence de **Giuliano da Empoli**.

K E R I N G



©Malika Favre - "Les droits des femmes, c'est tous les jours" - Kering, 40 rue de Sèvres Paris 7^e - Société Anonyme SIREN 552 075 020 RCS Paris

NOT JUST TODAY*

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes,
Kering donne carte blanche à l'artiste Malika Favre.

Gucci • Saint Laurent • Bottega Veneta • Balenciaga • McQueen • Brioni
Boucheron • Pomellato • Dodo • Qeelin • Ginori 1735
Kering Eyewear • Kering Beauté

kering.com

Ils l'ont dit à La Tribune



ALEXIS JUVEAU/ABACAPRESS

CHRISTIAN ESTROSI

L'ancien ministre de l'Industrie et actuel maire de Nice appelle au sursaut européen et estime qu'il commence par un réveil militaire et industriel français.

« À Nice, nous sommes déterminés à prendre notre part, en développant notamment la filière des drones sous-marins, un domaine d'une importance stratégique majeure et dans lequel la France pourrait devenir un leader mondial. »

Le choix de la rédaction

Deux opinions à découvrir sur [Latribune.fr](https://latribune.fr)

« RENDRE LES VACANCES ACCESSIBLES À TOUS, UN IMPÉRATIF SOCIAL EN FRANCE »

Par Clément Eulry, DG d'Airbnb France et Benelux

« Le tourisme ne peut pas se résumer à quelques destinations prisées, ni être réservé à une population aisée. Il constitue un formidable levier pour dynamiser villages et villes moyennes. »

« POUR UNE VILLE FÉMINISTE : UN "DROIT À LA VILLE" POUR TOUTES LES PARISIENNES »

Par Rémi Féraud, sénateur PS de Paris, candidat à la succession d'Anne Hidalgo

« Face au réveil des conservatismes et du masculinisme, nous sommes plus déterminés que jamais à faire de Paris un havre de plus en plus accueillant pour toutes les femmes quels que soient leur âge, leur condition ou leur origine, à faire de Paris une ville féministe. »

L'essai de la semaine



OUVRIR LES YEUX SUR LA PROSTITUTION DES MINEURS

Dans les zones rurales comme les grandes villes, touchant toutes les classes sociales, la prostitution des jeunes filles mineures a progressé de 70 % en cinq ans. Elle passe par Internet (60 % des cas) et toucherait au minimum

10 000 adolescentes. C'est le sujet de *À cœurs perdus*, des journalistes Nadège Hubert et Claude Ardid. Un livre glaçant sur un fléau dont on parle trop peu. Grâce à des témoignages recueillis notamment dans une brigade anti-proxénétisme de Marseille ou lors de rencontres avec des jeunes filles, des familles, des clients et des acteurs du système judiciaire, on mesure la difficulté de lutter contre. Les profils sont souvent similaires : des victimes d'inceste, de viol ou d'agression sexuelle et souvent passées par l'aide sociale à l'enfance. Leurs proxénètes sont souvent aussi jeunes : « Proxos à moins de seize ans, prostituées à moins de quinze », répètent les auteurs. On s'arrête avec eux sur des histoires comme celle d'Anissa. En 2010, au moment des faits, elle avait 12 ans et 7 mois. Les prévenus : Sacha S., employé. Jules B., expert-comptable. Omar B., commercial. David K., technicien, Sami M., ambulancier. Rayan T., community manager. Un seul est allé à la police, les autres n'ont pas « vu » son âge. « La prostitution des mineurs et des majeurs est un continuum, on ne peut pas les séparer », écrivent les auteurs, comme on ne peut séparer la prostitution des violences faites aux femmes et aux plus fragiles.

AURÉLIE MARCIREAU

À cœurs perdus - Enquête sur la prostitution des mineures, de Nadège Hubert et Claude Ardid, Mareuil Éditions, 382 pages.

« Protéger la recherche, c'est aussi défendre l'Europe »

Elle pilote l'Institut Pasteur depuis janvier 2024. Yasmine Belkaid, une chercheuse née à Alger en 1968, qui possède les nationalités algérienne, française et américaine, a dirigé le centre d'immunologie du NIH (National Institutes of Health) à Washington avant de revenir à Paris. Face à la montée d'un obscurantisme anti-science dans l'Amérique de Donald Trump, elle s'inquiète des graves conséquences pour la santé qu'auront les évolutions en cours aux États-Unis.

Vous avez participé ce vendredi à Paris à la manifestation Stand Up for Science, une marche pour alerter face aux menaces qui pèsent sur les institutions scientifiques aux États-Unis. Pour quelles raisons ?

Pour montrer notre solidarité avec la grande famille de la recherche biomédicale dans un moment où la science est menacée. Ce qui se passe depuis un mois aux États-Unis a des répercussions dans le monde entier. Aujourd'hui, l'obscurantisme et la censure des thèmes de recherche, le fait que les scientifiques connaissent des situations d'angoisse et de pression sont en train de complètement changer la donne dans le pays qui a investi le plus dans la recherche biomédicale depuis la dernière guerre.

Que se passe-t-il concrètement après ces coupes budgétaires ?

Il y a des pressions, des changements de direction, avec des directeurs qui ne sont pas des défenseurs de la science mais des gens mis là pour contrôler la science. Les scientifiques reçoivent des mails quotidiens qui les terrorisent et des menaces d'être renvoyés à tout moment. Les jeunes chercheurs apprennent brutalement qu'ils ne sont pas maintenus. C'est l'élite scientifique, toute une jeunesse, qui va être sacrifiée.

Quelles seront les conséquences sanitaires ?

Les États-Unis ont banni des sujets de recherche, comme ceux liés aux femmes ou à l'environnement, et procédé à la destruction d'organisme de recherche d'aide internationale comme l'USAid, qui a sauvé des millions de vies en distribuant des médicaments peu chers contre le VIH ou la tuberculose. S'il n'y a plus ce système, il y aura des interruptions dans la distribution de médicaments nécessaires à la survie de plusieurs dizaines, voire de centaines de millions de personnes. Mais cela va aussi favoriser l'émergence de pathogènes résistants à ces médicaments si l'on diminue les quantités fournies. Ce qui nous reviendra en boomerang un jour, c'est certain.

Est-ce une opportunité pour l'Europe ?

Ce que l'on voit, c'est un fort désir de retour ou de départ des scientifiques des États-Unis vers l'Europe. Je reçois quotidiennement des demandes de gens qui veulent rentrer, des Français ou des Européens ou même des Américains qui ne se sentent plus capables de faire leur recherche ou ont peur de la faire d'une façon libre. On peut appeler ça une triste opportunité, mais c'est une opportunité quand même.

Votre stratégie chez Pasteur, dévoilée en janvier, repose sur le développement de ces programmes. Est-ce qu'un mouvement de résistance peut émerger en France ?

Notre plan stratégique n'avait pas été conçu dans cet objectif au départ, mais il est vrai que l'on remplit l'espace le plus attaqué par les États-Unis. Nous avons fixé des priorités qui correspondent à des besoins nouveaux de la société. D'abord, les maladies infectieuses en lien avec l'émergence des nouveaux pathogènes et de nouveaux vecteurs de transmission comme le moustique ou la tique sont le domaine d'excellence de Pasteur. Nous avons aussi mis l'accent sur les origines des maladies pour mieux comprendre les causes de certaines inflammations et leur relation avec le cancer, en particulier chez les jeunes et les femmes ou les personnes âgées. Nous sommes en train de recruter des gens qui sont prêts à traverser l'Atlantique pour travailler sur ces thèmes.

Si vous deviez adresser un message au président de la République, que lui diriez-vous ?

Nous échangeons avec l'Élysée et le gouvernement, et nous invitons le président à soutenir, amplifier et concrétiser le mouvement Stand Up for Science, de la même façon que le président a pu dire « make our planet great again » lorsque les États-Unis sont sortis en 2017 de l'accord de Paris. C'est un moment d'opportunité pour l'Europe. Il y a un sous-investissement chronique dans la recherche fondamentale médicale, avec seulement 0,3 % du PIB investi, contre 0,9 % pour l'Allemagne. Pour autant, la France a de magnifiques atouts à faire valoir pour attirer les meilleurs chercheurs. Quelques années plus tôt, dans le contexte de France 2030, des chaires d'excellence avaient été mises en place avec l'objectif d'attirer des chercheurs, dont j'ai bénéficié lorsque j'ai choisi de revenir en France en 2024. C'est un formidable dispositif qu'il faut développer pour faire venir davantage de talents étrangers en France, et pourquoi pas en réservant certaines places aux chercheurs venus des États-Unis ? Il est temps de se positionner comme des acteurs centraux de cet écosystème de recherche, nécessaire pour notre souveraineté économique.



INSTITUT PASTEUR

Yasmine Belkaid
Directrice générale
de l'Institut Pasteur

Emmanuel Macron veut augmenter le budget de la défense. N'avez-vous pas peur que cette décision soit prise au détriment de la recherche ?

Je comprends que le président souhaite préparer notre pays et l'Europe dans ce contexte de montée des tensions internationales. Mais si nous devenons plus vulnérables aux maladies infectieuses et aux prochaines pandémies, ces investissements n'auront pas grand sens. C'est un moment difficile pour l'Europe, et sa protection passe bien entendu par des investissements dans la défense, mais aussi par une protection sanitaire contre les maladies. La recherche fondamentale est la source d'une puissance économique extraordinaire. Protéger la recherche et la science, c'est donc aussi défendre l'Europe et une certaine idée de l'Europe, continent des Lumières. J'appelle tous les acteurs, publics et privés, à y prendre part !

Cinq ans après le Covid, craignez-vous que les pressions anti-science aux États-Unis ne fassent empirer la situation quant aux futures pandémies ?

Le problème de l'humanité, c'est que notre mémoire fonctionne à court terme. Il y aura de plus en plus de pandémies, c'est inévitable. Les mouvements humains, l'évolution du changement climatique et les pressions écologiques que nous exerçons sur l'environnement et bien d'autres éléments favorisent les maladies émergentes. Avec la nouvelle attitude de l'administration Trump, le monde est plus en danger qu'il y a cinq ans face à de nouvelles épidémies. L'évolution des microbes ne tient pas compte des changements politiques.

Comment rétablir la confiance dans la science et les vaccins ?

Notre rôle est avant tout pédagogique. Il faut que la recherche soit accessible et que nos scientifiques soient capables d'engager des discussions avec la société. La confiance s'installe avec le dialogue et le respect. Nous devons être capables de comprendre que les gens ont peur et ne pas les mépriser. Mais il faut aussi que nos gouvernements soient porteurs de ces messages, car la science est au service de la société.

Hier, c'était la Journée internationale des droits des femmes. Ces dernières ont été les oubliées de la recherche pendant des années et, avec Trump, le mot « femme » ne doit même plus être mentionné dans les articles scientifiques.

Il ne faut surtout pas interrompre les recherches sur le sujet en Europe, notamment si les États-Unis se retirent complètement, car nous en avons besoin. Par exemple, certains médicaments peuvent être toxiques pour les femmes et bons pour les hommes, en raison de nos différences biologiques. Avant de s'occuper de médecine personnalisée, il faudrait déjà que l'on ait plus de données sur la santé des femmes, qui représentent 50 % de la population. Nous sommes à des années-lumière de là où on devrait être aujourd'hui. Je pense que si les hommes souffraient de l'endométriose, nous aurions déjà des traitements. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE NIDIAU ET PHILIPPE MABILLE



La semaine prochaine, retrouvez
la chronique de Douglas Kennedy

« Il faut en appeler au civisme fiscal des plus riches »



FÉMINISME

Le premier
sexe

PAR PAULINE DELASSUS

Gagner la guerre

CE SONT DES SOCIALISTES AMÉRICAINES qui, en 1909, décident d'instaurer un jour spécial pour exiger des droits égaux à ceux des hommes. Des militantes allemandes les imitent un an après, suivies par les Autrichiennes, les Suisses, les Danoises et les Russes. En 1982, la France reconnaît le 8 mars comme Journée internationale des droits des femmes. Depuis, les manifestations organisées à cette date rassemblent, partout dans le pays, des dizaines de milliers de personnes pour réclamer davantage de moyens accordés à la lutte contre les violences sexuelles et pour alerter sur le dénigrement sexiste subi à tous les niveaux de la société. Les quarante années passées ont permis des avancées concrètes sur la parité, les salaires, l'accès aux soins, le Code pénal, et une évolution indéniable des mentalités grâce à la libération de la parole. Ces droits nouveaux, ces protections acquises à force de militer en appellent d'autres, tout aussi nombreux, tout aussi cruciaux. Si les femmes ont remporté d'importantes batailles, la guerre n'est pas terminée.

ET L'ENNEMI, AUJOURD'HUI, se dresse en ordre rangé, porté par le pouvoir de croisés aussi déterminés que fortunés. Cet ennemi, réactionnaire et rétrograde, trouve en France des relais inespérés. L'antiféminisme gagne en influence sur les réseaux sociaux, dans les journaux, à la télévision et à la droite de la droite de l'échiquier politique. L'idéal conservateur de la femme « traditionnelle », épouse et mère hétérosexuelle épanouie dans un patriarcat qu'elle ne songerait pas à contester, est insidieusement vanté dans des médias dont les audiences n'ont rien de marginal. « *Il suffira d'une crise politique, économique et religieuse pour que les droits des femmes, nos droits, soient remis en question : votre vie durant, vous devrez demeurer vigilantes* », professait Simone de Beauvoir en 1974. Vigilance, alors, face aux 140 000 abonnés des comptes du collectif Némésis, fausses féministes et vraies suprémacistes, que Bruno Retailleau a récemment félicité avant de rétro-pédaler. Vigilance devant les vidéos YouTube de Thais d'Escufon et ses 236 000 abonnés, consacrées à la promotion de la « tradwife » et de la supériorité masculine.

VIGILANCE, ENCORE, quand *Le Journal du Dimanche* de Vincent Bolloré publie le 2 mars un sondage sur l'IVG commandé par Alliance Vita, une association opposée à l'avortement. Quand en janvier, à deux reprises, des articles de ce journal relaient les arguments de la Marche pour la vie, autre organisation anti-IVG. Et quand, les 2 et 9 février, le JDD, toujours, juge « idéologique » le programme d'éducation à la vie affective destiné à armer les enfants face au sexisme et aux violences. Sous la houlette de ce même titre, le nouvel hebdo « féminin » JDMag mérite aussi notre vigilance. On y découvre un partenariat avec *France catholique*, hebdo aux relents traditionalistes, fondé en 1924 contre la séparation de l'Église et de l'État. Sur CNews – 2,9 % de part d'audience en 2024 –, invités et chroniqueurs s'en prennent régulièrement aux militantes féministes, défendant une vision archaïque de la condition de la femme. Aziliz Le Corre, par exemple, pour qui « *devenir mère est l'apothéose de la féminité* ». De son côté, feu C8 a choisi de diffuser un film américain antiavortement – une obsession, décidément – avant sa fermeture définitive, le 28 février. Vigilance, enfin, face aux moqueries machistes proférées à foison dans l'émission de Cyril Hanouna (2 millions de téléspectateurs en moyenne) qui se poursuit en ligne depuis la disparition de sa chaîne. Face à la centaine de milliers d'exemplaires de *Mémoricide* vendus par le catho « tradi » Philippe de Villiers. Face au projet politique du milliardaire ultraconservateur Pierre-Édouard Stérin. À cet inquiétant cumul de chiffres et d'influences passéistes, on peut ajouter les 168 000 followers d'Élizabeth Lévy, adepte des diatribes anti-MeToo, et les 527 000 que compte encore Éric Zemmour. Aujourd'hui 9 mars, une certitude : il faut gagner la guerre. ■

Étymologiquement, « Europe » provient de deux mots grecs qui signifient « large », et « vue ». La réalité est plutôt celle d'un continent qui a avancé les yeux clos.

Le réveil a été brutal. Le 24 février 2022, il a saisi l'Europe, ce continent de cocagne, prospère et sûr de ses valeurs démocratiques. Nul ne voulait imaginer qu'un tel défi soit lancé à la communauté internationale. Les agressions n'avaient pourtant pas manqué depuis 1994 : la Tchétchénie, la Géorgie, la Crimée, le Donbass, la Syrie...

Sans le courage d'un président qui n'a pas fui, Volodymyr Zelensky, sans le courage d'un peuple qui est entré en résistance, Kiev serait russe aujourd'hui. L'Ukraine a été le bouclier de l'Europe, en payant le prix fort, celui du sang. C'est son sacrifice qui nous protège d'un satrape despotique dont le maintien au pouvoir dépend d'une guerre perpétuelle contre les démocraties présentes comme décadentes.

Le deuxième choc a été tout aussi cruel : réaliser que notre allié historique, dont les enfants sont venus mourir sur les plages de Normandie, menace désormais d'abandonner l'Europe au profit de l'ennemi de la guerre froide. Trump a fait voler en éclats, par ses déclarations obscènes, l'équilibre sur lequel nous vivions depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Son premier mandat a été une alerte, mais le déni est un mécanisme puissant et les dirigeants européens ont refusé de penser une réalité inacceptable.

Il n'est plus temps de pleurer sur le lait versé. Il faut avancer. Nous sommes désormais à ce tournant vertigineux de l'Histoire ou nul ne sait de quel côté la pièce va tomber. L'Europe n'est pas la vassale des États-Unis. Le moment de nous-mêmes est arrivé, ce moment où nous devons transformer l'obstacle en opportunité.

À l'ouest, face à Trump, Musk et Vance, la nouvelle troïka qui s'appuie sur toutes les formations politiques d'extrême droite, nous devons défendre notre modèle démocratique, écologique, social et régulateur pour refuser la loi du plus fort. Ils cherchent à saper nos défenses morales et dénoncent tout ce qu'ils considèrent comme déviant et que nous appelons progrès : l'égalité des droits, la justice sociale, la préservation de l'environnement,



ÉRIC TSCHAEV/REA

Par Olivier Faure
Premier secrétaire
du Parti socialiste

“

La menace russe ne peut servir de prétexte à une cure d'austérité

réserve les avoirs russes, 200 milliards de fonds d'État. Les dirigeants européens ont décidé d'utiliser les intérêts générés par ces fonds. Il faut aller plus loin et les saisir et, au minimum, les utiliser pour garantir des emprunts.

Il est temps de mettre au pas les paradis fiscaux au cœur de l'Europe, qui doivent cesser la quasi-non-fiscalisation des activités européennes des Gafam et autres multinationales américaines.

Il faut en appeler au civisme fiscal des plus riches. Roosevelt n'avait-il pas, pour financer l'effort de guerre, osé relever le taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu à 94 % (pour la seule part de revenus atteignant la dernière tranche) ?

Nous menons une lutte existentielle que nous devons remporter. Nous avons longtemps remis au lendemain. Le lendemain, c'est maintenant. ■

« Un autre féminisme est possible »



LAURENT VUJSA

Agnès Jaoui
Actrice et réalisatrice



SÉBASTIEN LEBAN

Caroline Fourest
Directrice
de « Franc-Tireur »



NICOLAS ROSES/BACAPRESS

Delphine Horvilleur
Rabbin

Nous sommes des féministes de plusieurs générations. Certaines d'entre nous ont milité au MLF, pour le droit à l'avortement, la loi sur le viol, le droit de disposer de nos corps ou de ne pas porter le voile. D'autres, bien avant MeToo, ont dénoncé les prédateurs, se sont battues pour rallonger le délai de prescription des crimes sexuels ou ont obtenu que le consentement ne soit pas reconnu avant 15 ans.

Pour avoir osé se dire « féministes » quand ce n'était pas encore à la mode, certaines ont enduré les railleries, pris des coups et, parfois, risqué leur vie. Nous sommes fières d'être féministes et, plus encore, de voir cette cause gagner les nouvelles générations. Mais nous voyons aussi ce combat être instrumentalisé, de façon caricaturale et sectaire.

Au nom de l'indigénisme et d'une prétendue intersectionnalité, ou par pur esprit partisan, un féminisme totalitaire tend à s'imposer et à parler au nom de toutes. Nous voulons rappeler ici qu'il existe toujours cet autre féminisme de justice et d'égalité, laïque et universaliste.

La laïcité protège l'égalité et donc la liberté des femmes. C'est pourquoi nous combattons tous les intégrismes, car tous révèlent, d'où qu'ils soient, la forme la plus pathologique du patriarcat.

Nous refusons tous les relativismes culturels, postcoloniaux ou identitaires, qui prétendent soumettre le féminisme à d'autres priorités et nous interdire de dénoncer un agresseur s'il est

« racisé ». Comme nous refusons ces idéologies qui, à l'inverse, ne s'inquiètent du violeur que si celui-ci est étranger ou perçu comme tel.

Tout oppresseur doit être condamné : le taliban qui emmure vivantes les Afghanes, le mollah ou le pasdaran qui persécute les Iraniennes, le soldat russe qui viole des Ukrainiennes, le djihadiste du Hamas qui torture et massacre des Israéliennes et asservit les Palestiniennes, l'Américain qui criminalise le droit à l'avortement, le violeur bien de chez nous...

Nous condamnons toutes les atteintes sexistes et les violences sexuelles, sans les confondre et sans renoncer à la proportionnalité des peines. Nous soutenons toutes les victimes sans pour cela renoncer à la présomption d'innocence et à l'examen des faits par la justice. Nous appelons à la dotation de moyens pour qu'elle puisse être à la hauteur des drames qui lui sont exposés, les traiter avec écoute, ardeur, célérité et plus d'efficacité.

De toutes leurs forces, les femmes doivent favoriser la libération de la parole sans refuser l'État de droit ni renoncer au doute avant de décréter une condamnation publique sans appel. Le féminisme est un contre-pouvoir, pas un instrument d'oppression. ■

“

La laïcité protège l'égalité et donc la liberté des femmes

►►► Retrouvez la liste des signataires sur [Latribune.fr](#)

Pages coordonnées par **Nicolas Prissette**
Toutes nos tribunes sur **Latribune.fr**,
rubrique Opinions

La passation de pouvoir

Vainqueur surpuissant de l'Irlande (27-42), le XV de France a les cartes en main pour remporter le Tournoi des Six Nations samedi prochain. Mais il a perdu Antoine Dupont.

RUGBY

STÉPHANE COLINEAU

LE PROCÈS FAIT au XV de France, accusé d'être infoutu de mettre ses tripes sur la pelouse quand le résultat ne compte pas pour du beurre, a connu un sacré rebondissement à Dublin. Les Bleus y ont écrabouillé l'Irlande (27-42), plantant cinq essais dans un match qui s'apparentait à la finale du Tournoi 2025, même s'ils s'en défendent. « *La finale, ce sera samedi prochain contre l'Écosse au Stade de France* », a recadré l'arrière et buteur Thomas Ramos au micro de France Télévisions.

« *Les journalistes ont eu des mots durs après la défaite en Angleterre [26-25] alors qu'on n'avait rien perdu, si ce n'est la possibilité d'un Grand Chelem, et là, on n'a rien gagné* », a prolongé François Cros sans forcément convaincre. Une victoire, même sans bonus offensif, contre un XV du Chardon capable de fulgurances mais limité suffira très probablement pour déposer le deuxième trophée de l'ère du sélectionneur Fabien Galthié dans la vitrine de Marcoussis après le Grand Chelem 2022.



C'est rare, les moments de grâce, ici

François Cros

Surprenant par son ampleur, le triomphe dublinois a parfois fait songer à une passation de pouvoir. Ces géants verts dominants de la dernière décennie, vainqueurs des deux derniers Tournois, ont semblé abandonner leur sceptre à une génération bleue triomphante, dont la puissance physique et collective marquera durablement les esprits, et un peu les livres d'histoire de leur sport. Damian Penaud a égalé le record d'essais de Serge Blanco sous le maillot bleu (38). Contre l'Écosse, celui du nombre de points, détenu par Frédéric Michalak (436), sera dans la mire de Thomas Ramos (427).

On se demande encore comment ces Bleus ont laissé filer le Grand Chelem, le 8 février à Twickenham, contre une équipe

qu'ils semblaient capables de surclasser de la tête et des biceps. Hier, l'intensité exigée était de trois gallons supérieure. On a même craint le pire. Impossible pour eux de mettre la main sur le ballon pendant la totalité du premier quart d'heure. Des Irlandais survoltés par un protocole aussi long que solennel les ont contraints à faire étalage de leur science de la défense et de leur acharnement. À la clé, ces statistiques hallucinantes : 38 plaquages français après la 9^e minute, aucun des adversaires.

Le XV du Trèfle s'est épuisé dans cette furia initiale. Enfin presque. Le deuxième ligne Tadhg Beirne en avait gardé suffisamment pour asséner dans un ruck un déblayage furieux sur Antoine Dupont. Jugé

Louis Bielle-Biarrey, auteur du premier essai hier à Dublin.



PAUL FAITH/AFAP

licite, le geste a été fatal au genou droit du génie français. « *Ce geste était répréhensible, on a eu très mal pour lui, il souffre et on souffre avec lui* », enrage Fabien Galthié, qui avait mis la pression sur l'arbitrage avec des déclarations d'avant-match.

Pas sûr que l'on revvoie le Toulousain rapidement sur une pelouse (suspicion de rupture des ligaments croisés). « *Antoine était en pleurs dans les vestiaires à la mi-temps, on s'est dit qu'il fallait lui donner cette victoire* », raconte Maxime Lucu, qui l'a remplacé avec une maestria qui en dit long sur le réservoir de demis de mêlée français. « *Max a été fantastique* », a salué son sélectionneur. La promesse faite à Dupont a été honorée, et plus que cela. Les

deux essais anecdotiques encaissés par la France en fin de match ne changent pas l'impression générale.

« *C'est rare, les moments de grâce, ici* », a soufflé François Cros. Les supporters irlandais n'en diront pas tant. Alors qu'ils fêtaient le dernier match à domicile de Cian Healy, Conor Murray et Peter O'Mahony, plus de 350 sélections cumulées, ils ont quitté en nombre les tribunes avant le coup de sifflet final. Fait rare. Sans doute ruminaient-ils la blessure, lors de l'échauffement, de leur si précieux ailier James Lowe, qui a pesé sur le scénario du match. Reste que cette plus large victoire tricolore à Dublin place la France de plus en plus haut dans la chaîne alimentaire du rugby européen. ■

Alaphilippe a « encore la capacité de gagner des courses »

Au départ de Paris-Nice avec sa nouvelle équipe, Tudor, le double champion du monde a des fourmis dans les jambes. Son patron, Fabian Cancellara, croit en lui.

CYCLISME

MICKAËL CARON

LE WEEK-END de Julian Alaphilippe a plutôt bien commencé : lorsque la conférence de presse préalable au départ de Paris-Nice s'est terminée, hier après-midi, il restait 49 kilomètres au peloton des Strade Bianche. Le Français, qui y a triomphé en 2019, a donc vu sur un écran le final de l'épreuve italienne, qu'il a toujours « adorée ». D'ailleurs, il franchira bientôt la frontière puisera Milan-Sanremo, le 22 mars, figure en bonne place à son programme du printemps, très copieux. Suivra un mois complet dans le pays où il a amassé les succès pendant douze ans, en tête de la meute Soudal Quick-Step (2012-2024). Dans les monts du Tour des Flandres, de l'Amstel Gold Race, de la Flèche wallonne puis de Liège-Bastogne-Liège, qui en ont fait l'autre roi des Belges.

Le nouveau venu de l'équipe suisse Tudor a éterné son maillot rouge et noir au Portugal en février, avant un long stage d'entraînement. « *C'est l'heure de se faire plaisir* », annonce-t-il, « *super motivé* » par ce retour sur les routes françaises.

Sa précédente course dans l'Hexagone, c'était en août dernier, à la Bretagne Classic. Presque aussi loin que son ultime victoire, une étape du Tour de Tchèque, le 28 juillet. Un tel champion, qui a triomphé deux fois aux Mondiaux (en 2020 et 2021), ne peut jamais se contenter de participer, même lorsque le déclin menace : « *Gagner, ce n'est pas facile mais ça reste mon objectif dans la majorité des courses, même quand il y a d'autres coureurs plus forts.* »

Faire chauffer la machine

Au départ de la première étape, 156 kilomètres autour du Perray-en-Yvelines, il y en aura au moins deux : le Danois Jonas Vingegaard (Visma Lease a Bike), double vainqueur du Tour de



ANDRÉ FLESC

France, et son équipier de luxe Matteo Jorgenson, lauréat de la dernière édition de la Course au soleil. Chez Tudor, l'Italien Alberto Dainese disputera les sprints ; Alaphilippe va prendre le temps de faire chauffer la machine en attendant les étapes de fin de semaine prochaine, qui lui « correspondent » et lui « plaisent ».

Il a 32 ans et encore du carburant, si l'on écoute Fabian Cancellara, son nouvel employeur. « *Au même âge, en 2013, j'ai gagné le Tour des Flandres et Paris-Roubaix. Je soudier le propriétaire suisse. Julian a encore la capacité de gagner des courses.* » L'intéressé range parmi ses « *meilleurs souvenirs* » sa victoire d'étape et sa 5^e place au classement général de Paris-Nice en 2017.

Huit ans plus tard, la semaine sera révélatrice de ce que peut vraiment espérer son équipe, en deuxième division mondiale. « *Sur nos premières courses, j'ai dit à mes équipiers : "Personne ne nous critiquera si nous ne gagnons pas, mais on doit tout donner, ne pas avoir peur de prendre des risques"* », motive le plus récompensé des cyclistes français en activité.

« Serein » et « à bloc »

Il cite la Flèche wallonne comme la classique où il a « *peut-être* » encore une chance de lever les bras. Ce serait sa quatrième fois. Et, surtout, un retour au premier plan auquel nombre d'observateurs ne s'attendent pas. Dans le peloton comme dans sa nouvelle formation, Julian Alaphilippe est désormais un ancien.

N'empêche, il doit digérer son premier changement d'équipe professionnelle, un matériel et un environnement neufs. Au sein de l'effectif chargé de l'accompagner jusqu'à la promenade des Anglais, il ne connaît pas encore tous les noms. « *Je prends ça comme un challenge* », soutient-il. Les éléments de langage sont tous là : « *serein* », « *à bloc* » jusqu'à la Doyenne à Liège, le 27 avril. On a presque envie d'y croire aussi. ■

Pogacar est vraiment renversant

Malgré une chute violente qui lui a valu de belles éraflures, Tadej Pogacar a enlevé ses troisième Strade Bianche. Longtemps challengé par l'Anglais Tom Pidcock, le Slovène au maillot arc-en-ciel a accéléré à 19 kilomètres de l'arrivée et a franchi la ligne en solo à

Sienne. « *Ce n'est pas la meilleure façon de gagner une course, maintenant que j'ai franchi la ligne d'arrivée, ça fait mal, mais j'espère que ça n'aura pas d'impact*, a réagi le dernier vainqueur du Tour. *Je suis rentré trop vite dans le virage, c'est bizarre, car je connais*

pourtant bien cette route. J'étais inquiet après m'être relevé, mais ça a été au final. » Chez les femmes, belle performance de Pauline Ferrand-Prévost (Visma Lease a bike), qui se hisse sur le podium d'une course remportée par Demi Vollering (FDJ-Suez).

FORMULE 1

STÉPHANE COLINEAU

NE PAS SE LAISSER BERNER par le sourire enjôleur d'Isack Hadjar. Sur ce visage où perce encore l'innocence, des tempêtes peuvent se lever. Et surgir lors d'échanges radio avec ses ingénieurs. L'un d'eux, après le Grand Prix de Monaco 2024 de formule 2, a marqué les esprits. Le Parisien menait la plus désirée des courses avant de la laisser filer à cause de consignes malvenues. « *Es-tu sérieux? a-t-il alors hurlé. Je t'avais demandé si je pouvais pousser! Ne me parlez pas. C'est une blague!* »

Cette désillusion ne l'a pas empêché de lorgner le titre jusqu'au bout, ses espoirs ne s'envolant qu'après qu'il eut calé au départ de l'ultime rendez-vous de la saison, à Abou Dhabi. Ni de toucher son Graal: un volant en formule 1. Avec Pierre Gasly (Alpine) et Esteban Ocon (Haas), le vice-champion de F2 sera le troisième Français présent sur la grille dimanche prochain à Melbourne, lancement de la saison. À 20 ans, le protégé de la maison Red Bull affûtera sa pointe de vitesse au sein de l'écurie petite sœur de celle de Max Verstappen, Racing Bulls, au côté de l'expérimenté Japonais Yuki Tsunoda. « *Il me faudra trois ans pour être au point* », prévient-il, même si les simulateurs fabriquent des débutants de plus en plus performants.

Ricciardo et physique quantique

Les scénaristes de la série Netflix *Formula 1 – Pilotes de leur destin* se frottent les mains. Isack Hadjar est d'une espèce singulière. Un sanguin sympathique « *moins agressif que ce que les gens pensent* », jure celui que les écuries semblent avoir oublié d'inscrire aux cours de média training. Il n'a ni la dureté du revanchard social ni l'arrogance involontaire du fils de fortunés. Sa décontraction

rappelle celle de Daniel Ricciardo, version génération Z. Comme l'Australien, le Franco-Algérien n'est pas monomaniac. Fêru de sciences, il a déjà arboré sur son casque des formules d'aérodynamique.

Dans un entretien à la chaîne YouTube FT Sports, il s'est pourtant dépeint comme « *largement plus passionné par le MMA que par la F1* ». « *Quand je regarde un Grand Prix, expliquait-il, j'ai l'impression de faire mon boulot. Pendant un combat, j'ai le cœur qui bat fort.* » Et cela décuple aussi sa

motivation: « *Lors d'une course au Qatar, j'étais malade, c'était dur. J'ai pensé à un copain qui venait de combattre [en MMA], une vraie guerre. Je me suis dit que je ne pouvais pas faire le fragile. Je devais finir ma course, et bien.* »

Autres passions: le judo, longtemps pratiqué, et la boxe – ce fan de la série des Rocky avait un poster de Mohamed Ali dans sa chambre d'ado. Enfant, c'est en se repassant en boucle le film d'animation *Cars* qu'il s'est amouraché de la course



Isack Hadjar, lors des essais de présaison avec Racing Bulls, à Bahreïn, le 26 février.

automobile – il possède encore un doudou de la franchise Pixar. Une madeleine qui ne doit rien au hasard. Son père, Yassine Hadjar, chercheur en physique quantique, est dingue de sport automobile.

C'est dans son sillage qu'Isack a découvert le karting à 6 ans, porte de la Chapelle à Paris. Ainsi que son don pour le pilotage. Le futur champion y a cultivé des réflexes rares. Une vidéo postée sur les réseaux sociaux le montre déjouer en une fraction de seconde une collision qui semblait inévitable, à très haute vitesse dans un virage aveugle à Monaco. Cette séquence a attiré plus de 10 000 followers supplémentaires sur son compte Instagram.

« Si tu n'as pas de sous... »

Sa route n'a pas été sans chicanes. Faute d'argent, Isack Hadjar a souvent piloté à armes inégales, avec son père pour seul mécanicien. « *Ma famille est aisée mais, dans ce monde, nous sommes minables*, constate-t-il. *Même quand tu es fort, si tu n'as pas de sous, c'est mort pour toi.* » Lui a cru plusieurs fois devoir rentrer définitivement aux stands. « *C'est ma mère qui a trouvé les budgets. Je ne sais pas comment elle a fait, c'est impressionnant.* »

Pour la première fois cette année, il va toucher un salaire – 1,2 million d'euros annuels, selon le site Sportune. De loin le plus faible du plateau, à égalité avec Jack Doohan (Alpine) et Gabriel Bortoleto (Stake). Mais il est appelé à s'élever sensiblement si Isack Hadjar se révèle aussi performant que ce que prédit Helmut Marko: le conseiller spécial de Red Bull l'a qualifié de « *nouvel Alain Prost* ». L'ancien pilote Juan Pablo Montoya loue, lui aussi, le talent du rookie, en partie formé par la Fédération française du sport automobile. « *Je vois Hadjar comme le nouvel Oscar Piastri [McLaren], analyse le Colombien. Je lui aurais donné le baquet qui est revenu à Liam Lawson chez Red Bull. Il aurait été un meilleur coéquipier pour Verstappen.* » Il ne reste qu'à le prouver. ■

Hadjar, la nouvelle star?

Le rookie français de 20 ans est promis à un bel avenir. Sanguin mais attachant, il pourrait faire souffler une brise rafraîchissante sur la saison qui s'ouvre cette semaine en Australie.

J'AI LE DROIT d'avorter

MON CORPS MON CHOIX

L'ÉVIDENCE NE DEVRAIT PAS ÊTRE UN COMBAT.

SOUTENEZ NOS ACTIONS EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES. FAITES UN DON SUR [FONDATIONDESFEMMES.ORG](https://fondationdesfemmes.org)

FONDATION DES FEMMES



Côté montagne:
Charles Dubouloz
et Jean Sulpice
au col de
la Colombière
le 26 février.



Côté cuisine:
le chef de
l'Auberge du Père
Bise donne ses
tours de main
à l'alpiniste.

Les fines gueules de la Pierra Menta

L'alpiniste Charles Dubouloz et le chef étoilé Jean Sulpice s'attaquent aux 10 000 mètres de dénivelé de la course savoyarde. Sans ambition mais avec appétit.

SKI AVENTURE

MICKAËL CARON

CHARLES DUBOULOZ N'AVAIT pas prévu de participer à la 39^e édition de la Pierra Menta, quatre jours d'efforts intenses à ski, de mercredi à samedi, à partir de la station d'Arêches-Beaufort (Savoie). Au programme de cet alpiniste chevronné figurait plutôt une grosse séquence d'escalade. Mais il s'est laissé convaincre par un copain, un voisin et une figure locale. Trois façons de désigner la même personne : le chef doublement étoilé Jean Sulpice qui, lors d'un récent repas dans son établissement avec vue sur le lac d'Annecy, l'Auberge du Père Bise, lui a demandé : « *Tu fais quoi dans un mois ?* » Ces quelques mots ont suffi à bouleverser le programme de fin d'hiver du guide de haute montagne.

Celui-ci savait où il mettait les pieds : ensemble, ils ont parcouru le Mont-Blanc, et pratiquent le vélo et le ski de randonnée plusieurs fois par mois. Alors, le fait d'avoir un seul entraînement commun depuis qu'ils ont décidé de s'inscrire à la Pierra Menta ne constitue pas un obstacle à leurs yeux. « *C'est son métier, j'ai confiance en lui* », lance le cuisinier de 46 ans, qui y a déjà participé l'an dernier avec un ami sexa-

généaire. Il ne savait pas, alors, que ce serait un « *repérage* » : « *Chaque matin au coup de sifflet, il faut être prêt à quatre heures d'effort en surrégime*. » Rien d'effrayant quand on assure deux services quotidiens pour les fines bouches qui s'attablent chez lui. Deux activités qui requièrent « *anticipation, précision et concentration* ».

Excellent cycliste, l'ami de Romain Bardet a terminé 141^e de l'Étape du Tour de France, en 2019 à Val-Thorens, parmi la crème des amateurs. Le sport est son mode de vie ; le dépassement, un horizon nécessaire pour « *rester dans le match* » avec son fils, Paul, 17 ans, qui a participé cette semaine aux championnats du monde de ski-alpinisme. Jean Sulpice a une idée derrière la tête : participer avec lui à la Pierra Menta dans trois ans, en guise de « *cadeau d'anniversaire* » pour ses 50 ans.

L'Auberge du Père Bise étant fermée chaque année en janvier, le patron est libre d'augmenter son volume d'entraînement, « *toujours au contact de la nature* ». Qu'il enfourche un VTT ou un gravel ou chausse ses skis, le frère de Patrice Sulpice (numéro un mondial en cyclisme sur piste jusqu'à ce qu'un accident survenu en 1995 le prive de l'usage de ses jambes) vise « *la détente tout en restant dans l'excellence* ». L'épreuve savoyarde, avec quinze sommets au-delà de 2 000 mètres et 10 000 mètres

“
Jean va m'apprendre des recettes que je lui demande assez souvent
Charles Dubouloz

“
L'alimentation nourrit la performance
Jean Sulpice

de dénivelé positif, exige la seconde sans priver de la première la majorité des 200 cordées, qui ne cherchent pas la victoire à tout prix.

Frites surgelées et assaisonnements
Charles Dubouloz, 35 ans, se dit « *impressionné* » par la forme de son aîné, qui le « *tire vers le haut* ». Le duo a « *envie de performance* » mais ne fera pas une course « *effrénée* ». « *Quelques binômes sont des professionnels qui s'entraînent énormément et ont un niveau inatteignable* », soupèse le montagnard, parvenu en 2021 au sommet du Chamlang, dans l'Himalaya, à 7 319 mètres. Entre la 40^e et la 50^e place en haut du Grand Mont, le résultat serait déjà « *fabuleux* ».

L'essentiel est ailleurs, dans le dépassement, l'aventure humaine et le partage. Là-haut, dans un chalet qu'ils partageront avec une quinzaine de proches, les après-midi seront consacrés au repos mais pas à l'oisiveté. « *Jean va m'apprendre des recettes que je lui demande assez souvent* », salive le trentenaire, commis de circonstance. Il part de loin : découragé par les explications trop techniques du chef à qui il avait demandé comment réussir de bonnes frites pour l'anniversaire de sa fille, Charles Dubouloz a un peu honte d'avouer qu'il s'était rabattu sur des surgelées.

Au contraire des cyclistes professionnels, l'aventurier peut s'autoriser un écart. « *Un kilo de plus, ce n'est pas très grave*. » À table, son ami toqué lui glisse parfois : « *Tu peux manger, c'est du bon gras*. » Sa cuisine, « *fine, saine et légère* », d'après le guide Michelin, « *reflète ses besoins de sportif* ».

Pendant la course, pas question de déroger aux bonnes habitudes : Jean Sulpice a sélectionné plusieurs jours à l'avance les légumes et les féculents, les poissons et les viandes blanches qu'il mitonnera pour chaque repas. « *Le casse-croûte est une vraie récompense, il faut qu'il soit bon* », se délecte l'ancien employé de Marc Veyrat. Il a en tête « *les bons assaisonnements* ». Se dépenser ou manger ? Il ne faut surtout pas choisir : « *L'alimentation nourrit aussi la performance. Elle peut être variée, équilibrée et donner du plaisir*. »

Dans son Relais & Châteaux, les services du midi et du soir font deux journées en une. Ce ne sera pas différent sur les pentes enneigées, skis aux pieds le matin, casseroles dans les mains l'après-midi. Jean Sulpice a réparti naturellement les rôles : « *Charles s'occupera du matériel, moi de la cuisine. Ainsi, chacun restera à sa place*. » « *On va se nourrir l'un l'autre* », dit Charles Dubouloz, amusé par ce double sens parfaitement adapté à leur équipe. ■

Pogba est de retour mais reste dans le flou

Le champion du monde 2018 aura purgé sa suspension pour dopage demain. Avant de l'imaginer renouer avec son niveau d'antan, il lui faut trouver un club.

FOOTBALL

SOLENN CHERRIER

MARDI, PAUL POGBA pourra rejouer au football. Il aura purgé sa suspension de dix-huit mois pour un contrôle positif à la DHEA (produit pouvant stimuler la production de testostérone) en août 2023 – la durée initiale de quatre ans a été réduite en appel par le Tribunal arbitral du sport. Quatre jours plus tard, le champion du monde 2018 soufflera ses 32 bougies. Le temps file et pourtant, s'il est libre de s'engager depuis la résiliation de son contrat avec la Juventus Turin mi-novembre, rien ne s'est décanté cet hiver. Il y a eu des propositions, évidemment, mais pas toutes opportunes (Russie). Certains clubs (OM) ont pensé à lui avant de soupeser la réelle plus-value à se lester d'un gros salaire à court de compétition pour une dizaine de matchs au mieux...

Il y a désormais deux options : intégrer un championnat qui vient de commencer ou attendre la fin de saison

ailleurs, en Europe voire en Arabie saoudite. La première se limite au Brésil, où les Corinthians se sont renseignés, et surtout à la Major League Soccer, le championnat nord-américain dont le marché referme le 23 avril. À l'Inter Miami ? Depuis octobre, Pogba et sa famille se sont posés dans leur appartement du centre de la mégapole floridienne. Il y a deux semaines, il a rencontré le propriétaire de la franchise, David Beckham. Le Français en a fait la publicité sur les réseaux, ce qui a relancé les spéculations. Pourtant, même si l'Inter a encore le droit à un *designated player* (joueur au-dessus du plafond salarial), en plus de Lionel Messi et de Sergio Busquets, il n'y aurait a priori rien entre les deux parties.

539 minutes jouées depuis la séquestration

En début d'année, le milieu formé au Havre espérait que les diverses discussions en cours déboucheraient au plus vite. Davantage pour retrouver une vie de groupe, après des mois à « *charbonner* » tout seul, que par nécessité de

clarifier son avenir, forcément flou au-delà du court terme. Beaucoup d'incertitudes entourent son niveau, alors que son retour en équipe de France suscite des fantasmes avec le Mondial 2026 à l'horizon. L'International aux 91 sélections, la dernière il y a trois ans, n'a pas disputé une minute depuis le 3 septembre 2023. Il avait aussi très peu joué les dix-huit mois précédents. Moins de six matchs complets (539 minutes) sur cette période.

Le tournant a eu lieu mi-mars 2022. Au soir de ses 29 ans et d'un 8^e de finale de Ligue des champions contre l'Atlético de Madrid, sa maison de Manchester avait été cambriolée alors que ses enfants étaient là. Dans la foulée, en



PAUL POGBA/INSTAGRAM

amont du rassemblement de l'équipe de France, il avait été séquestré dans un appartement en Seine-et-Marne. Point de départ de l'affaire Pogba. Un mois plus tard, il se blessait contre Liverpool, ses adieux à United. Avec la Juve, il n'a ensuite disputé que 12 bouts de match, ratant aussi le Mondial au Qatar avec les Bleus après avoir été opéré du genou. Le physique, le mental : un tout.

Avec le jugement du 19 décembre, qui a condamné son frère Mathias à un an de prison ferme (aménagé avec placement sous bracelet électronique) et cinq amis d'enfance à des peines allant jusqu'à huit ans, il a pu « *tourner la page* ». Reste à ouvrir celle du premier jour du reste de sa carrière. ■

Paris déroule, Liverpool se cherche

À trois jours du 8^e de finale retour de la Ligue des champions, le PSG et Liverpool ont géré, et peaufiné leur avance en tête de leurs championnats respectifs. Paris, fortement remanié et secoué en seconde période, s'est imposé à Rennes (1-4), prolongeant son invincibilité en L1. De leur côté, les Reds ont confirmé qu'ils étaient loin d'être irrésistibles en ce moment. Y compris à Anfield, où ils étaient menés à la pause par la lanterne rouge, Southampton. Moins de 72 heures après leur master class ayant mené au casse du siècle, Alisson et Van Dijk ont été fautifs. Liverpool a réagi mais il a fallu deux pénalités. Surclassés comme rarement à l'aller par le PSG, les Anglais ont fait un grand pas vers les quarts de la C1 en trouvant la main molle de Donnarumma sur leur unique occasion : les statistiques leur donnent 85 % de chances de passer. À condition de montrer autre chose. Dans le contenu, la dynamique est parisienne.



LIVRES

Rencontre exclusive avec Ambre Chalumeau. La chroniqueuse fait une jolie entrée en littérature avec un premier roman, portrait de la génération d'aujourd'hui. **P. 32**



ÇA C'EST LA FRANCE

Les hôtels de luxe se rapprochent du monde de l'art pour proposer des alternatives aux sempiternelles retraites wellness. **P. 35**



ÇA RESTE ENTRE NOUS

Premier humoriste à remplir le Vélodrome, Redouane Bougheraba fend l'armure et se confie sur ses succès, son enfance et son cocon londonien. **P. 39**

SEBASTIEN LEBAN POUR LA TRIBUNE DIMANCHE, RICHARD HAUGHTON

LA TRIBUNE DIMANCHE

MARIE DRUCKER

« La joie et le bonheur sont non négociables »

RENCONTRE

Celle qui a incarné l'information pendant des années la fuit aujourd'hui. Sourde aux injonctions, elle trouve dans la littérature un équilibre salvateur.

PROPOS RECUEILLIS PAR **AURÉLIE MARCIREAU**

C'est une femme qui s'échappe toujours au moment où vous pensez pouvoir la situer. Sauf ce matin de février, elle est bien là, tout sourire, dans le café parisien où elle salue tout le monde. Si le conseil lui a été donné un jour de ne pas « brouiller [son image] », Marie Drucker ne l'a pas suivi et l'assume. Pendant plus de quinze ans, elle est apparue à la télévision présentant *Soir 3*, le

20 Heures et des émissions spéciales sur le service public. Elle a également travaillé à Europe 1 et RTL. En 2016, elle décide d'arrêter le journalisme et fonde sa société de production de documentaires (No School Productions). Depuis, elle a coécrit un scénario de long-métrage et même joué dans plusieurs films et séries! Elle a également écrit un livre d'entretiens sur Dieu avec Frédéric Lenoir, deux autres sur le bien-être et la maternité avec Sidonie Bonnet et l'an dernier un livre de cuisine, elle publie cette fois un essai

sur sa famille et la question de l'identité. Marie Drucker y parle de l'histoire de ses grands-parents ashkénazes, des transmissions nécessaires et interroge la notion d'identité. Elle présente toujours une émission sur les crimes le samedi (*Au bout de l'enquête - La fin du crime parfait?*, à 14 heures sur France 2) mais veut aller vers le cinéma. Fille de patron de télévision (Jean) et nièce d'une star du petit écran (Michel), celle qui a longtemps incarné l'information confesse dans le livre la fuir aujourd'hui. Elle porte en (suite page 26) ►►

RENAUD CORLOUËR

TÊTE D'AFFICHE

Le nouveau récit de Marie Drucker est une histoire de transmission familiale.



RENAUD CORLOUER

étendard sa liberté et sa joie de vivre. Eh oui, elle l'admet : même si elle refuse d'être engloutie par le déluge d'informations et la violence du monde, ils arrivent quand même jusqu'à elle. Mais littérature et fiction restent les abris de cette femme directe, curieuse et volontaire.

Quelle surprise, ce livre! Vous qui avez cette image si pudique, réservée, vous dévoilez des choses intimes sur vous et votre famille... C'est drôle, beaucoup de gens me le disent alors que je n'ai pas l'impression de livrer des choses extrêmement intimes! Je raconte des pans de l'histoire de ma famille mais pas tout (je ne sais pas tout) et pas tout ce que je sais. Après, ce qui lie un livre à son lecteur est quelque chose qui échappe à l'auteur!

Vous écrivez que, après le 7-October, ce livre a été « une nécessité plus forte que [votre] pudeur et [votre] réserve ». Comment définissez-vous ce besoin... impérieux? Impérieux et immanent. Impérieux car cela s'est imposé à moi. Et immanent, car – je découvre l'exercice de la littérature – le texte est advenu malgré moi. Mais ce livre a son histoire propre, celle des « héritiers » de cette histoire, de l'identité juive et de ce qu'ont vécu mes grands-parents, finalement, quasiment toute leur vie. Le 7-October est un élément, sans doute un déclencheur, mais mon livre est avant tout une histoire familiale, personnelle, de transmission de cette identité-là... mais celle d'autres aussi. Mes réflexions n'excluent pas les autres identités.

Vous décrivez l'exil depuis l'Est de vos grands-parents. Pendant la guerre, votre grand-père paternel est médecin dans les camps de Compiègne et de Drancy et survit. Quant à votre grand-mère, elle est sauvée, incroyable histoire, sur un quai de gare par l'oncle de Patrick Le Lay (futur patron de TFI). « Mon existence est le fruit du hasard, j'ai conscience de cela depuis l'enfance », écrivez-vous. Vraiment? Ce jour-là, ma grand-mère, avec mon père de 1 an dans les bras et enceinte de Michel, aurait dû être arrêtée et déportée. Nous en parlions souvent, avec mes parents, du destin au sens de : « On aurait pu ne pas être là. » C'est quelque chose d'assez vertigineux et en même temps d'extrêmement joyeux en ce qui me concerne.

Qu'est-ce que cela entraîne? En quoi cela oblige?

Je ne sais pas si c'est cela... Mais pour moi, la joie, le bonheur sont non négociables.

Est-ce cela qui induit cette liberté « non négociable » dont vous parlez dans le livre? C'est une transmission, là aussi. Mes parents m'ont transmis le goût de la liberté, de l'indépendance. Toute ma vie, j'ai été vers mon désir, mon risque, en travaillant énormément. À une époque, je travaillais à la radio et à la télé, des gens certainement bien intentionnés

me disaient : « *Mais tu vas brouiller ton image!* » Cela me faisait rire parce que je me sentais tellement éloignée de cette idée d'avoir une certaine image à construire ou à maintenir. Plus on me le répétait, plus je me disais : « *Ah mais donc en fait, j'ai complètement raison!* » [Rires.]

On sent dans ce livre votre inquiétude sur l'interprétation qui va en être faite dans la période inflammable que nous vivons... Ce n'est pas un livre pour les Juifs, qui ne s'adresserait qu'à eux. Pas du tout. C'est une proposition, une main tendue pour proposer modestement une réflexion sur ce que c'est que d'être ensemble, de cohabiter dans une société complexe, malmenée et malmenante. Je voulais montrer que cette notion d'identité est polymorphe, plurielle, évolutive, impermanente. Elle bouge et échappe à soi...

Il y a un moment très fort dans le livre quand vous racontez, chez vos parents, le cadre dans le placard de la bibliothèque avec les étoiles jaunes de vos grands-parents paternels « léguées » à leurs fils... Ils disent « *nous léguons* », pas « *nous donnons* ». « Léguer » est un mot beaucoup plus

de paradigme! Je vis une période, personnellement, de grande liberté. Je n'aurai pas l'énergie de me confronter encore ou à nouveau à la violence des soubresauts du monde et de notre société. Je m'en tiens éloignée.

Et quand vous regardez le paysage médiatique...

Je ne le regarde pas, ce paysage. Je regarde le vrai paysage...

Mais les maisons dans lesquelles vous avez travaillé... Europe 1, iTélé (devenue CNews), ce qu'elles deviennent? Je ne vois pas ce que ça devient. Je ne dis pas cela pour botter en touche. Les gens qui me connaissent disent que ce n'est pas possible d'être déconnectée à ce point. Mais si! Je n'ai pas de tablette, pas d'application sur mon téléphone, pas de notifications. Je refuse depuis dix ans de me laisser envahir par l'information si je n'ai pas choisi mon moment, mon intérêt, mon support, mon média. D'ailleurs, la puissance est telle qu'il y a quand même des informations qui arrivent jusqu'à moi alors que je ne les ai vraiment pas cherchées.

« J'ai voulu me libérer de la tyrannie du temps court »

fort, il y a la notion de devoir en faire quelque chose. Mais finalement, je suis – je ne sais pas si c'est le mot et s'il faut le mettre entre guillemets – « heureuse » d'y avoir eu accès car, ainsi, à bas bruit, ce cadre a fait un chemin, je pense, important pour arriver jusque dans ce livre.

Vous l'avez écrit pour votre fils?

Je l'ai écrit pour moi, déjà! [Sourire.] Et pour rétablir mes grands-parents dans toutes leurs identités, leur courage, et à travers eux beaucoup d'autres exilés, persécutés dans leur identité et leur droit à exister. J'aime bien l'idée que ce soit un témoin, comme dans un relais, de transmission.

Vous revenez aussi sur une part de votre identité, le journalisme, quitté il y a presque dix ans maintenant... J'ai fait mon dernier 14-Juillet en 2016! Très honnêtement, je ne voyais plus ma place, mon utilité si tant est que j'en aie eu une. Réaliser des documentaires me plaisait. Et puis j'ai voulu me libérer de la tyrannie du temps court que j'avais embrassée avec ce métier à 19 ans. J'avais envie de revenir à une autre forme de liberté, changer de rythme et de vie. Je voulais vraiment me rapprocher du temps long, de la profondeur des choses.

Aucun regret depuis?

Jamais. Ce que je fais depuis dix ans m'a emmenée sur des chemins tellement passionnants et enrichissants intellectuellement, psychologiquement! Pour reprendre une expression à la mode, c'est un changement

Dans cette période compliquée, comment retrouver ou conserver la joie dont vous parlez dans le livre?

Ma liberté, c'est de conserver ma part de joie, de confiance en la vie. Je refuse de penser que nous l'avons perdue. Ce qui ne veut pas dire que je n'ai absolument pas conscience – vous avez vu le contenu du livre – de ce qui se passe autour de moi.

Qu'avez-vous envie de faire demain, après-demain?

Je veux continuer à écrire, mais je ne peux en dévoiler plus pour le moment. Je vais aussi écrire pour le cinéma et j'aimerais bientôt passer à la réalisation, réaliser mon propre film.

Vous racontez être allée voir Serge Klarsfeld pour en savoir plus sur ce qu'a fait votre grand-père paternel dans les camps. Il vous dit : « Vous pouvez dormir tranquille, Abraham Drucker s'est bien comporté. » Vous étiez vraiment tourmentée?

C'était il y a très longtemps, vingt ans peut-être! À l'époque, je n'avais ni fait de travail de recherche ni vu les témoignages en sa faveur, même si j'ai toujours entendu – et même rencontré – des gens qui me disaient : « *Mon grand-père a été sauvé de la déportation par le vôtre.* » Mes oncles ont reçu beaucoup de courriers, tout au long de leur vie, de gens attestant cela. Mais, comme il y a des sites antisémites pleins de ces horreurs et que ma famille avait déjà une certaine notoriété... Au fond de moi, je n'avais pas de doute. Mais je prenais un risque quand même à aller le voir et à peut-être entendre des choses pas agréables. ■



EN QUÊTE D'IDENTITÉ

Dans ce court essai, Marie Drucker remonte le temps pour retrouver ses racines d'Europe de l'Est et d'Europe centrale : Abraham et Lola du côté de son père, Alexander du côté de sa mère, qui épousera Paulette en France. Autant de personnalités farouchement attachées à la France, sa langue et ses valeurs, qui apprennent à leurs enfants la droiture. L'autrice cherche avec – et grâce à – eux ce qu'est cette identité juive qui la façonne en partie mais ne l'enferme pas et entend parler pour ceux « *qui ont fait le choix de l'identité française ou de vivre leur identité en France* ». Un livre sur l'héritage, la liberté, les choix de vie et celui de vivre ensemble. ■

Nos cœurs déracinés, de Marie Drucker, Grasset, 154 pages, 17,50 euros.

Le crépuscule éblouissant de Pamela Anderson

Gia Coppola met en scène une danseuse des années 1990 à Las Vegas confrontée au déclin de son monde, celui du cabaret.

MARC-AURÈLE GARREAU

★★★★☆

Est-ce que le coucher de soleil était plus beau que son lever ? C'est ce que semble nous suggérer Gia Coppola avec son nouveau long-métrage, *The Last Showgirl*. Dans les pas de son illustre aînée, la réalisatrice y porte une intention proche de celle de *Somewhere* de Sofia Coppola, Lion d'or en 2010. Quinze ans plus tard, en écho à cette errance d'une star hollywoodienne à Los Angeles, *The Last Showgirl* fait quant à lui le portrait d'une danseuse de revue confrontée à la fin de son monde, la disparition du dernier spectacle de cabaret de Las Vegas.

Gia Coppola confie à Pamela Anderson le rôle-titre de ce crépuscule. L'actrice y est Shelly, showgirl vieillissante à la poursuite d'un prestige aujourd'hui lointain, reprenant inlassablement l'aile déchirée de son habit de scène. Convaincue que, face à la vulgarité et la nudité provocatrice contemporaines, la beauté des costumes, la grâce de la danse et l'éternel sourire sous les paupières fardées perpétueront la tradition centenaire de la « revue ».

Nommée aux Golden Globes 2025

Le portrait de Shelly ouvre aussi sur ceux de ses compagnons de galère. Celui de sa meilleure amie, danseuse reconvertie serveuse et accro au jeu, formidablement incarnée par Jamie Lee Curtis. Celui de ses deux jeunes collègues aussi, épargnées par la nostalgie douce-amère dans laquelle se love Shelly. Sans oublier Eddie, son régisseur, interprété par un Dave Bautista tout en délicatesse. Avec son éblouissante photographie, qui fond aux lumières de Las Vegas la beauté fragile de Pamela Anderson et illumine cette galerie touchante de personnages abîmés, *The Last Showgirl* livre alors une chronique saisissante de la classe laborieuse américaine.

Pamela Anderson, icône des années 1990 dévaluée par cette même industrie qui l'a d'abord faite superstar et sex-symbol, compose une très belle performance pour cette ultime révérence. Elle confirme dans ce film son talent d'interprétation, mêlant à une naïveté touchante une force renversante. Et offre, avec et sans fard, un portrait féminin à l'accent personnel,

à la fois ancré dans sa réalité socio-économique et très joliment éthéré. Nommée aux Golden Globes 2025, Pamela Anderson rejoint ainsi au plus haut niveau ses pairs, comme Mikey Madison dans *Anora* et, très proche sur le plan « méta », Demi Moore dans *The Substance*.

The Last Showgirl s'embarrasse néanmoins dans son dernier tiers d'une intrigue superflue. Une situation que la narration s'efforce alors de résoudre précipitamment, au prix d'une chute brutale de l'altitude cinématographique à laquelle le film s'était hissé. Comme si, à l'instar de Shelly souffrant de la désertion de son public, Gia Coppola craignait que les specta-

teurs ne viennent en salle qu'à la condition d'un happy end, dont le cinéma indépendant américain peut largement se passer. Mais, accrochée à son rêve, Pamela « Shelly » Anderson redresse finalement par sa trajectoire lumineuse, et avec une scène magistrale face à l'impeccable Jason Schwartzman, la course de tout le film, tragédie hypnotique d'un personnage bouleversant vers son soleil couchant. ■

The Last Showgirl, de Gia Coppola, avec Pamela Anderson, Jamie Lee Curtis, Dave Bautista, Brenda Song, Kiernan Shipka, Billie Lourd, Jason Schwartzman. 1h29. Sortie mercredi.



L'actrice, icône des années 1990, incarne Shelly, une showgirl vieillissante.

SON PICTURES ENTERTAINMENT FRANCE

Miracles à Naples

La vie qui passe, les souvenirs qui restent hantent le film de Paolo Sorrentino. Désenchanté mais sûr de son geste.

ALEXIS CAMPION

★★☆☆☆

Il dit vivre à Rome « par commodité », haussant les épaules comme s'il n'avait eu d'autre choix. Et qu'importe si ses productions les plus connues (la série *The New Pope* et le film *La grande bellezza*, oscarisé en 2014) chantent la grandeur et la décadence de la capitale italienne. Pour Paolo Sorrentino, c'est Naples, où il a grandi, qui l'inspire le plus profondément.

Dans *Parthenope*, il la magnifie de façon allégorique, concentré sur le destin, des années 1950 à nos jours, d'une femme à la beauté fabuleuse, pin-up intello et prénommée Parthenope justement, d'après le nom antique de la ville... Intelligente, solaire, libre mais irrémédiablement seule, mélancolique. Une personnalité contradictoire que l'on devine proche de celle du cinéaste aussitôt que l'on croise son regard de cocker désenchanté.

Faut-il en déduire que ce film reflète sa crise de la cinquantaine à lui ? Entre deux bouffées d'un gros cigare, il sourit. « À 50 ans j'ai compris que la beauté d'une vie ne se mesurait pas à sa longueur mais à son ampleur. La part sacrée de nos existences, au bout du compte, ce sont les souvenirs qui nous restent, faisant de nous, rétrospectivement, les héros d'une épopée. »

Naples, pour lui, est « une somme de contradictions, constituée de beaucoup de strates avec son ironie et sa tendance à se plaindre... Ce n'est pas par hasard si Naples a donné tant de grands acteurs à l'Italie. Elle est excessive. Tout son chic est dans le trop. Trop de bruit, trop de gens, trop de chaos. C'est une merveille qui vire facilement au cauchemar ».

Dépourvu d'intrigue digne de ce nom, le film nous y balade deux heures durant, sûr de ses ralentis et de ses plans aussi larges que clinquants sur sa baie, ses palais, son scintillement permanent. Excessif lui-même ? « Il est possible que je nourrisse le désir infantile de saturer les gens, de les écœurer plutôt



STEFANO RELLANDI/AFIP

que de leur faire plaisir : j'aime les films excessifs, et cela avait du sens ici pour dire combien la vie est longue, fatigante. »

De tous les plans ou presque, la jeune mannequin Celeste Dalla Costa endosse le rôle de Parthenope avec une patience infinie qui, chemin faisant, s'étire et s'assimile à celle du spectateur dérouté par tant d'esbroufe. Abreuvé de cartes postales mais plaisamment réveillé, ici ou là, par les apparitions de personnages hauts en couleur flirtant tous avec la caricature : une actrice défigurée par la chirurgie esthétique, un cardinal assez pervers pour prétendre faire des miracles, un universitaire tenté d'y croire, etc. Ce rythme contemplatif ayant assommé plus d'un critique à Cannes, on demande à Sorrentino ce qu'il répond à ceux qui lui reprochent son esthétisme publicitaire. « Je ne me pose pas de

limites, j'essaie juste de partager des émotions. Pour moi, la publicité relève d'une démarche très différente que je connais bien car j'en fais beaucoup. » Hermétique aux critiques, il évoque sa « dette » envers Federico Fellini et Jean-Paul Sartre. « Je me souviens, adolescent, d'avoir lu sous sa plume : "Voilà ce que je voudrais, les étonner tous." Ça m'avait marqué. Et de Fellini, j'ai toujours adoré la manière de faire passer le récit pour complètement secondaire par rapport à l'impact de ce que voit le spectateur... »

Gratuite et malaisante

Admettons l'audace, très formelle quand l'ambition de son héroïne, elle, consiste à devenir anthropologue... Une discipline dont elle ne trouve jamais la définition exacte mais dont on comprend qu'elle a beaucoup à voir avec celle du réalisateur. Il acquiesce. « Le film suggère que l'anthropologie, c'est l'art de voir, effectivement c'est aussi la définition du cinéma. » Voire...

Pourquoi Sorrentino, assumant sa fascination pour une bourgeoisie ultra-privilégiée, a-t-il voulu filmer, dans *Parthenope*, « la grande fusion », une longue scène gratuite et malaisante dans laquelle deux jeunes sont contraints de faire l'amour devant leurs familles respectives ? Le cinéaste répond avoir pioché son inspiration dans une histoire de rois de France. On insiste, tant la scène relève, à nos yeux, du porno chic dépourvu de sens. Il esquivé. « J'ai tendance à croire que le cinéma est plus merveilleux qu'horrible. » Est-ce pourquoi son film tient à distance l'Italie prolétarienne, ici cantonnée à son amour du football, son franc-parler et des bas-fonds fantasmés ? « C'est une Italie que je connais moins. » Dommage, *Parthenope* y aurait sans doute gagné en consistance. ■

Parthenope, de Paolo Sorrentino, avec Celeste Dalla Costa, Silvio Orlando, Gary Oldman. 2h16. Sortie mercredi.

AUTOPSIE D'UN VIOL

★★★★★

C'est, à la première personne du singulier, l'histoire d'une journaliste qui, après avoir été violée, décide que ce crime ne restera pas impuni. Le tout dans son pays, le Japon, où le mouvement MeToo n'a rencontré que fort peu d'écho. Shiori Ito adapte et prolonge ainsi son propre livre (paru en France aux éditions Picquier en 2019), avec *Black Box Diaries*, un documentaire coup de poing. Drogée puis violée après un dîner professionnel, la journaliste part à la recherche d'éléments et de témoins capables de vaincre les réticences de la police à enregistrer sa plainte. Caméra et micro cachés, entretiens téléphoniques, tout y passe pour mener à bien son enquête et remonter jusqu'à l'auteur des faits, aussi proche du pouvoir qu'a priori intouchable. Si elle parvient à faire évoluer la loi japonaise sur le viol inchangée depuis... 1868, elle a échoué cependant à faire sortir son film en forme de réquisitoire implacable et glaçant dans son propre pays. AUC.

Black Box Diaries, de Shiori Ito. 1h42. Sortie mercredi.

CAS D'ÉCOLE

★★★★☆

Le film du Norvégien Halfdan Ullmann Tondel (petit-fils de l'actrice Liv Ullmann et du réalisateur Ingmar Bergman) *La Convocation* a remporté lors du dernier Festival de Cannes la prestigieuse Caméra d'or, qui récompense un premier film. Faisant le pari audacieux d'un huis clos, il raconte la façon dont un groupe de parents d'élèves s'empare d'une dispute qui a opposé deux écoliers. Avec un casting mené tambour battant par l'actrice Renate Reinsve, Prix d'interprétation féminine à Cannes en 2021 pour *Julie (en 12 chapitres)*, le réalisateur parvient à rendre palpable l'extrême tension qui s'instaure au fil des discussions, tandis qu'on ne voit jamais les enfants, laissés hors champ. Et, même si on peut regretter la dissonance que crée l'excès de rebondissements en fin de récit, on reste fasciné par cet incroyable portrait d'un groupe humain en crise ouverte. AUC.

La Convocation, de Halfdan Ullmann Tondel, avec Renate Reinsve, Ellen Dorrit Petersen, Thea Lambrechts Vaulen, Endre Hellestveit. 1h57. Sortie mercredi.

SCÈNES

Esmeralda Manzanos et Álvaro Madrid sont Carmen et Don José.



JESUS VALLINAS

« Carmen », passion andalouse

Librement inspiré de l'opéra de Bizet, l'inusable ballet flamenco conçu par Antonio Gades et Carlos Saura fait son retour en France.



ARNAUD BERTEREAU

MÉLANCOLIES DE L'EXIL

★★★★☆

Né en 2023, ce spectacle a tourné, mûri. Il n'a rien perdu de sa force bouleversante ni de sa simplicité apparente. Une jeune comédienne née en France dans une famille originaire de Turquie, Hatice Özer, signe et joue cette pièce. Elle a fait des études d'arts plastiques, et de théâtre auprès de Stanislas Nordey. Son père s'est exilé en 1986, pour que ses enfants puissent s'épanouir. Artisan, installé dans le Périgord, devenu ouvrier, Yavuz Özer pratique la musique et le chant, s'accompagnant au saz, un luth à long manche, nommé baglama dans sa langue. Ici, fille et père se répondent. Hatice, toute de grâce et de sourires, fière et protectrice, donne une place rayonnante à Yavuz, qui déploie, de sa voix ferme et tendre, les mélancolies et les douleurs de tout exil. C'est très beau. ■

ARMELLE HÉLIOT

Le Chant du père, jusqu'au 15 mars au Théâtre du Rond-Point, du mardi au vendredi à 20 heures, le samedi à 19 heures. Durée: 1h15. Tél.: 0144959800. theatredurondpoint.fr

ALEXIS CAMPION

★★★★☆

Dans la banlieue sud de Madrid, à Getafe, tout paraît périphérique et enchevêtré, usines, zones commerciales, logements sans âme... Le groupe Airbus déploie là l'un de ses plus gros sites de fabrication en Europe après Toulouse. Heureusement, au centre de l'agglomération, on trouve le Teatro Federico García Lorca et sa bâtisse attenante, ancienne, vaste, et c'est bien le cœur ardent d'une Espagne éternelle qui bat là.

C'est là, en effet, précisément dans un ancien moulin mis à disposition par la municipalité locale, que la Fondation Antonio Gades a posé ses valises et ses archives voilà déjà près de vingt ans. À l'époque, Antonio Gades, maestro de la danse espagnole, venait de mourir en laissant derrière lui sa légende intouchable, forte d'une série de ballets pétris de flamenco tous applaudis de par le monde: *Carmen* et *Noces de sang* bien sûr, créés sur scène et au cinéma avec le cinéaste Carlos Saura, mais aussi *Fuenteovejuna*, *Fuego*, *Don Juan*, *Suite flamenca*. Tous firent le tour du monde deux fois plutôt qu'une du vivant de Gades, et ce n'est pas fini!

Aujourd'hui encore, c'est en effet ici, à Getafe, que cette fondation œuvre à faire revivre ces grands classiques au geste près, et chaque fois avec de nouveaux danseurs. Cette année, *Carmen*, créé en 1983 et plusieurs fois remonté depuis, revenu à Paris dans les années 1990 et 2000 puis en 2015, effectue ainsi son grand retour. Demandées dans le monde entier, ces reprises permettent à la fondation de financer son école de danse, ses archives et surtout ses productions. Cette petite entreprise, à la fois mémorielle et artistique, associative et privée,

n'existerait pas sans le dévouement de tous les instants d'Eugenia Eiriz, cinquième et dernière épouse de Gades. « Je suis tombée amoureuse de Gades à l'âge de 10 ans, lorsque j'ai vu Carmen à sa création avec mes parents », nous dit-elle, droite dans ses souvenirs, précisant d'un sourire en coin ne l'avoir réellement rencontré que vingt ans plus tard et être alors devenue très vite sa femme puis, après deux ans de mariage, sa veuve.

Aujourd'hui, Eugenia Eiriz reste ambassadrice à vie de la fondation qu'elle codirige avec Maria Esteve, fille de Gades. « Notre mission dépasse l'univers de la danse. Faire découvrir le monde d'Antonio Gades aux générations suivantes est un honneur et un devoir car ses spectacles portent l'esprit de Lorca, mort en 1936, l'année où Gades est né, en pleine guerre civile. Par la suite, son œuvre a changé le regard du monde sur l'Espagne alors qu'elle sortait de la dictature franquiste. »

Intarissable sur le parcours d'exception de Gades – son engagement communiste, sa passion pour la navigation et pour Cuba, son art pétri de folklore et de modernité, sa complicité avec Picasso, Tàpies ou Miró qui, tous, l'admiraient... – Eugenia Eiriz ne s'excuse pas de « remonter » une fois de plus *Carmen* en tournée, quand bien même elle admet que d'autres ballets de référence tombent un peu dans l'oubli. « Carmen, c'est aussi *Mérimée* et *Bizet*, pas seulement Gades et Saura, une œuvre rare

qui a su concentrer les inquiétudes de l'humanité quand la liberté, la passion et la jalousie s'emmêlent. Son succès a sans doute fait de l'ombre à d'autres créations. Mais Antonio savait bien que cette histoire à part a un charme universel, et il en était fier! »

Combinant la partition de Bizet avec le cante jondo de cinq musiciens dont le chanteur Alfredo Tejada, l'ultime production de *Carmen* par la fondation Gades affiche seize danseurs de tous âges dont Esmeralda Manzanos et Álvaro Madrid dans les rôles principaux (Carmen et Don José). Tous répètent sous la direction de Stella Arauzo,

ancienne soliste de la compagnie qu'elle a elle-même intégrée à 17 ans en 1981. C'est peu dire que cette danseuse au regard vif a bien connu Gades, pour qui elle a tout incarné, souvent en tant que soliste, dans *Carmen* après Cristina Hoyos, *Noces de sang*, *Fuego*, etc. Les danses précises de Gades, dessinées au gré de claquements de mains et de pieds, sont sa vie. « Ce n'est pas la virtuosité des pas spectaculaires qui importe le plus, c'est l'intensité et la présence de chacun des danseurs », nous dit-elle. La barre

est haute mais sa troupe est soudée. « Antonio pouvait être très dur dans le travail. Quoi qu'on en dise, son exigence nous a laissé quelques miracles comme ce Carmen. » ■

Carmen par la compagnie Antonio Gades sera à Paris salle Pleyel du 21 au 23 mars. La tournée française passe également par Lyon (11/3), Strasbourg (12/3), Annecy (16/3), Nice (18/3), Marseille (19/3) et Nantes (25/3).

“
C'est une œuvre rare qui a su concentrer les inquiétudes de l'humanité quand la liberté, la passion et la jalousie s'emmêlent

Eugenia Eiriz, fondation Antonio Gades

UNE CHANSON DOUCE

★★★★☆

Créé fin 2023 au Centquatre, à Paris, *Les Gratitudes* est inspiré du livre éponyme de Delphine de Vigan. Adapté et mis en scène par Fabien Gorgeart, il réunit, auprès de la lumineuse Catherine Hiegel, les attachantes personnalités du compositeur et interprète Pascal Sangla et de la jeune Laure Blatter. L'histoire est simple: Michka, une artiste, parolière de chansons, vit dans un Ehpad. Elle a du mal à trouver ses mots. Jérôme, l'orthophoniste, se prend d'affection pour cette femme sans autre famille que la jeune Marie, une amie fidèle. Au soir de sa vie, Michka, qui a été cachée pendant la guerre, s'en veut de n'avoir pu remercier ceux qui l'ont sauvée. Ici, aussi grave que soit le propos, les chansons ravivent les souvenirs des protagonistes comme des spectateurs. Aussi simple et bouleversant qu'inoubliable. À voir et revoir. A.H.

Les Gratitudes, jusqu'au 27 avril au Petit Saint-Martin, du mercredi au samedi à 19 heures, le dimanche à 16 heures et les mardis 15 et 22 avril à 19 heures. Durée: 1h20. Tél.: 0142080032. portesaintmartin.com



Catherine Hiegel et Laure Blatter dans l'adaptation du roman de Delphine de Vigan.

RACONTER L'HISTOIRE

★★★★☆

Sylvain Creuzevault, qui triomphe à l'Odéon avec l'adaptation d'un livre de l'écrivain et cinéaste Peter Weiss (1916-1982), *L'Esthétique de la résistance*, travaille depuis vingt ans sur l'Histoire, par la littérature ou les documents. L'auteur de *Marat-Sade* désigne son ouvrage comme un « roman », mais ses trois copieux volumes nous font traverser le siècle. S'appuyant sur un groupe d'une douzaine de jeunes comédiens de l'école du Théâtre national de Strasbourg – avec, en plus, Valérie Dréville et Pierre-Félix Gravière –, Creuzevault a retravaillé son spectacle, l'a allégé et a mis au point un régime de la représentation très allègre. Tableaux vifs, soutien de la vidéo, projection de fragments de paroles du narrateur soutiennent l'attention d'un public passionné. On murmure qu'Ariane Mnouchkine pourrait lui confier la troisième partie d'*Ici sont les dragons*. A.H.

L'Esthétique de la résistance, jusqu'au 16 mars à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, du mardi au samedi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Durée: 4h30, deux entractes inclus. Tél.: 0144854040. theatre-odeon.eu

JEAN-LOUIS FERNANDEZ

LIVRES

KARINE TUIL

« Il ne peut pas y avoir de président juif... sauf dans mon livre »

L'écrivaine nous attrape avec un roman sur le pouvoir – politique, d'abord, mais pas seulement.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNA CABANA

Le premier président socialiste juif, Dan Lehman, vient d'échouer à se faire réélire; il publie *L'Amour et la Lutte!*, une biographie romancée de Karl Marx dans laquelle une scène de fellation de deux lignes au deuxième paragraphe du chapitre 12 éclipse le reste. « Vous êtes resté cinq ans à la tête de l'État. C'est quoi pour vous, le pouvoir? » l'interroge la journaliste de la matinale où il est venu promouvoir son livre. « Ah, ça, c'est Michel Foucault qui l'a le mieux défini lors de l'un de ses cours au Collège de France, au milieu des années 1970. Il a dit, en paraphrasant Clausewitz: "La politique, c'est la guerre continuée par d'autres moyens." »

Karine Tuil en a fait le titre de son nouveau roman: *La Guerre par d'autres moyens*. Mais attention, on est loin d'une enquête ou d'un traité sur le monde politique. C'est un grand roman sur le pouvoir, majuscule et minuscule. Le pouvoir politique,

– question qui lie et délie l'écriture de cette fille d'immigrés juifs tunisiens s'étant choisi les meilleurs maîtres. Ce n'est pas un hasard si, dans le livre, le réalisateur a gardé pour son film le titre du roman de Marianne: *À la recherche du désastre*, lui-même emprunté à un chapitre de *Ma vie d'homme* – de l'immense Philip Roth. Un autre « grand » se voit, lui, dédié le livre: Robert Badinter, ami cher d'une Karine Tuil qui étudia le droit et prépara une thèse – non soutenue – sur la réglementation des campagnes électorales dans les médias. La passion de l'écrivaine pour la chose politique – n'y avait-il pas un conseiller politique dans *L'Insouciance*, un journaliste politique dans *Les Choses humaines*? – n'est pas née avec le personnage, touchantissime, de Dan Lehman...

On perçoit dans ce livre un amour de la politique et même, osons le mot, une estime pour ceux qui la font. C'est suffisamment rare pour que cela nécessite une vérification: a-t-on rêvé? J'aime et je défends les politiques! J'ai beaucoup d'estime, oui, et d'indulgence pour eux, y compris pour leurs faillies. On exige d'eux une forme d'exemplarité. L'intégrité est évidemment nécessaire, mais je me méfie de l'exemplarité, incompatible avec la nature même d'un être humain qui est d'être faillible. J'aime cette expression de Gombrowicz qu'a reprise Romain Gary pour expliquer pourquoi il avait eu besoin de devenir Émile Ajar: « On m'a fait une gueule. » Dans la société médiatique, on vous fait une gueule, surtout en politique, et c'est très difficile d'échapper à cette gueule.



J'aime et je défends les politiques! J'ai beaucoup d'estime et d'indulgence pour eux

Tout est-il dans ce que vous faites dire au conseiller de Lehman: « *Les gens considèrent qu'à partir du moment où tu t'es engagé en politique, ils ont le droit de te dépecer* »?

On n'évoque jamais cette violence-là, comme si ça faisait partie du lot: il est entendu que, quand tu es un politique, tu dois accepter ces lynchages en meute. Cela m'a toujours semblé choquant et absurde. On reproche aux politiques d'être des machines de guerre, mais ils sont obligés de se blinder puisqu'ils vont recevoir des coups et qu'on leur dit que ces coups sont légitimes.

C'est ce que fait valoir Hilda à Nizan dans cette scène paradoxale où elle prend la défense de son mari devant son amant: « La fonction politique détruit la sensibilité et l'empathie. Tu es tellement attaqué que ça devient un réflexe de survie, cette indifférence à tout ce qui t'entoure: ou tu te blindes ou tu meurs. »

Elle n'aime plus son mari, mais quand il est attaqué et rabaisé sur le terrain politique, elle est de son côté.

Diriez-vous comme elle: « Je trouve les gens très durs avec les hommes politiques, ils ont choisi un métier d'intérêt public, ils donnent tout, ils s'en prennent plein la gueule »?

Oui. Je veux pouvoir accorder aux politiques le bénéfice du doute. Je ne pense pas qu'il y ait de la manipulation dans chaque acte médiatique d'un politique. Dan Lehman n'est pas pour autant un saint. Il est manipulateur, séducteur, féroce, mais il est à chaque fois étonné par la violence des réactions. Le livre raconte la solitude du pouvoir.

Et de l'après-pouvoir...

Beaucoup de livres et de films racontent l'exercice du pouvoir, mais pas ce qui se passe après, quand on l'a perdu. C'est cette vulnérabilité qui m'intéressait.

Vous vous êtes amusée à faire faire à Lehman un parallèle entre le monde politique et le monde du cinéma – dans lequel vous avez été immergée pour l'adaptation de vos livres: « À Cannes, tout lui semble factice. Au moins, en politique, c'est vif, nerveux, les batailles d'ego peuvent servir l'intérêt général; ici, la charge narcissique est trop forte. » Dans le monde du cinéma, les ego sont beaucoup plus forts qu'en politique...

Votre ancien président est donc juif. Est-ce à dire que vous pensez qu'un Juif peut être élu président?

Dans mes livres, même quand je décide de ne pas écrire là-dessus, il y a toujours un Juif, un personnage avec une problématique liée à la place du Juif dans la société. Pour répondre à votre question: non, il ne peut pas y avoir de président juif... sauf dans mon livre! [Rires.] C'était jouissif d'écrire ce qui ne peut pas arriver.

« Comment peut-on être juif et de gauche aujourd'hui? Vous ne voulez pas voir le réel? Il n'y a plus de place pour les juifs à gauche. [...] L'extrême gauche est gangrenée par l'antisémitisme. La haine d'Israël, du capitalisme, tout ça n'est qu'une autre façon d'exprimer leur haine du juif! » S'insurge le fils de Lehman après l'agression antisémite subie par son père. Êtes-vous aussi catégorique?

Je pense qu'on peut tout à fait être juif et de gauche. Ça ne veut pas dire que je ne suis pas critique vis-à-vis des prises de position d'une partie de la gauche. Mais il y a quand même des gens à gauche qui tiennent la barre; je me sens proche d'un Jérôme Guedj. Je suis très attachée à un proverbe talmudique qui dit: « *Là où il n'y a pas d'homme, efforce-toi d'être un homme.* » Tout est dit. Cela ne signifie pas être naïf. Mais j'ai envie de croire en une force de proposition et de changement.

Vous connaissez, pour les avoir rencontrés plusieurs fois, deux anciens présidents: Nicolas Sarkozy et François Hollande. Leur avez-vous envoyé ce roman? À Nicolas Sarkozy oui, pas à François Hollande.

Ont-ils été source d'inspiration pour le power couple de votre roman?

Pas consciemment! Ce livre est le fruit d'une observation de vingt ans. Il y a deux ans, j'étais partie, après quatre mois de recherche, pour écrire un livre sur la justice, et cet homme politique s'est imposé comme un surgissement... Je pense que c'est mon meilleur livre, c'est mon préféré en tout cas, peut-être parce qu'il est né de ce surgissement.

« La politique, la littérature et l'alcool ne sont que des moyens de répondre à une seule question: comment vivre? » confie à son dictaphone un Dan Lehman dangereusement alcoolique. Pour restituer le flux de conscience sous l'emprise du manque d'alcool, vous avez opté pour une forme inédite: des paragraphes comme en déséquilibre sur la page, avec une typo qui grossit et rapetisse...

Ça a été un travail de fou pour le compositeur! On parle beaucoup de l'ivresse, mais rarement de l'anxiété du rapport au manque, cette sorte d'étau que tu as dans la poitrine dès le matin. J'ai discuté de ça avec beaucoup d'alcooliques: il y a un moment où le désir d'alcool devient plus important que tout le reste. Je voulais que cette sensation de déséquilibre soit présente jusque dans le texte, pour que le lecteur puisse lui-même se fondre dans la vulnérabilité et dans la souffrance.



Je pense que c'est mon meilleur livre, c'est mon préféré en tout cas

Tous les personnages du livre ont une addiction: antidépresseurs, coke, sexe...

Notre société, qui est extrêmement brutale, fabrique des dépendances. Parce qu'on cherche tous des moyens de supporter l'insupportable. On a tous des formes de dépendance, certains plus que d'autres.

Quelle est la vôtre?

Si je n'étais pas entourée de personnes raisonnables, je pourrais basculer...

Mais comme vous êtes dans la maîtrise...

C'est vrai, mais pas dans l'écriture! Quand j'écris, je ne me maîtrise pas du tout, mais vraiment pas! [Elle plante dans les vôtres des yeux qui réussissent à être incessamment sur le qui-vive sans renoncer à la douceur; les cligne comme pour mieux faire sa mise au point; sourit.] La maîtrise dans la vie, le fait de savoir exactement ce que je veux, c'est pour compenser des peurs constitutives qui font que je me sens très vite insécurisée. Je me méfie de la tranquillité. J'aime l'inconfort. Ça donne quelque chose quand on écrit. ■



FRANCESCA MANTOVANI/GALLIMARD/DALEPHOTO



LA GUERRE PAR D'AUTRES MOYENS

Karine Tuil, Gallimard, 384 pages, 22 euros.

Faire danser les fantômes

Dans ce beau récit porté par la mémoire, la littérature et l'émotion, Thomas B. Reverdy retourne dans le studio où dansait sa mère disparue.

ALEXIS BROCAS

Depuis qu'Homère a entrepris de ressusciter Achille et consorts, la littérature a partie liée à la nécromancie. Elle rappelle aussi à tous les Orphée de ce monde qu'ils auront beau arpenter les Enfers, ils ne ramèneront jamais leur Eurydice à la maison ! Ils continuent pourtant d'y descendre, non plus dans l'espoir de ressusciter l'être aimé, mais parce que le geste même permet de le retrouver, dans la fugacité d'une main tendue vers le néant ou dans le foudroiement d'un souvenir inattendu. Ainsi Thomas B. Reverdy qui, dans ce très beau texte, nous parle de sa mère sans recourir à la religion ou aux médiums, et sans rêver d'éternité par les mots : il préfère s'appuyer sur les humbles pouvoirs de la mémoire et des lieux. Et sur la littérature, qui lui donne des directions et dont une lecture critique lui permet d'extraire des vérités personnelles. Et sur un dispositif, puisque nous habitons une postmodernité où tout est répétition, commentaire, performance. Les éditions Flammarion en ont fait le principe d'une collection « Retour chez soi », dont le nom et les titres tiennent lieu de ligne éditoriale : ce *6 avenue George V* succède au *11 quai Branly* de Mazarine Pingeot.

Tout cela pourrait déboucher sur une installation glacée – et c'est le contraire qui se produit. Car la mère de Reverdy était danseuse et son fils a gardé un souvenir ému de ses moments passés dans le studio où elle s'exerçait.



À quelques jours de ses 50 ans – l'âge auquel elle est morte –, il revient pour une nuit dans ce lieu parqueté. Sans trop en attendre : « *On voudrait des épiphanies. Qu'un biscuit trempé dans du pissé-mémé tiède réveille en soi des galeries entières de personnages bien campés et de souvenirs vécus dans leurs moindres détails. Mais c'est un mensonge complaisant. On voudrait des histoires, des dialogues [...], Proust et Flaubert réunis, et on trouve des clous, de vieilles lattes de parquet blanchies, un piano d'études et des fauteuils solitaires. On voudrait*

des espaces infinis et on ne trouve qu'un silence effrayant. Et des miroirs. »

Tout de même, il s'agit de redonner corps au souvenir, au sens propre, et Reverdy met grand soin à décrire les gestes de sa mère danseuse. Le monde englouti du passé maternel surgit : ce premier fiancé qu'il fallut dix ans pour oublier ; Solange, la prof de danse et son pianiste, « *maestro* » alcoolique qui ne vivait peut-être que par ce surnom ; puis les soirées mère-fils au théâtre, à l'opéra, au ballet, et la figure connexe du comédien Laurent Terzieff, rencontré en plein deuil, et qui sut montrer une humanité à la hauteur de son génie... Bien sûr, Reverdy en tire des réflexions sur l'existence, contredit rageusement Nietzsche après Proust (« *Deviens ce que tu es, c'est n'importe quoi* ») ou s'émeut des vies qui s'affaïdissent, quand « *tenir bon la barre a fini par tenir lieu de cap* ». « *On peut le faire danser [...] mais on n'en fera pas un danseur* », avait dit de lui la Solange précitée. Il y a pourtant une qualité dansante dans ce texte, qui tient à la pureté de l'écriture, à sa façon de voler de thème en thème, et à la situation instable de l'auteur, happé par une idylle naissante et songeant à tout plaquer. Cette danse n'est pas macabre, même si les fantômes sont conviés, même si la pauvre magie des lieux finit par se dissiper. C'est plutôt une danse de vie, et l'amour lui tient lieu de musique. ■



LE LIVRE À RELIRE

OLIVIER MONY

UCHRONIE, D'EMMANUEL CARRÈRE

Pour Emmanuel Carrère, souvent tout vient de sa Russie originaire, d'*Un roman russe* à *Limonov*. Là encore au fond, dans cet *Uchronie* initialement paru en 1986 (c'était son troisième livre) sous le titre *Le Détroit de Behring*, Carrère en eut l'idée lorsqu'il apprit qu'en 1953 les abonnés de la *Grande Encyclopédie soviétique* reçurent, à la suite de la disgrâce de Beria, une circulaire leur enjoignant de découper la notice qui lui était consacrée et de la remplacer par une autre consacrée audit détroit de Béring... Ce tour de passe-passe glaçant apparaît alors à l'auteur comme constitutif non seulement d'une relecture totalitaire de l'Histoire, mais aussi de la puissance d'une certaine forme d'uchronie sur notre imaginaire... L'uchronie, donc. Selon le Larousse, la « *reconstruction fictive de l'histoire, relatant les faits tels qu'ils auraient pu se produire* ». Il y a quarante ans, lorsque Emmanuel Carrère s'y intéressa au point de lui consacrer un essai, le champ d'investigation critique était encore quasiment vierge. Depuis, Stephen King (22/11/63), Robert Harris (*Fatherland*) et Philip Roth (*Le Complot contre l'Amérique*), pour les plus significatifs, ont contribué à donner à ce type de récit où la fiction bat la campagne toutes ses lettres de noblesse. Surtout, ce qu'il y a de plus troublant à relire aujourd'hui le livre de Carrère, c'est de constater à quel point il « *percute* » notre époque dans ses plus inqualifiables travers, complotisme, mise en doute systémique du réel, fake news et paranoïa généralisée. Le détournement du sens de l'Histoire, de sa duplicité, aurait pu n'être qu'une plaisante proposition littéraire, comme il fut pratiqué par Borges ou Caillois, cités dans le livre ; il est devenu le bréviaire indispensable de nos « *modernes* » savants fous. Le jeu presque enfantin, du « *et si ?* » (et si le nez de Cléopâtre avait été plus court, si Napoléon avait vaincu à Waterloo et les forces de l'Axe face aux Alliés ?, parmi tant d'autres vertigineuses questions) est devenu un jeu de massacre. Emmanuel Carrère, qui comme tout grand écrivain est un voyant, l'avait deviné. ■



6 AVENUE GEORGE V
Thomas B. Reverdy, Flammarion, 192 pages, 19,50 euros.

Le jour de l'eucalyptus

À cueillir, un roman inédit de la Catalane Mercè Rodoreda (1908-1983), qui était obsédée par les fleurs et leur pouvoir d'élucidation romanesque.

JULIETTE EINHORN

Pour la première fois traduit en français, *Le Jardin sur la mer* a été publié en 1967. La grande écrivaine, alors en exil à Genève (ses idées républicaines lui ont fait fuir la guerre civile espagnole et le franquisme avec son compagnon, l'homme de lettres Joan Prat), délaisse ici ses personnages de femmes modestes à la recherche de leur identité pour décrire, à travers l'œil tendre de son narrateur, la vacuité désespérée de riches Barcelonais en villégiature qui passent d'une tocade à l'autre : le « *patin sur mer* », la peinture, le bain de soleil, leurs jeux avec une guenon dont les travers, miroir grossissant des leurs, sont acceptés parce qu'elle les distrait d'eux-mêmes.

Le temps de six étés, dont chacun est un peu plus ensablé que le précédent, ils viendront répandre leur oisiveté dans leur villa surmontée d'un belvédère qui donne sur la mer. Empreints d'une théâtralité joueuse, d'une mélancolie excentrique, ils s'ébrouent telles des ombres.

Quelle énigme relie Francesc, le propriétaire des lieux, à Rosamaria, qu'il vient d'épouser ?

Les lieux, ici, ont plus d'épaisseur que les êtres et les avalent. Le jardin du vieux narrateur est un espace intermédiaire où chacun part à la rencontre des autres sans jamais les croiser. Les fleurs sont un interlocuteur privilégié, un intercesseur – des confidentes. Les magnolias, lys du Pérou, pensées de Hollande, œillets d'Inde ou pittosporums ont tout appris au jardinier qui veille sur eux : entre graines et bulbes, il égrène des giroflées, éden plus précieux que tout ce que l'argent de ses maîtres leur permettra jamais de se procurer. Il ne fait partie, au fond, ni des maîtres ni des domestiques, et tous – les propriétaires, leurs amis, la cuisinière et les femmes de chambre, le voisin – viennent le consulter, comme s'il était fort du calice sans mots des fleurs et des arbres.

Les mots désignent une réalité un peu différente de ce que leur sens courant appelle (les capucines voyageuses ont-elles des clochettes bleues ou jaunes ?). Parce qu'ils ont perdu la mémoire ou leur amour, les êtres font de la

parole un usage étrange, minimal, détourné, à l'instar de la désertion qui a tordu leur esprit. Mercè Rodoreda décrit un monde en déshérence dont les fondations s'effondrent. On apprendra finalement que Rosamaria n'appartenait pas au départ à ce monde d'apparences. Par crainte de devoir coudre toute sa vie, elle a épousé Francesc alors qu'elle en aimait un autre. Elle a donc épousé une vie d'emprunt pour sortir de sa condition, mais elle la hante tel un fantôme, tricotant présence et absence. À l'aune de ce roman lumineux et obscur, qui conte des éclosions à l'agonie. ■



LE JARDIN SUR LA MER
Mercè Rodoreda, traduit du catalan par Edmond Raillard, Zulma, 256 pages, 21,50 euros.

TROIS QUESTIONS À AGNÈS MARTIN-LUGAND

« J'ai affronté mon double »

La romancière aux millions de lecteurs revient avec « Les Renaissances ».

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-LAURE WALTER

Dans ce douzième roman, Agnès Martin-Lugand met en scène une romancière en mal d'inspiration qui va retrouver le chemin de l'écriture lorsqu'elle rencontre Lino, un ténébreux restaurateur d'art brisé par un amour perdu.

Votre héroïne, Rebecca, craint de se perdre entre fiction et réalité puisqu'elle s'inspire d'une histoire vraie qui lui est contée. Est-ce que, vous aussi, vous ne jouez pas un peu avec le feu en prenant une héroïne si proche de vous ?

Je m'étais toujours refusé à écrire sur une romancière, de peur de me retrouver face à un miroir. Il a fallu attendre mon douzième roman pour que ce personnage s'impose à moi. J'ai quand même poussé le vice jusqu'à en faire une ancienne psychologue, tout comme moi ! Quand j'ai terminé l'écriture, c'est devenu une évidence : j'avais affronté mon double. On laisse toujours des traces de soi quand on écrit, et on ne s'en rend pas tout de suite compte. Là, je l'ai fait en conscience. Mais je vais beaucoup mieux que Rebecca ! Contrairement à elle, bloquée face à sa page blanche, j'ai entendu le signal d'alerte. Pendant dix ans, j'ai sorti un roman tous les ans, d'une manière métronomique, et, arrivée au bout du 10^e, j'ai commencé à sentir de la

fatigue. Si je ne réagissais pas, j'allais me perdre. Heureusement, mon onzième roman, *L'Homme des mille détours*, ne m'a pas laissé le choix. J'allais avoir besoin de plus de temps et je me suis autorisée à le prendre.

À quel moment Venise s'est imposé à vous ?

J'y suis allée un hiver en vacances avec ma famille et j'ai été totalement envoûtée par la ville. Et lorsque j'ai fini le premier chapitre de ce livre, j'ai eu la conviction que la rencontre initiale devait se faire à Venise. C'était encore plus romanesque, plus fou, car la ville exhale la beauté, la passion, l'absolu... Et plus je me documentais sur les coutumes, le carnaval, les masques, plus je

comprenais que Venise allait devenir un personnage secondaire.

Dans ce roman, vous changez de votre traditionnel dispositif narratif en enchâssant un texte dans un autre. Vous vous êtes amusée dans l'écriture ?

Quand le personnage de Rebecca est arrivé et que je me suis rendu compte qu'elle allait se remettre à écrire, il y a eu comme un petit blanc dans ma tête. Il n'était pas question qu'elle écrive comme moi. Alors ce n'était plus un, mais deux romans que je devais écrire : le sien et le mien. Ce fut assez vertigineux. Puis il y a eu une forme de jeu qui s'est invitée en construisant le roman. Ça a été une expérience assez fascinante et je dois avouer que j'y ai vraiment pris goût. ■



LES RENAISSANCES
Agnès Martin-Lugand, Michel Lafon, 384 pages, 21,95 euros.

P.O.L., 224 pages, 17 euros.

AMBRE CHALUMEAU

« Je suis très fragile, je vacille vite »

EXCLUSIF On a rencontré la chroniqueuse de « Quotidien », qui signe un premier roman diablement inspiré.

ARNAUD CATHRINE
PHOTO SÉBASTIEN LEBAN

Elle se cale en tailleur au creux d'un fauteuil club. Veste châtain sur laquelle se confondent ses cheveux, Converse délavées, et cet allant souriant qui n'abdique jamais. On a donné rendez-vous à Ambre Chalumeau dans un bar d'hôtel parisien. Préambule à bâtons rompus et l'on retrouve la malice qu'elle fait entendre plusieurs fois par semaine dans *Quotidien*. Passer de chroniqueuse culturelle de Yann Barthès à primo-romancière interviewée l'inquiète, confie-t-elle.

Ce titre – *Les Vivants* – vibre d'un implicite évident : s'il y a des vivants, il y a forcément des morts ou, à tout le moins, des absents. Un absent, en l'occurrence : Simon, 17 ans. L'été – passé avec ses inséparables amies Diane et Cora – vient de s'achever en douceur et voilà que la rentrée le fauche brutalement : un obscur virus et c'est le coma direct. « Ça ne prévient pas, ça arrive », chantait Barbara. Et ça inspire fatalement un violent effet de sidération : « Elle demande de répéter. On demande tou-

jours de répéter, alors qu'en fait on a très bien entendu. » Oui, on est toujours plusieurs en soi à l'annonce d'un drame, bouclier provisoire de la dissociation : c'est irrecevable et pourtant ça s'impose, incompressible réalité. Ambre Chalumeau raconte, sur plusieurs mois, le mal de vivre de celles et ceux qui restent ; cette petite communauté groggy qui attend que Simon se réveille (ou pas) et doit continuer à vivre, vaille que vaille.

Ce qui frappe d'emblée, c'est l'ambition romanesque. Laissant de côté la classique (et tentante pour une entrée en littérature) première personne de narration (elle ne dira « je » qu'à l'avant-dernière page et ça résonnera sacrément), Ambre Chalumeau fait le choix d'une narratrice omnisciente et fait tourner son kaléidoscope avec ingéniosité. D'abord, ce trio constitué de Diane – « la cultivée, la grande gueule, la colérique, la complexée, la susceptible » –, Cora – « la jolie, la discrète, la blessée » – et Simon, donc, « le convaincu, le convaincant. Le dévoué, le loyal, le pris pour acquis. Le nécessaire ». Une amitié à la vie à la mort, faite d'admiration et de jalousie, creuset bouillant mais pour le moins cimenté. Et puis il y a la famille de Simon : Céline, la mère, mal en ménage, qui se rue dans l'alcool et tourne comme un lion en cage dans la chambre de son fils comme si ça allait le faire revenir ; Yves, le père fuyard ; et Thomas, le petit frère, qui cache à tout le monde qu'il voit tout, grandit à marche forcée et devient « une petite montagne ». On se relaie pour veiller Simon, le regarder dans les yeux, enfin « les yeux fermés ». Comme le résume Diane, qui vient d'intégrer le carnaval désarçonnant d'une hypokhagne, l'ordinaire rime désormais avec « métro, hosto, Gaffiot ». Reviendra, reviendra pas ? Plus le temps passe et plus on se demande si on doit parler de Simon au présent ou au passé. Un être intubé depuis plusieurs mois ne finit-il pas, à notre insu, par commencer à disparaître ? « Alors il faut attendre, en attendant, en attendant on ne sait quoi, que la Terre explose, qu'un scientifique hongrois se lève à un colloque et dise "Moi je sais!", que Simon batte de la paupière, que n'importe quoi crève cet abcès d'angoisse morne tapissé de linoléum violet et de papier peint coquille d'œuf. »

Comme le garçon tarde à revenir, qu'il est au centre de toutes les attentions, qu'il renvoie malgré lui une image inédite, on commence à se demander si on le connaît vraiment... D'ailleurs qui est ce jeune homme qui lui rend visite à l'hôpital si souvent ? On est fort pour juger ceux qu'on aime mais assez mauvais pour les deviner... Le secret de Simon, une fois révélé, va impacter chaque trajectoire, comme une imperceptible mais féconde tectonique des plaques, donnant paradoxalement à chacune et chacun la sève pour en découdre avec ses propres affres. Ce faisant, Ambre Chalumeau dresse un formidable portrait non seulement de la jeunesse d'aujourd'hui mais aussi de la génération qui l'a précédée. L'une empêtrée dans l'appréhension des premières fois, des violences fondatrices ; l'autre occupée à fantasmer une seconde vie.



La journaliste et écrivaine, le 26 février à l'hôtel Providence, à Paris 10^e.



LES VIVANTS
Ambre Chalumeau,
Stock, 298 pages,
20,90 euros
(en librairies
mercredi).

On lui demande d'où vient ce désir de littérature. « J'ai toujours été la fille chelou et solitaire qui lit tout le temps et partout. J'ai adoré cette condition de l'enfance – qu'on ne retrouvera jamais – où on n'a rien d'autre à faire que lire. » Sa priorité d'alors (dont elle ne démord pas) : le plaisir. Ce qui n'exclut pas les « claques », bien sûr : elle sent qu'à l'est d'Eden de Steinbeck a réparé quelque chose en elle. Elle adore traquer ce qu'elle a en commun avec les « vieux

“
On aimerait avoir une carte à jouer dans sa vie pour dire : s'il vous plaît, plus de son, plus de couleur !

auteurs morts » (en témoigne son podcast « Liste de lecture ») mais elle aime tout autant les livres qui ne parlent pas d'elle et la forcent même à penser contre elle (bénédiction pour cette jeune femme née avec les réseaux sociaux et les bulles communautaires qui ne tolèrent ni la contradiction ni le débat). « Je comprends les militants de ma génération qui veulent faire la révolution. Sauf que la révolution, c'est maintenant, donc c'est des prix de gros : soit t'es avec moi, soit t'es contre moi. J'entends. Mais en littérature, au moins, on peut arriver avec son drapeau blanc et prendre le temps pour essayer de comprendre. »

Comment est né *Les Vivants* ? « Il est né et il s'est caché ! En fait, je l'ai soigneusement caché... » Rembobinons : « J'ai 17 ans, mon meilleur pote tombe dans le coma, j'entre en prépa, tous mes repères volent en éclats. Au début

d'un drame, tout est vraiment insolent. On aimerait avoir une carte à jouer dans sa vie pour dire : s'il vous plaît, plus de son, plus de couleur ! » Mais, non, la vie s'en fout et poursuit son cours. Désarmée, Ambre Chalumeau se met à écrire : « C'était mon exutoire. » Sauf qu'elle ne tient pas du tout un journal intime, comme on pourrait le supposer : ce sont déjà des transpositions romanesques, un « bazar » de scènes pour un « livre-Frankenstein » qui va se construire sur sept ans : « Chaque fois que j'y revenais, je supprimais beaucoup de choses mais un noyau prenait forme, fait de couches sédimentées, qui survivait à mes relectures. » Avec cette pierre de touche : le funeste silence de Simon et la bataille intime que chaque personnage va se découvrir enfin capable de livrer. « On est tous façonnés et grandis par des absents. »

Elle pétille et elle émeut, Ambre Chalumeau. « Je suis très fragile, je vacille vite », laisse-t-elle échapper au moment où l'on s'y attendait le moins. Mais il n'y a pas que le drame dans *Les Vivants*. L'humour de la narratrice ne laisse rien passer : ni ce « rouge à lèvres visible depuis Pluton », ni ces individus qui, sans trop connaître Simon, « jouent l'intégrale d'Euripide juste parce qu'il y a un public pour saluer leur chagrin. » Ça sonne à chaque page, sans brutalité mais avec un art de la formule. Comment fait-elle pour être aussi intraitable que tendre ? Une façon à la Maria Pourchet matinée d'une Sagan d'aujourd'hui qui ne se départ jamais de son « certain sourire » et émaille son récit douloureux de fins traits d'esprit, comme dans une forme de décence et de touchante politesse.

Elle avoue avoir été timorée à l'idée de publier un roman qui n'emprunte pas simplement à sa vie mais aussi à celles de ses proches. Alors elle le leur a fait lire avant impression. Tous ont vu dans son geste d'écriture... de l'amour. On est bien d'accord : Ambre Chalumeau est une chic fille. ■

Prime Video cultive l'art de rire

Avec son nouveau « comedy game » baptisé « Liars Club », la plateforme de streaming mise plus que jamais sur le registre de l'humour.

RÉMI JACOB

★★★★☆

Vous avez aimé *LOL : qui rit sort!*, la version 2.0 de « je te tiens, tu me tiens par la barbichette » lancée en 2021 par Prime Video et orchestrée par Philippe Lacheau ? Voici son petit cousin : *Liars Club* – comprendre le « club des menteurs » –, qui débarque sur la plateforme le 14 mars. Dans ce jeu d'enquête et de bluff, cinq duos de personnalités racontent tour à tour trois histoires qu'ils prétendent avoir vécues ensemble. Mais une seule d'entre elles est vraie, à leurs camarades de trouver laquelle. À la clé pour les plus perspicaces, 50 000 euros reversés ensuite à une association. Parmi les binômes, on retrouve Kad Merad et Olivier Baroux – qui jurent leurs grands dieux qu'en Afrique du Sud un rhinocéros s'appelle « Kadéo » –, Ahmed Sylla et Hakim Jemili ou encore McFly et Carlito, déjà rompus à l'exercice avec leur concours d'anecdotes sur YouTube, auquel s'était prêté Emmanuel Macron en 2021.

Efficace malgré quelques moments de flottement, ce nouveau « comedy game » illustre la volonté de la plateforme de s'imposer comme une référence en matière d'humour. « *Liars Club est une création française*, explique Thomas Dubois, directeur d'Amazon MGM Studio France. *On souhaite tester en permanence de nouveaux formats. On espère trouver le prochain LOL : qui rit sort!, un jeu japonais à l'origine, qui cartonne aujourd'hui dans plus de 20 pays. En France, sa saison 3 est à date le programme le plus visionné sur notre plateforme, devant des films et des séries.* » D'ici quelques mois sortira sa saison 5 – avec notamment au casting Vincent Dedienne, Artus ou encore Fred Testot – ainsi que *LOL : IRL* (pour « *in real life* »), une version dans laquelle les candidats devront faire rire non plus en



AMAZON PRIME

studio mais « dans la vraie vie ». Autre grosse cartouche à venir : la saison 2 de *Comedy Class*, qui voit Éric et Ramzy silloner les routes de France et de Belgique pour trouver la prochaine star de l'humour. « *Éric et Ramzy proposeront également un autre programme, qui n'a pas encore de titre mais qui est un prank [un canular] où ils piégeront un individu, dévoile Thomas Dubois. On est en train de construire avec eux ce programme qui sera complètement fou.* » De quoi désormais positionner Prime Video comme

un concurrent direct des chaînes de télévision, qui avaient jusqu'à présent le monopole des émissions de divertissement. « *Un programme avec des épisodes de vingt-six minutes comme LOL : qui rit sort! aurait beaucoup de mal à exister en télé, résume Thomas Dubois. Nous, on peut proposer des choses différentes, car on n'a pas les mêmes contraintes en matière de format.* » ■

Liars Club, à partir du 14 mars sur Prime Vidéo. (Jeu)

ENTRE TÉHÉRAN ET AVORIAZ

★★★★☆

Dès les premières secondes, le comédien Azize Kabouche nous invite au voyage : « *Yeki bood, yeki nabood. Gheir az khodâ, itch kas nabood. C'est ainsi que l'on commence les histoires en Iran. C'est notre "il était une fois" à nous.* » Bienvenue dans la pièce de théâtre *Les Poupées persanes*, diffusée aujourd'hui en prime time sur la chaîne Culturebox (canal 14 de la TNT). Un bijou – et pas un petit – dans lequel deux récits s'entrelacent avec grâce. Le premier se déroule dans l'Iran des années 1970, où quatre étudiants à l'université sont témoins de la chute du chah et de l'ascension du régime islamique. Le second, en France, à Avoriaz, à l'aube du passage à l'an 2000, avec deux sœurs guère enthousiastes à l'idée de réveiller avec leur mère, d'origine iranienne. Deux temporalités mais des thèmes identiques pour ces histoires qui s'emboîtent façon gigogne : la soif de révolution, les douleurs de l'exil, la transmission ou encore les secrets de famille. Signée Aïda Asgharzadeh et mise en scène par Régis Vallée, cette pièce a obtenu deux statuettes lors des Molières 2023. Une juste récompense tant elle conjugue à merveille les registres – dont celui de l'humour, très présent – sur fond de musique persane interprétée au luth. Quant aux six comédiens, ils se téléportent avec fluidité d'une époque à l'autre grâce à une mise en scène imaginative. De toute beauté. R.J.

Les Poupées persanes, captation de novembre 2024 au Théâtre de l'Épée de Bois, dimanche 9 mars à 21 heures sur Culturebox. Également disponible sur la plateforme France.tv. (Pièce de théâtre)



FRANCE TV

Un petit bijou récompensé de deux statuettes lors des Molières 2023.

À BINGE-WATCHER D'UN TRAIT

★★★★☆

Le plan-séquence, une redoutable technique de réalisation. On l'avait savourée dans la première saison de *The Bear* ou dans le film *1917*. La série *Adolescence*, disponible à partir du 13 mars sur Netflix, offre une nouvelle fois la preuve de son efficacité. Son cocréateur et acteur Stephen Graham livre ici un thriller à très haute tension dont chacun des quatre épisodes est filmé en continu, de la première à la dernière minute. Il y interprète le père de Jamie (Owen Cooper), un garçon de 13 ans cueilli au petit matin dans sa chambre par les policiers qui le suspectent d'avoir tué une camarade de classe. Cette arrestation est le point de départ d'une enquête qui fait basculer cette famille britannique sans histoires dans une autre dimension. On savoure d'être en immersion au plus près de l'action et de suivre ainsi en temps réel les multiples rebondissements de cette série servie par un excellent casting. Avec notamment Ashley Walters dans le rôle de l'inspecteur et Erin Doherty dans celui de la psychologue chargée du cas de Jamie. R.J.

Adolescence, à partir du 13 mars sur Netflix. (Série)

LA SEMAINE MÉDIA DE PHILIPPE VANDEL



Jacques Audiard se confie sur les déconvenues d'*Emilia Pérez* aux Oscars (seulement deux récompenses pour treize nominations, qui faisaient de son film le grand favori). Les reporters du *Parisien* demandent au cinéaste si les deux statuettes glanées ce soir vont changer sa vie. Réponse : « *Moi ? Jacques Audiard, il ne changera plus beaucoup. Je suis désolé de vous le dire.* » Oui, désolé. Comme M. Jourdain confectionnait de la prose sans le savoir, Jacques Audiard pratique l'illéisme : le fait de parler de soi à la troisième personne, à la manière d'Alain Delon. La référence. Il n'est pas le seul. Souvenons-nous d'Andy Kerbrat, député LFI pris en flagrant délit en train d'acheter de la drogue à un mineur. Il avait expliqué à *Envoyé spécial* pourquoi il se droguait :

« *C'est l'histoire simple d'un mec qui a subi le décès de sa mère, qui n'a pas su le gérer, et qui est allé chercher un substitut alors qu'il était député. Et qui, petit à petit, a eu un engrenage, qui est descendu, descendu...* »

En toute légalité, la journaliste Apolline de Malherbe assure la bande-annonce de sa nouvelle tranche sur BFMTV, de 9 à 10 heures : « *Encore plus d'Apo, et encore plus d'info.* » C'est elle qui le dit. Résumons : Apo sert d'appau.

LCI (comme BFMTV) est en duplex jeudi depuis le sommet européen à Bruxelles. La guerre gronde aux portes de l'Europe. Le présentateur Christophe Moulin scande : « *Il faut passer aux actes. Des actes! Des actes! Des actes!* » Au même moment, le film *Les Tuche 5* cartonne en salles, avec cette réplique culte : « *Des frites! Des frites! Des frites!* » Cette figure de style basique porte un nom savant : épizeux, la répétition immédiate d'un mot ou d'une expression. Claude François : « *Belles, belles, belles comme le jour.* » Cela rappelle le fameux sketch des *Guignols* dans lequel les dirigeants du

TF1 d'antan révélaient les secrets de leurs émissions : « *Du cul! Du cul! Du cul!* »

L'écrivain Christophe Donner s'est ennuyé devant les Césars. Il balance dans *L'Express* : « *Soirée d'embrée rassurante quand on a compris, avec la présentation de Jean-Pascal Zadi, que la grand-messe du cinéma national pouvait être animée par un acteur noir des cités. Est-ce que c'est parce qu'il était là qu'il n'était pas drôle, ou parce qu'il n'était pas drôle qu'il était là?* » Voici le chiasme. Une structure en X, comme cette réclame des années 1970 pour un gros rouge qui tache : le roi des vins, le vin des rois.

Libération se passionne pour la « Grève du ménage à Sciences-Po ». L'article débute par ces mots : « *On est là, on est là...* » Tiens, encore une épizeux. Depuis jeudi, « *les 77 personnes chargées de faire le ménage dans l'école de l'élite française* » sont en grève illimitée pour « *de meilleures conditions de travail* ». La meneuse monte sur un banc : « *On n'est pas des emmerdeurs, on a l'habitude de nettoyer ces locaux.* » Effectivement.

Télescope avec la campagne de la Ligue contre le cancer, pour inciter « *ceux que vous aimez* » au dépistage du cancer colorectal. Slogan choc : « *Va chier!* ».

Vulgaire ? Oui, mais efficace. Abritons-nous derrière l'Académie. « *Va chier* » relève de l'hyperbole, voire du dysphémisme (l'inverse maléfique de l'euphémisme) ; l'utilisation des mots crus ou choquants pour faire passer le message. Il est décédé ? Non : il a crevé comme un chien. Quand j'étais jeune journaliste à *Actuel*, lorsqu'une image déplaisait à Claudine Maugendre, la papesse du service photo, elle balançait : « *Vandelito, ça ferait dégueuler un rat.* »

Dans la famille Audiard, je demande le père, Michel. *Faut pas prendre les enfants du bon Dieu pour des canards sauvages* (1968) : « *L'aigle va fondre sur la vieille buse!* – *C'est chouette comme métaphore, non?* – *C'est pas une métaphore, c'est une périphrase.* – *Oh, fais pas chier!* – *Ça, c'est une métaphore...* » ■

Figures de style

À TABLE

Le luxe et la gastronomie, diamants sur un canapé

Les grandes marques multiplient les ouvertures de restaurants pour enrichir l'« expérience » de leurs clients.



Restaurants
Plénitude –
Cheval Blanc et
Monsieur Dior,
à Paris.



VINCENT LEROUX: MONSIEUR DIOR



Chaud devant

PAR FRANÇOIS SIMON

@françoissimon

À NICE, LA RÉAPPARITION D'APOPINO

Nous les avons connus à Grimaud il y a quelques années sur la place des Pénitents (2017). Leur cuisine était fondante de saveurs et l'accueil, déroutant de gentillesse. Les voici qui réapparaissent maintenant à Nice, juste à côté d'une table redoutablement bonne, Chez Davia. Autant dire que ce genre de juxtaposition pourrait être fatale à des tables approximatives qui en un rayon de soleil décrocheraient pour l'éternité. Cela ne risque pas avec le duo formé par Jacopo Brunero et Victoire Silvant. Rien n'a changé et c'est toujours cocasse de voir ressurgir également les anciens habitués, arrivant fébriles, osant de timides: «*Vous vous souvenez de nous ?* » Cela signifie qu'Apopino entraîne dans son sillage une cohorte d'amoureux de cette cuisine aimante, pianotant entre pays niçois et le village natal de Jacopo, Cassano Spinola, dans le Piémont. Il s'agit là d'une cuisine de sentiment sans déballe technique et rodontades virilistes, seulement des plats justes, pensés, choyés comme ce tartare de mozzarella di bufala, coppa et courgettes trompettes à l'italo-niçoise; ou cette crème de pommes de terre, poutargue et petits légumes; les farcis de joue de bœuf confite, riso al salto aux champignons, typique de la Lombardie; la daurade en portefeuille et millefeuille de pommes de terre. Pour terminer sur un croustillant au citron, mousse au fromage blanc, voire le millefeuille au chocolat gianduja et noisettes ou, comme ce jour-là, sur un bunet piémontais, une sorte de pudding à base d'amaretti et de chocolat. Nous sommes alors dans une ambiance rare et sentimentale, celle d'une probable nonna, Teresa, la grand-mère de Jacopo, avant que celui-ci se fasse la main à l'école Ritz Escoffier et de l'Institut Paul Bocuse. L'accueil est toujours désarmant de gentillesse et d'attention. ■

Apopino, 11 bis, rue Grimaldi, Nice.
Tél.: 04 971 486 02. Fermé le samedi
et le dimanche. Environ 50 euros.
apopinorestaurant.com
Chez Davia, 11 bis, rue Grimaldi.
Fermé le lundi. Tél.: 04 93 87 91 39.
chezdavia.com

Carnet d'adresses

Plénitude – Cheval Blanc Paris
8, quai du Louvre (Paris 1^{er})

Saint Laurent Sushi Park
8, rue du 29-Juillet (Paris 1^{er})

Chaîne d'Encre
17, rue de Sèvres (Paris 6^e)

Emporio Armani Caffè
149, boulevard Saint-Germain (Paris 6^e)

Ralph's
173, boulevard Saint-Germain (Paris 6^e)

Monsieur Dior
32, avenue Montaigne (Paris 8^e)

Café du 19M
2, place Skanderbeg (Paris 19^e)

En ouvrant courant février, le Saint Laurent Sushi Park Paris, rue du 29-Juillet à Paris, la maison de couture Yves Saint Laurent (groupe Kering) savait très bien où elle mettait les baguettes. La gastronomie sous toutes ses formes (haute gastronomie, bistrot, café, pop-up...) apporte un supplément d'âme à cet univers.

En rachetant ainsi le truculent bistrot Chez l'Ami Louis en juin 2024, le groupe LVMH se félicitait de pouvoir rabattre sa clientèle au-dessus du poulet rôti (120 euros pour deux personnes) et sa salade verte (35 euros). La gastronomie, la « food », est devenue le nouveau carrefour des cultures. On y mêle notoriété des réseaux sociaux, sushis haute couture, sauces expérimentales, cappuccino siglé, tomates farcies « de la grand-mère » et sole meunière. Du reste, les célébrités le savent bien: afficher un penchant pour la gourmandise leur donne une humanité nouvelle et rassure les followers les découvrant au-dessus d'un pot-au-feu familial.

La « bouffe » parle à tout le monde: le poke bowl, le croissant au Nutella, le kimchi coréen, les fauxmages (fromages végétaux) déclenchent illico des débats enchantés. Et la mode, le luxe savent trop bien que la capillarité fonctionne à fond. Il y a vingt-huit ans déjà, l'Emporio Armani Caffè affichait dans l'ancien drugstore de Saint-Germain-des-Prés l'étrange association de la nourriture odorante et des

vêtements siglés, magnifiée par une ventilation idoine.

Pas grave, semblait reprendre le concept store Colette, toujours à Paris, élargissant l'univers de la mode non seulement à la musique, aux magazines de mode mais aussi aux pâtes à la carbonara. Depuis, le chianti a coulé sous les ponts et on ne compte plus les marques qui ont tenté une incursion dans le genre avec plus ou moins de bonheur: Ralph's pour Ralph Lauren (Paris 6^e), le café-librairie Chaîne d'Encre chez Hermès (Paris 6^e) ou, pas mal dans son genre, le 19M, le QG des onze maisons d'ar-

Mondialement, cela s'inscrit dans une tendance mouvante, celle de la globalisation de l'esthétique

tisans de Chanel, au rez-de-chaussée du bâtiment signé Rudy Ricciotti (Paris 19^e).

Fort de ces percées, le groupe LVMH a senti qu'il y avait quelques perforations à poursuivre dans l'emmental, comme en témoigne la table de Monsieur Dior (Paris 8^e) lancée avec réussite en 2022 avec l'appoint de l'inarrêtable Jean Imbert. C'est avec Cheval Blanc Paris et l'arrivée marquante d'Arnaud Donckele à Plénitude que le groupe allait sentir la solidité du terrain en

confortant cette ouverture du domaine du luxe. Ce que développe Olivier Lefebvre, directeur général de Cheval Blanc et directeur adjoint chargé du développement et des synergies de LVMH Hospitality Excellence: «*En créant les maisons Cheval Blanc, nous avons naturellement ressenti le besoin d'affirmer notre légitimité à travers la gastronomie, et de manière d'autant plus marquée qu'il s'agit d'une marque française, porteuse d'un art de vivre distinctif.* »

Mondialement, cela s'inscrit dans une tendance mouvante, celle de la globalisation de l'esthétique. En plongeant le nez dans un verre de Château Cheval Blanc ou au-dessus d'un bouillon de homard, on ressort le visage nacré d'un univers, celui d'un nouveau capitalisme, celui de l'entertainment, joliment vivant en Corée du Sud (gastronomie, K-pop, séries TV, cosmétique...). Nimbés de cette buée inattendue, nous sommes partis rejoindre une bulle culturelle, jonglant sur des musiques, des paradigmes – Happy scandé par Pharrell Williams... Le directeur artistique des collections homme de Louis Vuitton (2023) vient d'ailleurs de dévoiler les trois bouteilles de champagne qu'il a désignées pour Moët & Chandon. Dans cette transversalité très étudiée, qui sait, un jour, par les étranges mouvements des tendances, le groupe LVMH qui naguère, au grand dam des Germanopratin, fit l'acquisition de La Hune (2015), librairie iconique, la rouvrira telle quelle avec son escalier en aluminium brossé et la génération Alpha découvrant l'ivresse de la lecture. F.S.

LA TARTE AU ROQUEFORT

DE PIERRE SALLES

Cette année, le roquefort célèbre le centenaire de son AOP (appellation d'origine protégée), la plus vieille du genre. À la tête de la fromagerie de Sébazac, la maison Gabriel Coulet, Pierre Salles veille sur cette tradition familiale depuis cinq générations. Chaque jour, sa fromagerie près de Rodez collecte 50 000 litres de lait de brebis de race lacaune auprès de 90 éleveurs locaux. «*Dès son arrivée, le lait est analysé puisensemencé avec des ferments et le célèbre Penicillium roqueforti. La présure animale amorce la coagulation, suivie d'étapes minutieuses dont le décaillage. Vient ensuite le moulage, où chaque futur*

roquefort prend sa forme, puis l'égouttage et le démoulage. A ce stade, un marquage assure une traçabilité rigoureuse avant le salage », explique le directeur. Il s'agit d'une étape avec un secret de fabrication. «*Nous appliquons sur le fromage une quantité de sel qui reste confidentielle* », souligne le directeur avant d'évoquer «*le piquage, l'opération cruciale qui permet de créer de fines cheminées pour favoriser l'oxygénation du fromage et permettre le développement du Penicillium pour la naissance des veines bleutées si recherchées* ». Après sept jours de fabrication, les jeunes roqueforts partent pour les caves de la ville éponyme, le temps que la magie opère et que la moisissure se déploie harmonieusement. «*Nous commercialisons des*

fromages affinés jusqu'à deux ans pour les plus grands amateurs. » Ces roqueforts d'exception trônent sur les plateaux des belles adresses étoilées voisines, telles Bras à Laguiole ou Le Belvédère à Bozouls.

Pour 6 personnes

- Préchauffer le four à 200 °C.
- Étaler une pâte feuilletée dans un plat à tarte
- Écraser 200 g de roquefort avec 200 g de crème fraîche, puis ajouter 1 c. à s. de farine et 5 œufs battus et 3 tours de moulin à poivre
- Verser le mélange dans le moule garni de pâte feuilletée et ajouter une poignée de noix concassées (ou de pignons)
- Enfourner pour 50 minutes
- Déguster tiède avec une salade verte



on aime

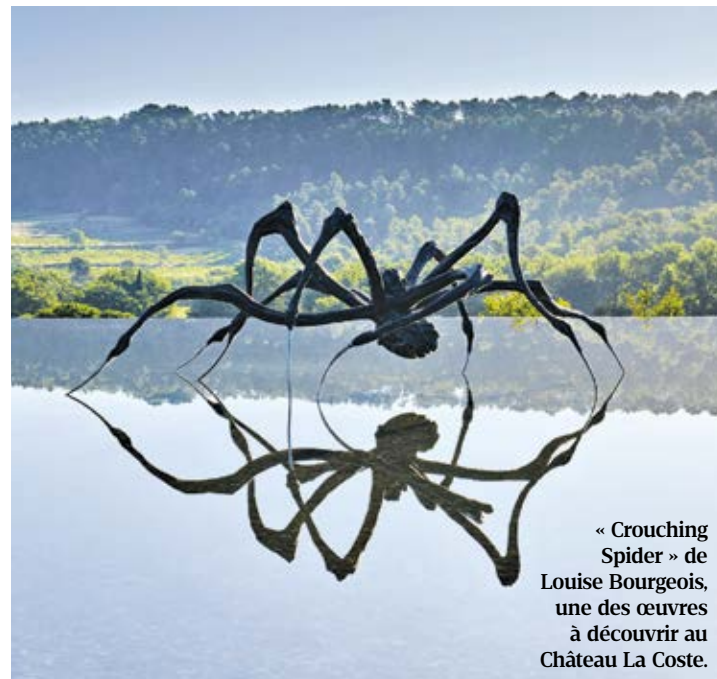
Produit de saison

CORINNE MARCHEIX-PICARD
@corinnemlacuisine

Sur les hauteurs de Mougins (Alpes-Maritimes), la résidence Dragon Hill, une pépite d'architecture des années 1960 conçue par le visionnaire Jacques Couëlle.



DRAGON HILL



« Crouching Spider » de Louise Bourgeois, une des œuvres à découvrir au Château La Coste.

THE EASTON FOUNDATION, NEW YORK/ADAGP, PARIS/RICHARD HAUGHTON

FRANCE
C'EST LA
ÇA

Une nuit au musée

Pour changer du traditionnel combo brunch-spa, certains hôtels se font résidence d'artistes. Découverte de quatre lieux qui vous proposent de vous plonger dans la création.

SIBYLLE GRANDCHAMP

Si le mariage entre l'art et la mode est scellé de longue date, la relation entre l'hôtellerie et les artistes en est au stade du flirt. Face à un public friand d'immersions hors les murs des musées, la caution artistique a le vent en poupe pour booster les expériences hôtelières quand des professionnels de l'hospitalité cherchent à se réinventer en dehors du terroir, vins et gastronomie. L'union est déjà bien consommée à l'étranger. Il n'y a qu'à voir la liste d'attente pour The Fife Arms, l'iconique établissement des fondateurs de la galerie d'art Hauser & Wirth dans les Highlands, ou la villa Medicis, dont les six chambres repensées par l'architecte d'intérieur India Mahdavi ne désemplissent pas. Le mois dernier, deux cinq-étoiles de Marrakech, le Mandarin Oriental et l'Es Saadi Resort, ont implanté des espaces d'exposition au sein même de leurs établissements, avec visites guidées par des médiateurs professionnels.

Ça bouge aussi en France. La collection d'hôtels de luxe Maisons Pariente (Lou Pinet à Saint-Tropez, Crillon Le Brave dans le Vaucluse...) vient de lancer le Prix Maisons Pariente, invitant des étudiants et de jeunes diplômés d'écoles d'art françaises à imaginer une œuvre qui sera mise en lumière dans leurs établissements. De quoi balayer les vieux poncifs sur l'art contemporain jugé trop élitiste et offrir à un public en quête de sens des alternatives aux sempiternelles retraites wellness. Voici quatre idées de séjour pour colorer vos futures escapades d'un nouveau supplément d'âme.

À l'appartement Gallifet : dormir au musée à Aix-en-Provence

C'est un somptueux hôtel particulier XVIII^e siècle au cœur d'Aix-en-Provence, un secret que les amateurs d'art se transmettent. Il y a quinze ans, son propriétaire a réalisé un rêve : offrir un nouvel horizon à cette demeure familiale en réunissant sous un même toit rencontres artistiques, cuisine et hospitalité. Gallifet était né. Un centre d'art aux vastes salles et haut de plafond donnant sur une cour arborée qui accueille un restaurant extérieur en été. On y a vu passer des expositions collectives ambitieuses présentant des talents de la jeune garde contemporaine comme des signatures confirmées. Ce que l'on sait moins, c'est qu'une fois la nuit tombée, quand ce havre de paix ferme ses portes, les hôtes peuvent prolonger l'expérience en poussant la porte de l'appartement Gallifet, situé dans les étages. Un écrin de 75 mètres carrés aux teintes douces, parquet blond et tomettes au sol, aux murs ornés d'œuvres issues d'expositions passées. Là, les clients sont aux premières loges pour assister à un montage d'exposition ou bénéficier d'une visite privée avec les artistes eux-mêmes. Dès le 7 mars, ils pourront s'immerger dans l'univers monumental et luxuriant de la Marseillaise Claude Como, connue pour ses *Supernature*, immenses paysages en touffetage. Un éden parsemé de mille fleurs luxuriantes et de formes organiques libres et sans limite.

52, rue Cardinale,
Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).
Réservation : appartement@gallifet.com

Au Lilou : l'art et le design d'Hyères et d'aujourd'hui

Peu d'hôtels peuvent se vanter d'être pensés par des artistes-designers émergents. C'est le cas du Lilou, dans le centre-ville d'Hyères, ressuscité par Kim Haddou et Florent Dufourcq, lauréats en 2018 du Grand Prix Design Parade Toulon. Le duo s'est autant inspiré de l'esprit de villégiature de la cité des palmiers que de l'iconique centre d'art contemporain villa Noailles, juchée sur les hauteurs de la ville. C'est d'ailleurs son directeur, Jean-Pierre Blanc, qui s'est occupé de la curation artistique de ce projet mené par l'hôtelier David Pirone (également à la tête de La Reine Jane, tout près). Ici, les téléviseurs sont proscrits au profit d'assiettes à partager parfumées de ricotta au zaatar ou de sarriette, que l'on déguste autour d'un bar en bois de loupe de peuplier ou alanguis sur des canapés en rotin (des rééditions de pièces signées Gabriella Crespi). Les cocktails inspirés de villes méditerranéennes s'accompagnent de croquettes de bouillabaisse ou de panisse maison dans un environnement aux tons ocre et crème, parquet de liège et treillages réalisés par des artisans locaux. Lors de la Design Parade, dont la prochaine édition, présidée par le designer espagnol Jaime Hayon, se tiendra du 26 au 29 juin, Lilou se transformera en une bulle créative joyeusement inspirante. Une effervescence parfaitement incarnée dans une composition en mosaïque romaine de l'artiste Marc Turlan reprenant une citation de Robert Louis Stevenson : « *I was only happy once : that was at Hyères.* » C'est ici que ce dernier écrivit *L'Île au trésor*.

7, boulevard Pasteur, Hyères (Var).

lilouhotel.fr

Au château La Coste : une auberge avec vue... sur la scène contemporaine

Situé entre Aix-en-Provence et le Luberon, Château La Coste se déploie sur un domaine de 200 hectares qui réunit architecture, gastronomie, œnologie, nature et création artistique. Celle-ci se déroulant sous l'œil du visiteur dans ce lieu entre ciel et vignes. Pour offrir une alternative à son cinq-étoiles surplombant les parcelles, l'Auberge a ouvert ses portes l'an dernier, en contrebas du parcours art et architecture. On se réveille dans des chambres minimalistes et chaleureuses en bois blond. Bar, avec vue sur le chai Jean Nouvel et les terres agricoles, au cœur d'un mini-village provençal avec bar, échoppes d'artisans et même une boulangerie... L'après-midi, on déambule entre les pavillons et les œuvres signées des plus grands noms, de Tadao Ando à Tracey Emin, de Richard Rogers à James Turrell. Bientôt, un troisième hôtel ainsi qu'un huitième restaurant (signé Jean-Georges Vongerichten) verront le jour. Cet appétit créatif vient du propriétaire, l'Irlandais Paddy McKillen, qui fut frustré, enfant, de n'avoir pu toucher et côtoyer les œuvres dans les musées. Dès le 12 avril, pas moins de 35 artistes de Poush, la plus grande pépinière d'artistes d'Europe (installée à Aubervilliers), viendront explorer le paysage de Château La Coste comme un espace relationnel. Autant prendre ses billets et ne pas y aller

« Par quatre chemins » – c'est le titre de l'expo – pour profiter de cette rencontre inédite, physique et poétique avec les artistes qui font battre le pouls de la scène contemporaine actuelle.

2750, route de la Cride, Le Puy-Sainte-Réparate (Bouches-du-Rhône).
chateau-la-coste.com/fr

Au Dragon Hill : vis ma vie d'artiste à Mougins

Lassés de l'expérience de l'art entre quatre murs ? Fatigués de faire défiler les tendances du marché de l'art sur Instagram ? C'est peut-être le moment de rêver à Dragon Hill, une maison troglodyte sur les hauteurs de Mougins (Alpes-Maritimes). Ce lieu ultra-confidentiel aux volumes biomorphiques ne fait pas qu'accueillir des artistes, cura-

teurs et écrivains en résidence : c'est une œuvre d'art en soi, conçue dans les années 1960 par l'architecte visionnaire Jacques Couëlle, inventeur de l'« habitat-sculpture » en béton projeté, quasiment « moulé à la main ». Si ce sanctuaire est avant tout consacré à la création, les propriétaires, deux galeristes londoniens, l'ouvrent à la visite (sur rendez-vous) ou lors de privatisations.

Entre des sculptures de Larry Bell, Carlos Cruz-Diez ou encore Zhang Huan dans le jardin et un intérieur parsemé de pièces de Wendell Castle, Gaetano Pesce, The Haas Brothers ou Wendy Andreu, Dragon Hill établit une synergie exceptionnelle entre art, nature et design. ■

Visite ou privatisation
sur rendez-vous :
hello@dragonhill.fr

QUELS PROGRÈS ? | Festival POLITÉÏA

13-16 Mars 2025 Thionville

FESTIVAL DES IDÉES
politéïa
2^e ÉDITION

TABLES-RONDES • SIGNATURES
SPECTACLES • CONFÉRENCES

PROGRAMME COMPLET :

QR CODE

DE MOTS & DÉBATS

Logos partenaires : Moselle, Grand Est, E.Leclerc, malakoff humanis, VEOLIA, MALEZIEUX, EDF, THE INVILLE OPEN, Nouvel Obs, philosophie, LA TRIBUNE, l'éléphant, ACTUALITE, FONDAMENTAL, RL, Semaine.

HISTOIRES D'ART

PAR DANIEL SCHICK

De gauche à droite: robes de Bottega Veneta, Christian Dior et Chanel.



NICOLAS BOUSSER/MUSÉE DU LOUVRE



NICOLAS BOUSSER/MUSÉE DU LOUVRE



NICOLAS MATHEUS

Et la mode entra au Louvre

En pleine fashion week, la haute couture s'invite au grand musée parisien. Collections et luxueuses tenues se répondent splendidement.

EXPOSITIONS

Louvre couture
« Objets d'art, objets de mode », jusqu'au 21 juillet au musée du Louvre à Paris

Festival international de mode, de photographie et d'accessoires, du 16 au 19 octobre à la villa Noailles à Hyères (Var)

La plupart des visiteurs du Louvre viennent voir le sourire esquissé, le regard absent de la sage *Joconde*. Vini, vidi, Vinci, selfies et repartis. En 2030, fini les encombrements, *La Joconde* aura son entrée, une « porte Macron » voulue par le président et agréée par la patronne visionnaire et intransigeante du Louvre, Laurence des Cars. Pour l'instant, *La Joconde* reçoit dans l'aile appelée Denon. En face, l'aile Richelieu (côté rue de Rivoli), injustement et nettement moins fréquentée, accueille « Louvre couture », l'expo temporaire cousue main pour attirer le public dans cette partie gigantesque. Quoi de mieux que la (haute) couture, la mode, pour allécher un public large et jeune ? L'expo consiste en un spectacle éblouissant et élégant qui fait sens. Le plus grand rassemblement de baisers de l'Histoire car tout ici s'embrasse, se rapproche, se répond, dialogue. Salles et salons eux-mêmes (ancien ministère d'État, appartement de Napoléon III), objets issus des collections du Louvre et les robes, œuvres à part entière, tout magnifie tout, un festival d'unions savantes où tout est luxe et volupté. Le Louvre ne possède pas de collection de vêtements, mais sculptures, bas-reliefs, tableaux et tapisseries en regorgent. Certaines créations exposées semblent s'être extirpées des tapisseries, d'autres avoir traversé les murs, fantômes haute couture.

Jean-Charles de Castelbajac (JCC) fait partie de la cinquantaine de couturiers accueillis au Louvre. Pour visiter avec lui les 9 000 mètres carrés de l'exposition, mieux vaut avoir des patins à roulettes tant le créateur déploie vite son insatiable curiosité. Le Louvre, l'homme connaît : « Mon père était ingénieur textile. Ma famille paternelle tissait et imprimait le coton. J'ai perdu mon père tôt ; c'est mon parrain, Roland Delcour, grand reporter au Monde, qui m'a conduit au Louvre à l'âge de 10 ans. Ici, Notre-Dame de Paris et le musée des Invalides furent mes trois points cardinaux, auxquels

j'ajouterais l'Olympia pour l'initiation au rock... Je cherche dans l'histoire de l'art et dans l'Histoire en général les racines mêmes de ce qui déclenche mon acte créatif. »



DENIS ALLARD/OPALE

“
J'ai toujours aimé les histoires et m'en raconter. Au Louvre, chaque œuvre, chaque objet en raconte une et me fait quitter en une fraction de seconde le XXI^e siècle. C'est salvateur

Jean-Charles de Castelbajac

Castelbajac s'immobilise devant un bras-reliquaire du XIV^e siècle, bras en cristal de roche et mains en argent doré, présenté juste à côté d'élégants gants signés Hermès. Ces objets désignent un chemin. Digression : « Ma mère a été mon coup de pouce. Il en faut. C'est pour cela que je suis membre cette année du jury du festival de la mode à Hyères, qui encourage les jeunes créateurs. » Redémarrage, JCC fonce vers « sa » salle. Au milieu d'immenses tapisseries du XVI^e siècle représentant des scènes de chasse trône sur un podium un tailleur Castelbajac sur lequel se distingue la silhouette de Bambi. Ce faon perdu est surmonté d'une importable cagoule d'où s'extirpent d'immenses bois de cerf. « Je n'aurais jamais imaginé que ce tailleur créé

Au milieu des tapisseries du XVI^e siècle de scènes de chasse, ce tailleur Castelbajac où l'on voit la silhouette de Bambi.

en 2010, avec comme emblème Bambi, personnage de Disney, faon orphelin vivant dans les bois, se retrouverait au cœur de forêts tissées quatre siècles plus tôt où gambadent des cerfs. Mon Bambi n'est plus seul... J'ai toujours aimé les his-

toires et m'en raconter. Au Louvre, chaque œuvre, chaque objet en raconte une et me fait quitter en une fraction de seconde le XXI^e siècle. C'est salvateur ! » Re-redémarrage et arrêt devant une vitrine proche du tailleur Bambi. JCC est en terre connue.

Devant des objets en émail réalisés par le maître absolu du XVI^e siècle, Léonard Limosin, JCC est ébahi. L'émailleur travaillait à Limoges, où Jean-Charles de Castelbajac vécut enfant. Une école y porte le nom de ce dernier. JCC avale les salles et freine. Admiration totale devant une tenue façon écailles de poisson de Matthieu Blazy – actuel jeune directeur artistique de Chanel – pour Bottega Veneta. Elle est installée en regard des assiettes avec poissons en céramique et en relief du XVI^e. « L'immense talent du commissaire de l'exposition, Olivier Gabet, est son aptitude et son plaisir à révéler. En résonance avec les collections du Louvre, il met en valeur les œuvres de créateurs de mode. En écho aux tenues disséminées un peu partout, le public découvre des objets, des œuvres anciennes incroyables... La mode est ici un anti-timidité à l'égard des musées et obtient par là même une magnifique reconnaissance. »

L'exposition rappelle que les plus brillants créateurs de mode comme Matthieu Blazy, Givenchy, Yves Saint Laurent, Dries Van Noten, Vivienne Westwood, Castelbajac sont des esthètes érudits qui pour leurs propres créations s'inspirent d'autres arts, d'autres œuvres, les sublimant, les détournant. JCC s'attarde dans un salon paré de boiseries. Une robe de Karl Lagerfeld décorée de motifs bleus est en correspondance totale avec une commode de Mathieu Criaerd (XVIII^e siècle) dont Lagerfeld s'est inspiré. Un raffinement total. Lagerfeld a tout vu et tout lu. Redécollage. JCC atterrit devant une impressionnante armure du Moyen Âge.

À côté de l'armure dite « Henri II », une consœur haute couture, une robe-armure imaginée par Demna pour Balenciaga, sculpture impériale imprimée en 3D. Voir les deux armures côte à côte, c'est baisser les armes. JCC arrive dans un immense salon d'apparat. Au milieu crâne une gigantesque robe à roucou-lade de tissus. À la fois épaisse et flottante, la robe imaginée pour Dior par Galliano fait face à un portrait aussi ampoulé et raffiné que la robe, celui de Louis XIV peint par Hyacinthe Rigaud. La robe, qui fait penser à un nuage, est posée sur des miroirs qui reflètent ceux, peints, des plafonds. « Je vois un brise-glace, un vaisseau amiral qui semble s'extraire des murs... J'imagine la robe errant majestueusement dans les salles la nuit. » Incroyable mais vrai, l'assistante de JCC est la petite-fille de Claude Barma, créateur de *Belphegor*, saga télévisuelle des années 1960 dans laquelle un fantôme, joué par Juliette Gréco, hante le Louvre. Ne manque que la robe noire et vaporeuse de Belphegor dans cette expo où la mode ne défie pas le musée mais le révèle. Cézanne disait que le Louvre est un livre dans lequel on apprend à lire. L'expo en constitue un nouveau et magnifique chapitre à ne pas manquer. Dehors, sur un mur du musée, des dessins non signés viennent de faire leur apparition. JCC n'a pas pu s'en empêcher. Chut, ne pas le répéter. ■



NICOLAS BOUSSER/MUSÉE DU LOUVRE

PARIS

29 Avril 2025

Salons de l'hôtel des Arts et Métiers

IMPACTS SANTÉ

La santé à l'épreuve
de notre époque

Les grandes thématiques abordées



Éthique et santé

Jusqu'où aller pour soigner ?
L'Amérique de Trump...



Économie et organisation

Réforme, protection sociale,
souveraineté sanitaire...



Innovations médicales

IA, data, réalité augmentée...



Santé et société

Environnement, santé mentale,
travail, écrans..

Rejoignez les débats avec les décideurs et innovateurs de la santé



Professeur d'économie
à ESCP Europe



Directrice générale
de Clariane



Président de la Haute
Autorité de santé



Directrice Santé et Qualité
de vie de travail de l'Oréal



Directrice Médicale, Patient
et Consommateur des
Laboratoires Pierre Fabre



Député de l'Assemblée
nationale de France,
ancien Ministre de la santé



Présidente de Unitaid



Directrice Générale
de Leem



Ancien Ministre délégué
chargé de la Santé et de
la Prévention de France



Chirurgien du foie, Fondateur
de la Chaire BOPA, Hôpital
Paul Brousse, AP-HP, Université
Paris Saclay



Programme
et informations

impacts-sante.com

En partenariat avec

Benta
Lyon





FASHIONISTAS Cette semaine, Paris est tout en fashion week. De nombreuses stars mondiales ont envahi la capitale pour se faire photographier sur les « front rows » (les premiers rangs des défilés tant prisés). Mercredi, la première dame, **Brigitte Macron**, a assisté au défilé Stella McCartney au côté de **Cameron Diaz**. Si cette rencontre ne va pas aider à calmer les tensions géopolitiques, elle a au moins le mérite d'apporter un peu de légèreté dans un monde de brutes.

MOTS CROISÉS

P	R	O	S	P	E	R	E	R
L	O	U	E		S	A	G	E
E	C	R	U	S	T	U	E	
I		L	I	A	S	S	E	
A	D	E	L	I	E		U	T
D	I	T		G	I	C	L	A
E	X	S	A	N	G	U	E	S
S	I		D	E	N	I	E	S
		E	G	A	R	E	S	
I	M	A	M		U	S	A	T
D	E	L	I	V	R	E	N	T
E		O	T	E		A	G	E
S	A	P	E		G	U	E	S

SUDOKUS

[illegible]

MOTS FLÈCHÉS

	V		A		C		D			F	
D	I	S	P	E	R	S	E			I	P
	B	O	R	N	E	O			P	L	U
O	R	N	E		M	U	E	S	L	I	
	A	N			P	A	R	T	I	E	S
A	N	A	C	O	N	D	A			T	E
	T	I	R	E	T		P	E	T	E	
G	E	L	E	S			R	E	V	E	
			L	A	I	C	I	S	E		A
N	O	E			E	R	E			N	A
	C	R	S			I	N	S	T	I	T
G	E			A	U	S	S	I	E	R	E
	A	L	I	T	E			O	R	E	E
G	N	O	N			S	O	N	A	R	S

[illegible]

HORIZONTALEMENT 1. Homme de système plein de trucs. 2. Lit entre des lignes... Peut se manger par la racine. 3. Fait la part des choses. Tout étiéque. 4. Sujet de concours. Aux bouts d'un moment. 5. Œuvre de Romains. Qui a du chien. 6. Bouquet de fleurs. 7. Sorties pour faire un tour. Victime de messidor. 8. Totalelement déplacé. Frère de la. 9. Direction générale. Vieux de la vieille. 10. Part à pluie. A trop fumer, il saillit son manteau. 11. Il copie mal. 12. Queue à la queue. Les se marrent. 13. Les loges de la folie. Possessif.

VERTICALEMENT A. On sort leurs mail-
lots pour avoir de bonnes notes. Éloigna les
voisins B. Il fait des vans. Servent rarement
de voies de garage. C. Petit bout commun
à l'homme et à la femme. Allégué ou pres-
que. Varia le ton D. Liqueur à la noix. Gros-
ses légumes nord-africaines. Type de carbu-
rant E. Contrecoup. Gauche ou droite.
F. Trou de bidet. Penchais fort. G. Fait vite
le point. On y fait de la galette avec les nez-
tes H. Avec lui, la goutte nous pend au gal-
les Calmes. I. Adresse recommandée pour
escamoter. Tient Ariane pour sa fille.

JEUNE AUX DENTS LONGUES	▼	... À PAPA S'IL EST GÂTE	▼	PÂTISSERIE	▼	SECOUÉS AVANT D'ÊTRE EMPLOYÉS	▼	NE LAISSE PAS POUR MORT	▼	ARRIVE APRÈS VOL
QUIT TIENT À L'ESSENCE		ILS N'AIMENT PAS LES GROS MAUX		MIS EN DEMEURE		POLIES		LAVE À PLUS DE 60°	▶	
▶								DONNE UNE BONNE DROITE	▼	
CONCEN- TRANT	▶									
EXCEL- LENTS										
▶										
							IL SE MET PARFOIS EN CAGE	▶		
APPRÉCIÉ LA FINESSE	▶		PRATIQUE LA DISPEN- SION	▶			BOUT DE CHAMP			
L'OPIUM DU PEUPLE										
▶				GARDE CHAM- PÊTRE	▶					
FIERS AVEC UN TIERS	▶		PARTIE DE GOLF	▶					PARTICIPE QUAND ON A LE POUVOIR	
COURS À TEMPS PARTIEL			PEU BAVARD	▼						
▶				PRÉPO- SITION	▶		PAS FACILE À PLAQUER	▶		
				GARDA À VUE	▼		QUI EST LOIN D'ÊTRE MORDANT	▼		
JUSTIFIE UNE MISE EN PAGE	▶	ILS SONT DE MÊCHE AVEC D'AUTRES				DÉSAR- MÉS EN DOUCEUR	▶			
▶		BOIS				INDIENS				
									ÇA VAUT LA PRISON	
VILLE DE CALIFORNIE		MIS POUR CHLORE	▶		REFUGE D'ACHILLE	▶				
		PAS TRANS DONC			ELLE EST BIEN CONNUE DES LOUPS	▼				
▶										RONDE À QUATRE TEMPS
FOND DE CHÂTEAU	▶			CÔTÉ ÉCLAIRÉ EN PREMIER	▶			DON MUSICAL	▶	
PARLER EN FUMANT										
▶						PREMIER CAMP NATURISTE	▶			

JEUX RÉALISÉS PAR RCI JEUX

LA TRIBUNE
DIMANCHE

est éditée par LA TRIBUNE NOUVELLE
S.A.S. au capital de 535 950 euros

Siège social 54, rue de Clichy, 75009 Paris
Siren: 749 814 604

Actionnaire CMA Media

Président et directeur de la publication
Jean-Christophe Tortora

Directrice générale Tatiana de Francqueville
Directrice générale déléguée revenus
et monétisation CMA Media Virginie Lubot

RÉDACTION

Directrice des rédactions Lucie Robequain
Directeur délégué de *La Tribune Dimanche*
Bruno Jeurdy Rédacteur en chef Soazig Quémener

Rédaction en chef technique
Emmanuelle Aubry (adjoint : Arnaud Vergnol)

Rédacteur en chef photo Stéphane Correa

Rédacteur en chef Culture et Tendances
Emmanuel Poncet

DIRECTION ARTISTIQUE
Marie-Anne Demange
Conception par ETX, Cécilia Gabizon
et Jean-François Labour

PUBLICITÉ
Directeur du pôle print
Nicolas Gaumont pub@latribune.fr

Publicité Culture MEDIAOBS
44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris
Direction Corinne Rougé (01 44 88 93 70)

COMMUNICATION
Directrice exécutive marque, communication
et partenariats stratégiques Natalia Abella
Directrice exécutive marketing et numérique
Ghita Chami

ABONNEMENTS
Directrice des abonnements Arjwan Boesch
Abonnements entreprises
abonnement@latribune.fr
Relation abonnés abo@latribune.fr
Tél.: 0159131744
Abonnement *La Tribune Dimanche* papier
109 euros par an (publication hebdomadaire)

DIFFUSION
Directrice de la diffusion et des éditions spéciales
Laura Kiraly

Contact réglages diffuseurs Agence Boconseil
oborscha@boconseil.net - Tél.: 0185 0913 40

IMPRIMERIES
Riccobono Tremblay-en-France 93290
La Provence Marseille 13015
Tarif France *La Tribune Dimanche* papier
2,50 euros

Dépôt légal À parution
N° de commission paritaire
1228 C 95229
ISSN 3001-1892



REDOUANE BOUGHERABA

« Je me sens totalement béni par la vie »

Il a rempli le Vélodrome mais préfère vivre caché. Fier d'un parcours atypique, le virtuose de la vanne se livre sur ses succès, son enfance et son cocon londonien.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JOSÉPHINE SIMON-MICHEL
PHOTO **SÉBASTIEN LEBAN**

Parfois, il peut y avoir erreur sur la marchandise. Ou sur la personne. Premier humoriste à remplir le stade Vélodrome en mode barres de rire, le plus grand des clasheurs a aussi besoin de se retirer des têtes de gondole de l'humour. Lorsqu'il tourne pour le cinéma, par exemple, il fend l'armure du mec qui assure sur scène pour révéler une autre facette insoupçonnée de sa personnalité. Et c'est assez étonnant. Voire déroutant dans *Délocalisés*, l'histoire comique et tendre d'un ouvrier victime d'une délocalisation qui fait le choix de s'exiler en Inde... À 46 ans, le Marseillais, membre d'une fratrie de six enfants nés de parents algériens, nous reçoit avec son frère Ali dans sa chambre de l'hôtel de Pourtalès (celui où Kim Kardashian a été séquestrée). « Ici, c'est Paris », mais aussi « ici, c'est la famille ». Il aurait pu me vanner, notamment sur mes chaussettes fluo. Moi aussi, d'ailleurs, avec son tee-shirt à l'effigie de Khaled, son idole. Mais ça aurait été trop fastoche.

Le Redouane du cinéma n'a rien à voir avec le Redouane sur scène!

C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis très content de faire cette interview avec vous, car je ressens le besoin de montrer une autre facette de moi, celle du mec super sensible capable de transmettre des émotions. Quand je suis seul sur scène devant 10 000 personnes, je suis obligé d'être dans le contrôle du Marseillais super à l'aise pour ne pas montrer mes failles. Au cinéma, il faut fendre l'armure. C'est la caméra qui vient te chercher et tu ne peux pas mentir.

Et le Redouane assis en face de moi est lui aussi différent...

Vous avez en face de vous le Redouane de tous les jours. Le père de famille complètement dingue de ses deux filles, et un grand sensible qui se sent totalement béni par la vie.

Le succès a-t-il pu vous faire tourner la tête?

Si je suis fier de rendre mes parents et mes amis fiers, je garde toujours la tête sur les épaules. D'abord parce que j'ai réussi relativement tard et que je n'oublie pas que tout peut s'arrêter du jour au lendemain. Coluche disait: « J'ai mis dix ans à être connu du jour au lendemain. » Mais pour être le premier humoriste capable de remplir le Vélodrome de Marseille, il m'a fallu des années de travail. Sans travail, le talent ne suffit pas. Le succès, dès qu'il arrive, il faut bien le prendre. Si ça marche, tant mieux. Si ça ne marche pas, on retravaille pour que ça marche la prochaine fois. À partir du moment où il n'y a pas mort d'homme, rien n'est grave.

Contrairement à de nombreux humoristes, vous ne semblez pas être rongé par l'angoisse. Je fais partie des humoristes heureux. Ce serait indécent d'être triste, car je suis payé pour faire des blagues.

L'argent est un sujet tabou en France. Vous assumez de bien gagner votre vie?

Je n'ai aucun complexe de bien gagner ma vie. Est-ce que tout le monde peut faire rire une salle de 10 000 personnes pendant quatre-vingt-dix minutes? À chacun son domaine, et je sais où est ma place. Je ne serais pas capable d'exercer le métier de chirurgien ou de chanteur d'opéra. On critique souvent le salaire des footballeurs, mais ils fédèrent des millions de personnes et apportent beaucoup de joie.

Vous habitez à Londres depuis 2012. Pour des raisons fiscales?

Merci pour votre question, car il est important de rectifier ce malentendu. Certes, je vis à Londres depuis treize ans, mais mes sociétés sont et resteront toujours françaises. Je suis français et fier de payer mes impôts en France. Et comme il faut se justifier de tout, j'en profite pour dire que notre film, *Délocalisés*, a été financé par des fonds privés avec un producteur et non par l'argent public.

Alors pourquoi Londres?

Ma femme se sentait de moins en moins en sécurité à Marseille et aspirait à un environnement plus serein pour nos enfants. Comme je ne voulais pas m'éloigner de Paris pour essayer de percer dans l'humour, nous avions le choix entre Londres ou Bruxelles. Sans vouloir dénigrer les Belges, Londres était un peu plus glamour... Et

puis là-bas, je peux déposer mes filles au lycée français et à l'école privée anglaise en tout anonymat. Je réalise le rêve de Kylian Mbappé de pouvoir entrer dans une boulangerie et acheter du pain! [Rires.]

Donc pas de regrets?

Aucun. Et pourtant, j'ai mangé mon pain noir pendant six ans. J'ai même été livreur de pizzas pour nourrir ma famille et payer le loyer. Une traversée du désert abyssale jusqu'à ce que Grand Corps Malade me propose en 2018 un rôle dans *La Vie scolaire*. Grâce à ce film, j'ai commencé à avoir plus de visibilité, puis toutes les planètes se sont alignées.

Vous êtes français d'origine algérienne par vos deux parents, arrivés très jeunes en France. Quelles sont vos relations avec leur pays natal?

Je partais à chaque fois en vacances chez mes cousins d'Algérie. C'est avec eux que j'ai appris le dialecte algérien, car à la maison on parlait exclusivement français. Puis nous avons cessé d'y aller pendant la décennie noire, dans les années 1990, à cause du terrorisme. Nos parents étaient très à cheval sur notre éducation. Leurs six enfants ont tous réussi leur vie.

Vous ne manquiez de rien?

De rien. La notion de richesse ou de pauvreté pour un enfant n'existe pas. Tant qu'il a ses trois repas par jour, il ne manque de rien. Et il peut recevoir les plus beaux jouets, il choisira toujours de s'amuser avec un bout de bois.

Vos parents étaient aussi très impliqués dans votre scolarité, au point de vous inscrire au

collège Notre-Dame de la Major, à Marseille...

Il faut une sacrée ouverture d'esprit à une maman musulmane pour qu'elle envoie son fils dans une école catholique! En primaire, j'étais tellement turbulent qu'elle ne m'imaginait pas dans un collège public. Elle a donc fait les démarches pour m'inscrire chez les sœurs, réputées pour leur enseignement et éducation très rigides. Elle a bien eu raison, car les sœurs m'ont aidé à me canaliser et à avoir les codes pour plus tard. J'étais le seul rebeu de la classe, et quand sœur Marie-Christophe a demandé aux élèves s'ils voulaient suivre des cours de catéchisme, j'ai levé la main, comme tout le monde. La différence de religion n'a jamais été un problème à mes yeux. Bien au contraire.

Qu'avez-vous appris de cet enseignement catholique?

L'acceptation, le respect des autres. Je trouve que c'est une très belle religion qui, surtout, m'a fait beaucoup de bien.

Êtes-vous sollicité par les politiques?

J'ai toujours décliné leurs invitations car je ne fais pas de politique. Je fais partie de ceux qui n'annulent pas un spectacle pour aller rencontrer un président, un ministre ou un maire.

C'est comment, le dimanche de Redouane Bougheraba?

Nous retrouvons souvent un couple d'amis français à Londres, Fred et Logan, eux aussi avec deux enfants. On se fait un petit après-midi entre amis, apéro, rigolade, discussion. Avec les enfants qui jouent et les adultes qui blaguent. ■



SÉBASTIEN LEBAN POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

Je fais partie des humoristes heureux. Ce serait indécent d'être triste, car je suis payé pour faire des blagues

SES COUPS DE CŒUR

Les restos qu'il « kiffe » sont deux italiens. Le Sparrow Italia à Londres et la pizzeria Chez Étienne à Marseille. Lorsqu'il a envie de rire, il regarde l'humoriste Nino Arial. « Le mec cartonne et est en tournée dans toute la France. » Côté musique, c'est le chanteur Yamé qui le fait se trémousser.

Sparrow Italia, 1-3 Avery Row (Londres, Royaume-Uni).
Chez Étienne, 43, rue de Lorette (Marseille 2^e).

Délocalisés, d'Ali et Redouane Bougheraba, sortie le 12 mars.

LE PETIT DEJ MEDIA 8H50

L'actualité média marquante de la semaine et celle à ne pas manquer avec **Rémi Jacob**, journaliste à La Tribune Dimanche.

Tous les week-ends dans **Anaïs matin**
Anaïs Castagna 6H - 9H

RMC
INFO TALK SPORT

en partenariat avec **LA TRIBUNE DIMANCHE**

ENTRE NOUS
RESTE
ÇA

L'INDUSTRIE PREND LA PAROLE ! DU 11 AU 14 MARS

EUREXPO LYON

50 000 INDUSTRIELS MOBILISÉS

500 SPEAKERS POUR EN PARLER



ILS SERONT
TOUS LÀ !
ET VOUS ?

*Réalisé avec les noms des 2500 partenaires de Global Industrie

TOUS NOS SPEAKERS "EN SCÈNE"

MARC FERRACCI ; Nicolas DUFOURCQ ; Olivier GINON ; Sébastien GILLET ; Julie VOYER ; Elizabeth DUCOTTET ; Pierre-Etienne BINDSCHEDLER ; Frédérique LE GREVÈS ; Laurent BATAILLE ; Alexandra MATHIOLON ; Jean-Claude FAYAT ; Didier TRUCHOT ; Olivier SICHEL ; Sophie SIDOS-VICAT ; Alexandre SAUBOT ; Florence LAMBERT ; Dominique THILLAUD ; Véronique TORNER ; Jean-Marie SAINT-PAUL ; Kevin PIERRE-EMILE ; Nicolas DUFOURCQ ; Olivier PROST ; Alexandre SAUBOT ; Laurent BATAILLE ; Giulia DEL BRENNNA ; François ROUSSEAU ; Mohed ALTRAD ; Thierry DE LA TOUR D'ARTAISE ; Benjamin FRUGIER ; Benoit LEMAIGNAN ; Fabien VINCENTZ ; Antoine TESNIÈRE ; Sébastien IVA ; Philippe MATIÈRE ; Thierry GEORGES ; Bruno BONNELL ; Sylvie GUINARD ; Philippe VARIN ; Olivier LLUANSI ; Rodolphe DELAUNAY ; Matthieu ESTRANGIN ; Fabrice GYSELINCK ; Ben LEVY-McNAUGHTON ; Alain APPERTET ; Raphael ZACCARDI ; Christine CHAMPOIRAL ; Alexandre GUILLAUME ; Patrick MARTIN ; Adeline LEMAIRE ; Céline CHARVIN ; Karim MEDIMAGH ; Ivan IORDANOFF ; Frédéric FOTIADU ; Faustine DOGER ; Laurent TARDIF ; Raphaël GORGÉ ; Alexandre MÉRIEUX ; Frédéric SANCHEZ ; Anais VOY-GILLIS ; Thierry BLANDINIÈRES ; Paul-François FOURNIER ; Benoit NEYRET ; Gilles DUQUEINE ; Mehdi HOUAS ; Matthieu HESLOUIN ; Caroline POISSONNIER ; Corinne HARDY ; Gabriela TORRES ; Cédric RENAUD ; Céline BOURDIN ; Philippe RIVIÈRE ; Thibault MARTIN-DONDOZ ; Xavier PIECHACZYK ; Marianne LAIGNEAU ; Jean-Philippe LAURENT ; Jan Jacob BOOM-WICHERS ; Pierre BROSSOLET ; Philippe HERBERT ; Romain BRUNIAUX ; Frederic FABI ; Alain DI CRESCENZO ; Hervé LESSEUR ; Guillaume BUFFET ; François MARTY ; Quentin LAURENS ; Nathalie MAGNIEZ ; Emeline BAUME ; Simon YASPO ; Frédéric LAROCHE ; Frédéric COIRIER ; Antoine FOURCADE ; Charles BEIGBEDER ; Philippe LANOIR ; Jean-Luc GAILLARD ; Jean-Gabriel DIJOU ; François MALBURET ; Cédric LOPEZ ; Julie DUPONT ; Jean-Sébastien MOULET ; Bertrand FELIX ; Phi-Yen LIBREZ ; Doris BIRKHOFER ; Richard BRUNET ; François PORTIER ; Yann BOURJAULT ; Renaud JAOUEN ; Louis HAUETTE ; Guillaume DE LAVALLADE ; Pierre-Gael CHANTEREAU ; Hacene LAHRECHE ; Matthieu DELAPLACE ; Philippe SISSOKO ; Alexandre RIGUEL ; Anthony MORLET ; Manon LE JOLIVET ; Vincenzo VINZI ; Stéphanie ROUSSEAU-PLAYE ; Théo DEPALLE ; Megane GIET ; Franck MANSENARES ; Ruben JOHAN ; Phoebe PEREZ ; Théa SERFATY...

**GLOBAL
INDUSTRIE**

@gi_globalindustrie
@salon_gi

www.global-industrie.com

Global Industrie
Global Industrie

#GI25



ÉDITION SPÉCIALE MIPIM

LA TRIBUNE IMMOBILIER

Habiter autrement

Participatif, intergénérationnel...
Les nouvelles tendances 2025

LUDWICK HERNANDEZ POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

DÉCRYPTAGE P. II-III

La baisse des prix
et celle des taux d'intérêt
relancent timidement
l'attrait pour la pierre

ENTRETIEN P. IV

La ministre du Logement,
Valérie Létard, décrypte
les mesures pour soutenir
le marché immobilier

TÉMOIGNAGES P. VIII

À Sophia-Antipolis comme
en Seine-Saint-Denis,
deux exemples réussis de
réversibilité des bâtiments



L'ÉDITO
de Philippe Mabilie,
directeur éditorial

Le logement
de crise en crise

La crise du logement est l'un des principaux échecs d'Emmanuel Macron. À force d'en nier la réalité et de prendre des mesures fiscales et réglementaires contre-productives, les pouvoirs publics l'ont laissé prospérer au point de provoquer une pénurie d'offre telle que, chacun peut en faire l'expérience, il n'a jamais été aussi difficile de se loger en France depuis sans doute la grande crise des années cinquante. En particulier pour les jeunes actifs dans les grandes métropoles, qui payent deux fois la retraite de leurs aînés, par leurs cotisations sociales et à travers les loyers puisque nombre de retraités sont aussi multipropriétaires. Les jeunes eux sont devenus des exclus de l'accès à la propriété.

Depuis trois ans, la hausse des taux d'intérêt la plus brutale de l'histoire récente combinée avec une politique systématique de suppression des aides à la pierre a fait s'effondrer comme un château de cartes les grands équilibres du marché immobilier. Plongeon des ventes dans l'ancien, à 750 000 transactions, effondrement du marché du neuf qui a mis le feu chez les grands promoteurs, blocage du marché locatif aggravé par l'échec de la politique de rénovation énergétique, impact massif des locations touristiques que les villes ont trop tardé à combattre.

Autrefois vaches à lait des finances locales, les recettes fiscales des transactions immobilières se sont tellement effondrées que la dernière loi de finances autorise les départements à augmenter les « frais de notaires », sauf heureusement pour les primo-accédants. Jamais l'investissement privé dans l'immobilier n'a autant été découragé, la France étant l'un des pays qui taxe le plus la détention et la transaction immobilière.

La nouvelle ministre du Logement, Valérie Létard, dit avoir conscience de cette situation. Mais elle ne dispose de presque aucun levier pour agir à la mesure du problème. Tant que la classe politique considérera l'immobilier comme une rente et non un actif à valoriser, aucune solution durable ne sera apportée. La baisse des taux d'intérêt, qui atteint un plancher autour de 3 % et le recul des prix encore beaucoup trop élevés ne seront pas suffisants pour résoudre une crise devenue structurelle. Le plus dur est donc encore devant nous, alors que le marché va connaître le choc de la pénurie de construction neuve dans les prochaines années. C'est un réel problème car la mobilité résidentielle est indispensable à l'objectif de plein-emploi.

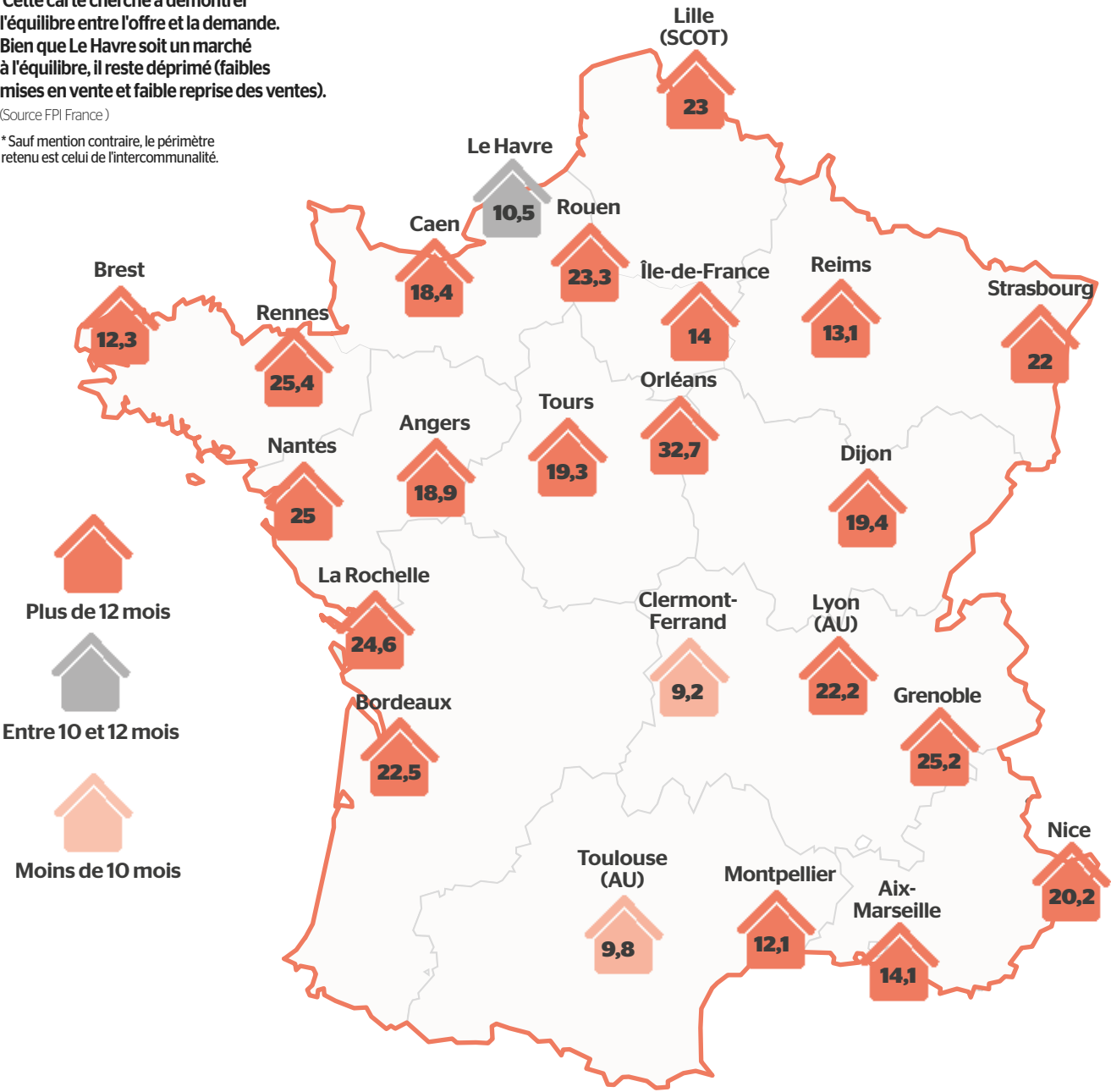
La bonne nouvelle, dans ce sombre spectacle, est que les Français continuent de rêver d'être propriétaires, même si seulement moins de 57 % d'entre eux le sont, dont 38 % sans emprunt bancaire à rembourser. Pour préparer sa retraite, pour disposer d'un refuge en temps de crise, bien se loger demeure le projet d'une vie. Et sous les pavés de la crise émergent de nouvelles tendances, comme l'habitat participatif ou intergénérationnel tandis que le télétravail accélère la réversibilité de bureaux en logements. Bref, il y a des pistes nouvelles pour habiter autrement en tenant compte des évolutions de la société. Il est temps de les encourager si l'on veut concilier en même temps les impératifs écologiques et les besoins sociaux.

COMBIEN DE MOIS POUR VENDRE UN LOGEMENT NEUF*
(au détail et en mois d'écoulement)

Cette carte cherche à démontrer l'équilibre entre l'offre et la demande. Bien que Le Havre soit un marché à l'équilibre, il reste déprimé (faibles mises en vente et faible reprise des ventes).

(Source FPI France)

* Sauf mention contraire, le périmètre retenu est celui de l'intercommunalité.



Un avenir à bâtir
différemment

La baisse des taux et des prix annoncée cette année ne sonnera pas la fin de la crise du logement, mais des solutions innovantes émergent pour habiter autrement.

CÉSAR ARMAND

Un an avant les élections municipales de mars 2026, le Marché international des professionnels de l'immobilier (Mipim) s'ouvre à Cannes cette semaine après une année cataclysmique tant sur le plan de l'habitat ancien que du logement neuf où l'offre de biens disponibles ne rencontre pas son public, faute de perspectives rassurantes en France et à l'international. Et si le Premier ministre François Bayrou a échappé à une motion de censure sur le budget 2025, l'instabilité politique nationale ne rassure guère les acheteurs avec la crainte d'une fiscalité encore plus dissuasive à l'investissement immobilier.

Ainsi, après avoir constaté, tout au long de l'année dernière, une poursuite de la diminution des volumes et une réduction des prix, le Conseil supérieur du notariat observait une amélioration des transactions fin 2024, avant que la censure du gouvernement Barnier ne fasse de nouveau chuter la confiance des ménages. « Les ménages ont besoin de visibilité. Si reprise il y a, elle se fera par à-coups. La baisse d'un point des taux demeurant à eu un impact positif sur le pouvoir d'achat des Français, mais la situation politique nationale et géopolitique internationale restent synonymes d'instabilité qui obèrent la confiance », témoigne ainsi maître Priscille Caignault,

notaire à Tulle (Corrèze) et membre du bureau du CSN. Le président de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM), Loïc Cantin, fait, lui, preuve d'un « optimisme prudent ». « Tout cela redonne de l'oxygène, de la dynamique au marché et permet de reconstituer du pouvoir d'achat pour les ménages exposés à des prix corrigés, mais la baisse des prix doit se conjuguer avec une baisse des taux pour une reprise progressive de l'activité », souligne-t-il. La BCE devrait de ce côté apporter des bonnes nouvelles d'ici la fin du semestre.



L'un des risques de cette crise est de désarmer les compétences de la fabrique de la ville

Olivier Colonna d'Istria,
président de l'IFPIMM

De leur côté, les promoteurs immobiliers sont les grands gagnants de la dernière loi de finances. Après une « hécatombe » pour le logement collectif en 2024 avec seulement 164 400 permis de construire délivrés, soit 12,3 % de moins qu'en 2023, et moins de 10 000 logements mis en vente au dernier trimestre, les professionnels

parient beaucoup sur l'exonération sur les donations inscrite dans le budget 2025. Autrement dit, un donataire pourra bénéficier de jusqu'à 300 000 euros de sa famille pour acquérir un bien neuf d'ici au 31 décembre 2026. « Cela représente jusqu'à 30 à 40 000 ventes par an », estime Pascal Boulanger, le président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI).

« C'est une mesure de riche et non une mesure de justice sociale ! Qui dispose de 300 000 euros ? » tempête son homologue de la FNAIM. Ce dernier s'émue également de la possibilité pour les départements d'augmenter les droits de mutation à titre onéreux qui entrent dans le calcul des frais de notaire. « C'est un très mauvais signal au moment même où la propriété fait déjà l'objet d'un relèvement de la taxe foncière dans les grandes villes. On contraint encore l'acquisition », pointe Loïc Cantin. « J'ai tenu à exclure les primo-accédants de cette hausse et je reste vigilante », rétorque la ministre du Logement Valérie Létard dans une interview accordée à La Tribune Dimanche (lire page 4).

La Valenciennoise est en outre une fervente avocate du bail réel solidaire (BRS). Derrière cette formule qui échappe au commun des mortels, il s'agit de dissocier le foncier et le bâti pour proposer aux ménages d'acquérir des logements jusqu'à deux fois moins chers que les prix classiques du marché immobilier. En effet, au lieu d'acheter un habitat en pleine propriété, une famille n'acquiert que les murs via un bail de très

longue durée. Le terrain reste, lui, à la main d'un organisme foncier solidaire – un OFS dans le jargon. En contrepartie, et sous condition de ressources définies par l'État, l'occupant s'engage à y vivre au titre de sa résidence principale. « *Le BRS est une solution très adaptée aux besoins des primo-accédants à la propriété, mais il faudrait davantage de volume, un objectif qui reste compliqué à atteindre dans le contexte actuel* », relève néanmoins Quentin Lamour, directeur national études et conseil du cabinet Adéquation.

Des projets freinés par la loi ZAN

Dans un contexte de crise durable du logement, de nouvelles tendances émergent comme l'immobilier participatif, pensé et administré par les particuliers qui ont décidé de s'engager dans cette aventure collective. Chacun a son chez-soi mais entretient une réelle relation de voisinage avec son camarade de palier. Cela passe par un espace commun ou la systématisation de prêts d'outils et de matériels. Les promoteurs traditionnels commencent donc à se positionner sur ce créneau, conscients des possibles débouchés, même si l'activité reste encore marginale (*lire page 6*). Toujours est-il que cela témoigne de l'attention portée à autrui dans une société où les urbains ne connaissent pas le propriétaire du paillasson d'en face. Loin des réseaux de professionnels, l'immobilier intergénérationnel se développe également doucement mais sûrement (*lire page 6*). Mélanger des jeunes actifs et des seniors autonomes n'est plus réservé à des associations. Dans nos colonnes, la ministre du Logement promet de « *refléter des aspirations nouvelles de nos concitoyens pour plus de logements partagés et répondre au mieux aux besoins des personnes en situation de handicap* ».

Encore faut-il du foncier, alors même que la loi relative à la zéro artificialisation nette des sols (ZAN) visant à limiter puis à arrêter l'étalement urbain freine les porteurs de projets. L'heure est donc à la régénération urbaine, c'est-à-dire au travail sur les bâtiments existants pour reconstruire la ville sur elle-même. « *Il nous faut renforcer la réversibilité qui doit devenir un standard* », dit encore Valérie Létard. Cela tombe bien : le cabinet de conseil The Boson Project, en partenariat avec Bouygues Immobilier, vient de publier un guide en ce sens, que *La Tribune Dimanche* dévoile en exclusivité (*lire page 3*).

“

Il y a des mètres carrés de bureaux et de friches tertiaires à transformer

Quentin Lamour, cabinet Adéquation

L'exemple du permis de construire multi-destinations pour la construction des bâtiments des Jeux olympiques et paralympiques, et surtout leur réversibilité, fait des émules. Aujourd'hui, la phase Héritage du Village des athlètes bat son plein (*lire page 8*). Dans le gouvernement Attal, déjà, le ministre du Logement d'alors, Guillaume Kasbarian, promettait de soutenir la proposition de loi du député (MoDem) de l'Ain, Romain Daubié, visant à faciliter la transformation des bureaux en logements, mais du fait de la dissolution, le texte attend son inscription à l'ordre du jour.

Sauf que « *l'un des risques de cette crise est de désarmer les compétences de la fabrique de la ville alors que cette dernière va être beaucoup plus complexe à fabriquer demain. Ce sera en outre beaucoup plus intense capitalistiquement, car les acteurs en sortent fragilisés* », souligne le président de l'Institut du financement des professionnels de l'immobilier (IFPIMM), Olivier Colonna d'Istria. Comme président du directoire de Socfim, il fait savoir que « *dans le cadre de notre plan BPCE Vision 2030, nous allons donc mettre du capital au travail pour incuber du foncier, investir dans des friches et des quartiers en déshérence* ». « *Des fonds se montent et vont permettre d'accélérer les rénovations et transformations et lancer le rebond* », assure-t-il ainsi.

À condition que le pouvoir politique local suive : « *Il y a des m² de bureaux et de friches tertiaires à transformer. Au-delà des propriétaires de ces actifs, le sujet est aussi aux mains des collectivités. Il sera intéressant de voir comment les élus vont s'emparer de ces sujets. Peut-être y-aura-t-il un déclin positif au lendemain des élections municipales* », espère Quentin Lamour du cabinet Adéquation. ■

Le logement en février 2025

+1%

C'est la hausse des prix des logements sur les douze derniers mois. La valeur au mètre carré reste stable à 5 350 euros du mètre carré depuis plus de deux ans.

82 000

Soit le nombre de logements disponibles à la vente au 1^{er} janvier 2025, compte tenu de la raréfaction de nouveaux programmes depuis plusieurs mois. Du jamais-vu depuis 2011 !

+2,4%

C'est la progression des loyers à l'offre à l'échelle nationale en 2024, soit 13 euros par mètre carré en moyenne. Une hausse qui ne faiblit pas après une hausse identique en 2023.

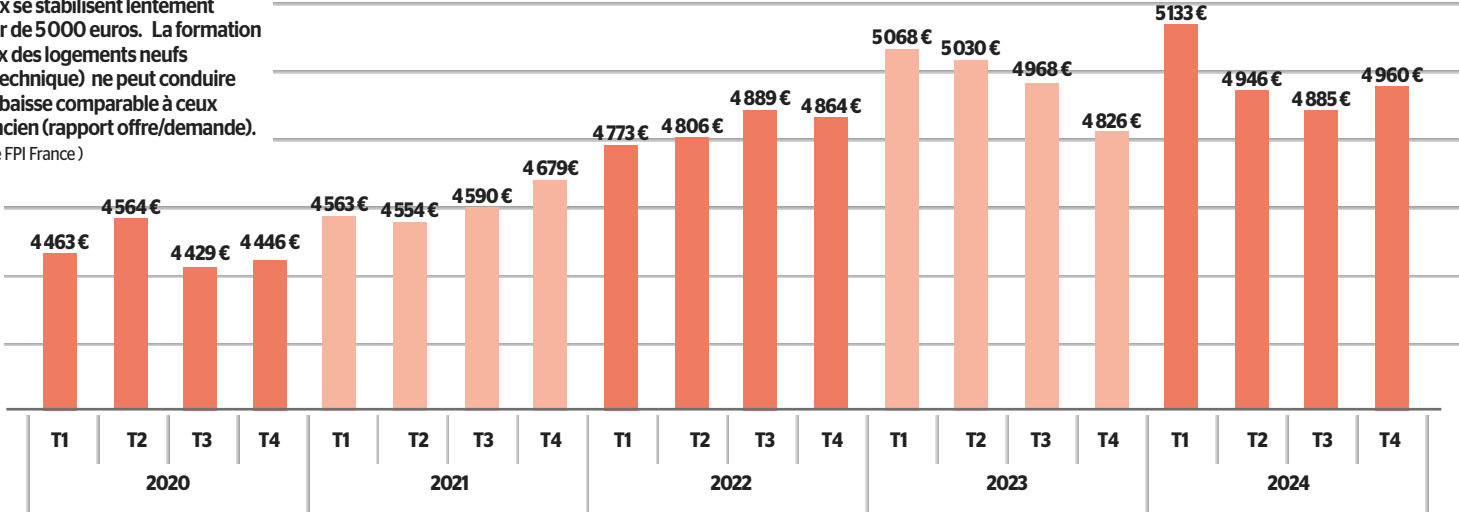
1300

Le nombre de logements vendus auprès d'investisseurs en janvier 2025, et ce malgré la fin de l'avantage fiscal dit Pinel au 31 décembre 2024

Source : Adéquation

LES PRIX DU LOGEMENT COLLECTIF NEUF AU DÉTAIL (hors bloc)

Depuis plusieurs trimestres, les prix se stabilisent lentement autour de 5 000 euros. La formation de prix des logements neufs (prix technique) ne peut conduire à une baisse comparable à ceux de l'ancien (rapport offre/demande). (Source FPI France)



Mode d'emploi pour reconstruire la ville sur elle-même

Un « petit guide pour repenser, transformer et valoriser les espaces urbains » réalisé par le cabinet de conseil The Boson Project, en partenariat avec Bouygues Immobilier.

Catastrophe écologique, économique et sociale : c'est le tiercé perdant de l'étalement urbain. Avec en moyenne 57 600 hectares grignotés chaque année depuis 1982, la France est 15% plus artificialisée que l'Allemagne et 57% plus que le Royaume-Uni ou l'Espagne. Rien que sur le plan environnemental, cette politique augmente les risques d'inondations, entre en compétition avec l'agriculture, réduit la biodiversité et sape les puits de carbone. Pis, elle dévitalise les centres-villes et, par ricochet, les commerces de proximité. Et ce, alors même que la lutte contre le dérèglement climatique impose de réduire de moitié l'artificialisation des sols dans la prochaine décennie.

Sauf qu'il faut continuer à créer des logements et à soutenir l'activité économique. Face à cette équation a priori insoluble, *La Tribune Dimanche* dévoile un « petit guide pour repenser, transformer et valoriser les espaces urbains » réalisé par le cabinet de conseil The Boson Project, en partenariat avec Bouygues Immobilier. Une

seule solution s'impose donc : produire la ville sur des terrains déjà artificialisés ou transformer des bâtiments existants. Pour cela, une méthodologie s'impose : les acteurs publics et privés doivent collaborer. Sur la ZAC Charenton-Bercy qui fait office de frontière entre cette commune du Val-de-Marne et le XII^e arrondissement de Paris, l'aménageur public Grand Paris Aménagement a par exemple fait intervenir les opérations en amont dès la définition du cahier des charges, et non plus en aval comme exécutants. Le promoteur Bouygues Immobilier et l'investisseur Tikehau Capital se sont également alliés au travers d'une société par actions simplifiées.

Et pour cause : une métamorphose coûte plus cher. Dans le cas d'une réhabilitation de patrimoine remarquable, le coût des travaux peut s'élever à 3 000 euros par mètre carré, contre 1 300 à 1 500 euros pour de la construction neuve de même standard, affirme dans l'étude Yannick Bigeard, directeur général de Nouveau siècle. Pour la réhabilitation d'une friche, les coûts de dépollution s'élèvent en

moyenne, selon l'Agence de la transition écologique (Ademe), à 32,5 euros par m², quand le prix d'acquisition est de 100 euros par m².

Sans compter les coûts supplémentaires sur les expertises liés notamment à la rareté des acteurs qui maîtrisent ces savoir-faire. C'est pourquoi il existe des incitations fiscales comme le dispositif Malraux pour les immeubles situés en secteur sauvegardé ou le Denormandie pour les centres-villes dégradés. La réhabilitation permet également de dépenser moins en matériaux et en structures et de raccourcir le chantier. Cela peut ainsi renforcer l'acceptabilité auprès des riverains.

Reste à lever les freins politiques. Dans la transformation de bureaux en logements, la ville a parfois davantage intérêt à garder l'immeuble vide pour percevoir la taxe sur le foncier bâti plutôt que le voir muté en habitation. Cette dernière est en effet synonyme de nouveaux services publics à développer. À moins que l'aide aux maires bâtisseurs voté dans le budget 2025 change la donne. **C.A.**

Les ménages encore frileux malgré la baisse des taux

Les intentions des ménages à souscrire un crédit immobilier dans les six prochains mois s'améliorent mais elles restent en dessous de la moyenne des dernières années.

ÉRIC BENHAMOU

Tous les banquiers le savent : le crédit immobilier est une machine à conquérir de nouveaux clients. La brusque hausse des taux à partir de 2022 et la chute des marges d'intermédiation qui l'a accompagnée a quelque peu malmené ce principe, obligeant certaines banques, comme Société Générale ou La Banque Postale, à se mettre à l'écart du marché. La flambee des taux sur les crédits immobiliers, avec un pic de 4,17% en moyenne (hors assurance) en janvier 2024, a fait s'effondrer la production de nouveaux prêts de 40 % en 2023. La chute s'est poursuivie en 2024 avec une baisse de 15% des emprunts des ménages français : avec seulement 110 milliards d'euros, c'est deux fois moins que le record atteint en 2021, après le boom post-Covid.

Le recul de l'inflation et l'assouplissement monétaire de la Banque centrale européenne a changé la donne à partir de l'été 2024. Le nouveau mot d'ordre dans les réseaux bancaires est donc de faire repartir, presque à tout prix, la production. Mais le rebond n'a commencé à se concrétiser qu'en fin d'année dernière, au quatrième trimestre, face à une demande encore timide. Entretemps, les taux moyens

sur les crédits immobiliers ont reculé jusqu'à 3,24% en janvier, selon les données de Crédit Logement.

« *La production repart* », confirme-t-on au Crédit Agricole qui affiche un rebond sur le crédit à l'habitat de 8 % pour les caisses régionales et de 11% pour LCL au quatrième trimestre. Sur l'année 2024, la production de crédits immobiliers de la banque progresse de 18 % à 45 milliards d'euros, confortant sa place de numéro un en France avec une part de marché de 33%. Si la production repart, la concurrence aussi ! « *Il faut rester dans le marché et si des concurrents se montrent agressifs, il faut être en capacité d'assouplir également nos conditions* », nous confie un dirigeant d'une grande banque française. Pour l'instant, les banques n'ont pas encore répercuté les tensions apparues sur le taux à 10 ans de l'obligation d'Etat français (OAT), qui sert de référence pour les barèmes de crédit. Ce dernier navigue au-dessus des 3%, un niveau très proche, voire supérieur, aux taux moyens sur le crédit immobilier à 20 ans.

Cette pression à maintenir des taux bas montre que les banques sont prêtes à faire des efforts pour attirer la clientèle, même si les premiers signes de stabilisation, voire de hausse des taux commencent à se manifester dans les

barèmes. « *C'est une première depuis un an : quelques banques ont remonté leurs taux de crédit mais de façon limitée* », observe ainsi, en début de mois de février, le courtier Vousfinancer. Mais peu de professionnels tablent réellement sur un coup de frein et toutes les banques souhaitent toujours prêter.

Car si la situation financière des ménages s'est globalement améliorée avec le recul de l'inflation, c'est bien l'atonie de la demande qui prévaut. Selon l'Observatoire des crédits de la Fédération bancaire française (FBF), une petite lueur apparaît avec une légère hausse des intentions de souscription à un crédit immobilier (à 3,1% des ménages) dans les six prochains mois.

« *Il faut être prudent* », souligne néanmoins le professeur d'économie Michel Mouillart. « *Il y a certes une amélioration par rapport à la calamiteuse année 2023 mais c'est une amélioration modérée qui nous place en dessous de la moyenne de ces dernières années* », précise l'expert. Les banques l'ont bien compris : elles vont devoir rivaliser d'imagination pour relancer la machine au printemps alors que la reprise de l'activité s'essouffle déjà en janvier. Sauf si de nouvelles baisses de taux par la BCE relancent le marché au second semestre. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR CÉSAR ARMAND

Selon les professionnels, les pouvoirs publics ont tardé à prendre conscience de la réalité de la crise du logement. Est-ce le cas désormais sous votre administration ?

La crise du logement est une réalité qui s'est installée depuis plusieurs années, et c'est précisément pour y répondre que j'ai accepté cette responsabilité. Dès ma prise de fonction, j'ai engagé un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes car ma méthode repose sur la concertation et l'action. La crise est à la fois structurelle, avec la hausse des prix de l'immobilier et la raréfaction du foncier, et conjoncturelle, en raison de l'augmentation des coûts de l'énergie et de la construction. Elle pèse lourdement sur les ménages, pour qui le logement représente en moyenne un tiers du budget. Face à cela, nous avons d'ores et déjà apporté des réponses concrètes. J'ai signé avec le mouvement HLM une feuille de route fixant des objectifs précis pour le logement social : la production de 100 000 nouveaux logements, la construction de 16 500 logements dans le cadre de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et le lancement de 125 000 rénovations. Je continuerai à agir avec détermination pour trouver des solutions pour l'ensemble du secteur et de ses acteurs.

Malgré un espoir de reprise du marché avec la baisse des taux, cette crise semble encore profonde en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande. Les mesures que vous avez prises dans un budget contraint sont-elles suffisantes pour stimuler le marché ?

L'équilibre entre l'offre et la demande ne se rétablit pas du jour au lendemain, mais avec ce budget, nous avons posé des bases solides pour relancer la construction, faciliter l'accèsion à la propriété et soutenir la rénovation. D'abord, nous avons élargi le prêt à taux zéro (PTZ) à l'ensemble du territoire, nous avons mis en place une exonération temporaire très importante des donations jusqu'à 300 000 euros afin de faciliter la transmission patrimoniale et soutenir l'achat de logements neufs ou la réalisation de

“

Nous visons au moins 15 000 logements supplémentaires financés grâce à une extension du prêt à taux zéro

travaux. Sur le logement social, nous avons sécurisé le secteur avec une baisse de 200 millions d'euros de la réduction de loyer de solidarité (RLS), qui redonnera des marges de manœuvre aux bailleurs pour construire et rénover.

Nous avons également maintenu MaPrimeRénov' avec 2,3 milliards d'euros de crédits, pour ne pas freiner le rythme des rénovations, ce qui permet de maintenir une activité forte des artisans. Enfin, je tiens à le souligner : les primo-accédants sont totalement exclus de la hausse des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), pour ne pas pénaliser ceux qui veulent accéder à la propriété. Toutes ces mesures, très attendues, n'étaient pas en place quand je suis arrivée au ministère en septembre et sont des réponses immédiates et ciblées, qui permettent de remettre en mouvement la chaîne du logement.

Le budget 2025 acte ainsi le retour du prêt à taux zéro dans l'immobilier neuf, individuel et collectif. Quel sera son montant ? Combien de bénéficiaires visez-vous ?

Nous visons au moins 15 000 logements supplémentaires financés grâce à cette extension du PTZ. Concrètement, les quotités – aujourd'hui de 20 à 50 % du coût total de l'opération – seront définies par décret, en concertation avec les banques. Dès le 1^{er} avril, les banques pourront proposer ce dispositif aux primo-accédants partout en France, sans distinction de zone, pour l'achat d'un logement neuf, individuel ou collectif. Le PTZ dans l'ancien, lui, est maintenu dans les zones tendues, avec un critère de rénovation énergétique.

VALÉRIE LÉTARD, MINISTRE DU LOGEMENT

« Adapter la politique du logement aux évolutions de la société »

La ministre décrypte son budget 2025 et ses conséquences sur une industrie immobilière encore en crise. Elle veut également soutenir de nouvelles façons d'habiter.



Valérie Létard
à Paris,
le 5 mars.

Les droits de mutation à titre onéreux vont augmenter pour les départements qui le souhaitent, sauf pour les primo-accédants. N'y a-t-il pas un risque de gripper le marché de l'ancien ?

Tout d'abord, j'ai tenu à exclure les primo-accédants de cette hausse pour préserver l'accèsion à la propriété des classes modestes et moyennes afin d'encourager l'achat. Je reste vigilante, l'histoire montre que la fiscalité immobilière peut freiner les transactions, et notre priorité doit être de fluidifier le marché, surtout alors que la baisse des taux redonne du dynamisme au secteur. Les collectivités ont besoin de ressources pour financer leurs missions essentielles, mais je préfère accompagner la reprise du volume des transactions plutôt que d'augmenter la fiscalité sur l'achat immobilier.

Le budget fait également état d'une exonération pour les donations. En quoi cela va-t-il donner de l'air aux promoteurs ?

Cette mesure, s'appliquant uniquement aux donations effectuées entre la promulgation du PLF 2025 et le 31 décembre 2026, vise à encourager l'acquisition de logements neufs, en particulier pour les jeunes ménages ou les primo-accédants. Elle permet à un donataire de bénéficier d'un abattement de 100 000 euros par donateur, avec un plafonnement de 300 000 par donataire. Cette mesure a un impact direct sur les promoteurs immobiliers, car elle favorise la construc-

tion neuve. En offrant une incitation fiscale pour l'achat de logements neufs, nous créons un environnement propice à la demande, ce qui, à terme, soutiendra la dynamique de construction. Cette exonération permet d'agir immédiatement et de soutenir l'acquisition de logements neufs, ce qui est crucial pour la relance du secteur immobilier.

L'aide pour les maires bâtisseurs de 100 millions d'euros est-elle vraiment suffisante pour les inciter à délivrer des permis de construire ? Qui plus est à l'approche des élections municipales ?

Le calendrier électoral ne doit pas freiner l'action publique, la crise du logement impose des réponses immédiates et struc-

“

La crise du logement impose des réponses immédiates et structurantes, indépendamment des échéances politiques

turantes, indépendamment des échéances politiques. Le soutien aux maires bâtisseurs est une priorité pour le gouvernement. Nous souhaitons renforcer les incitations à construire des logements et soutenir les élus qui s'y engagent avec volontarisme.

Cette enveloppe vise à soutenir directement les communes qui délivrent des permis de construire et qui prennent des initiatives pour répondre à la demande de logements sur leur territoire. Cette aide est une première étape et s'inscrit dans un ensemble de mesures plus large visant à relancer la production de logements.

Dans ces conditions, tout le secteur souffre et les suppressions de postes se multiplient. Comment inverser la tendance ?

La crise que traverse le secteur du logement est globale : baisse d'activité, défaillances d'entreprises, perte d'emplois... Ma priorité est claire : redonner de la visibilité aux acteurs du bâtiment. Nous avons déjà ajusté le taux du Livret A pour soutenir les bailleurs sociaux et relancer la production. Nous simplifions l'accès à MaPrimeRénov' pour accélérer la rénovation énergétique et donner du travail aux artisans, mais

“

La réversibilité des bâtiments doit devenir un standard, comme le permis de construire multi-destination lors des Jeux olympiques

nous devons aller plus loin. L'apprentissage est une clé, nous devons y remédier en facilitant l'accès à la formation et en sécurisant les parcours des jeunes. De plus, la construction doit être mieux adaptée aux réalités locales. Les maires et les élus connaissent les besoins en logement et en emploi sur leur territoire, nous travaillerons avec eux pour développer des projets ciblés et pertinents.

Bail réel solidaire, habitat participatif, logements intergénérationnels, transformation de bureaux... Les initiatives se multiplient pour s'adapter à la crise du foncier et à la zéro artificialisation nette. Les nouveaux usages ont-ils supplanté les anciens ?

Nous avons déjà agi en simplifiant les règles, en lançant des appels à projets et en accompagnant les acteurs du secteur. Mais nous devons aller plus loin et adapter la politique du logement aux besoins et aux évolutions de la société ; il nous faut renforcer la réversibilité des bâtiments qui doit devenir un standard, comme le montre l'exemple du permis de construire multi-destination lors des Jeux olympiques. Il nous faut évidemment prendre en compte le vieillissement de la population ; pas seulement en veillant à l'adaptation du bâti mais en changeant les « manières d'habiter » et en s'interrogeant sur l'évolution du rôle des bailleurs. La politique du logement doit refléter les aspirations nouvelles de nos concitoyens pour plus de logements partagés, intergénérationnels. Il nous faut également répondre au mieux aux besoins des personnes en situation de handicap. Tout cela doit être fait en veillant à s'adapter à la crise du foncier et à la nécessité d'être plus respectueux de l'environnement. Je souhaite ainsi soutenir l'innovation dans les méthodes de construction, notamment celle du hors-site en bois. A cet effet, je travaille, en lien avec les parlementaires, pour pouvoir proposer très rapidement des solutions de simplification, notamment pour accélérer la mutation des friches, des zones d'activité ou des zones pavillonnaires pour accueillir davantage de logements. Il faut accompagner, favoriser ces transformations qui reflètent les évolutions de nos besoins et de nos sociétés. ■



La Garantie
Crédit Logement
propose une solution
simple et innovante.

Un projet immobilier en toute sérénité ?

Choisissez Crédit Logement pour garantir votre prêt immobilier.

Depuis 50 ans, Crédit Logement s'engage à vos côtés et accompagne les évolutions du marché immobilier en proposant une garantie adaptée aux besoins de chacun. Crédit Logement facilite ainsi l'accès à la propriété pour le plus grand nombre.

Grâce à la garantie Crédit Logement,
plus de 10 millions d'emprunteurs ont déjà réalisé
leur projet immobilier, sans hypothèque.

Comment ça fonctionne ?

Lorsque nous garantissons votre prêt immobilier, nous nous engageons à vous accompagner tout au long de la vie de votre prêt, en portant un **second regard** sur votre plan de financement, en prenant des **décisions rapides** et en cherchant des **solutions amiables** en cas de difficultés financières.

Dès la réception de votre dossier de prêt par notre banque partenaire, nos équipes mobilisent leur expertise solide et leur connaissance approfondie du financement de prêt immobilier, pour garantir votre sérénité.

Obtenez une réponse sous 48 heures* !

Avec la Garantie Crédit Logement profitez d'une solution souple, rapide et efficace.

Plus d'infos sur www.creditlogement.fr

S.A. au capital de 1 259 850 270 € - RCS PARIS B302 493 275 - Contenu non contractuel.
Création graphique : Art Feels Good • Crédit photo: AdobeStock - Marc White, Jessica Peterson/Tetra Images

* Sur la base d'un dossier complet.

L'immobilier intergénérationnel se développe doucement mais sûrement

Collectivités locales et bailleurs sociaux mettent en œuvre de nouveaux modèles mêlant seniors et jeunes actifs au sein d'une même structure.

CÉSAR ARMAND AVEC AMANDINE IBLE, FLORENCE FALVY, GUILLAUME FISCHER ET PASCALE PAOLI LEBAILLY

Une personne âgée de 65 ans ou plus sur trois vit seule dans son logement. Résider en établissement est très rare jusqu'à l'âge de 85 ans. À la lecture de cette statistique de l'Insee parue mi-février, un investisseur s'interroge : « Sachant que les maires ne veulent pas de résidences étudiantes mais des résidences services seniors (RSS) et des EHPAD qui manquent de main d'œuvre, pourquoi ne mixerait-on pas les deux pour répondre tant à la crise du logement qu'à la crise des vocations ? »

Exploitant de RSS depuis 2017, Stella accueille des étudiants lorsque des appartements sont disponibles, mais son directeur général Thibault Vendieux estime qu'il faudrait définir « un modèle immobilier où l'intergénérationnel est pensé dès la conception, avec une véritable cohérence entre les publics, plutôt que d'apporter des ajustements tardifs ». « Aujourd'hui, dès le dépôt du permis de construire et des autorisations d'urbanisme, la catégorisation reste rigide, avec un cahier des charges précis qui laisse peu de marge d'adaptation », témoigne-t-il.

Le président de la Fédération des promoteurs immobiliers d'Île-de-France ne dit pas le contraire : « Pour avoir réalisé une résidence services seniors avec quelques personnes plus jeunes, ça ne s'est pas très bien passé. Ce ne sont pas les mêmes rythmes, pas la même population, pas les mêmes charges. On idéalise ce système mais peut-être y a-t-il un modèle à trouver... » Un modèle qui semble avoir déjà été trouvé en Bretagne,



MATHEU CUGNOT / DIVERGENCE

où les initiatives se multiplient. Près de Brest, la résidence autonomie de Kerlaouena de 43 places met à disposition six logements à disposition pour un coût de 200 euros, avec accès Wifi et laverie commune gratuits. En échange, les jeunes locataires aident les résidents à faire leurs courses et s'engagent à effectuer des temps de présence et de discussion le soir, les week-ends et les jours fériés.

Dans le Morbihan, où près d'un résident sur trois sera âgé de plus de 65 ans d'ici à 2050, la commune de Baud a lancé, elle, les travaux d'un village de 21 maisons groupées, dont 8 pour les familles et 13 pour les seniors. Toujours dans ce département, Colpo accueillera en 2026 la solution clé en main apportée par la société Résidence intergénérationnelle rurale aux mairies disposant de terrains de 3 000 m², à savoir 17 appartements pour seniors, familles, jeunes actifs et des espaces communs. Les bailleurs sociaux prennent également

La maison de retraite des Missions Africaines à Saint-Pierre, en Alsace, a été transformée en tiers-lieu participatif.

les devants. À Angers, la Soclova investit 12 millions pour s'adapter à l'évolution démographique de ses locataires. « Près de 40% auront plus de 65 ans dans les dix prochaines années. Face à cette réalité, nous devons adapter notre offre et nos services dans une logique de mailage du territoire », déclare Astrid Maillet, directrice Patrimoine et Développement.

“

Un vrai lien se crée entre les locataires souvent isolés auparavant

Sophie Linel, responsable Habitat et Humanisme

des étudiants et jeunes actifs et 8 pour des personnes handicapées. À cela s'ajoute un logement réservé aux proches des habitants. Les associations prennent

également leur part, comme Habitat et Humanisme qui dès 2019 a transformé en ce sens le cloître des capucins à Tours. Des actions sont aussi en œuvre pour qu'« un vrai lien se crée entre les locataires auparavant et en général isolés », explique sa responsable Sophie Linel. Rompre cette solitude passe notamment par la participation à des ateliers communs de jardinage et de bricolage après le travail qui reprendront au printemps. Quatre bénévoles sont également présents toute l'année pour désamorcer les petites frictions entre des publics par nature fragiles.

À Dijon, où un « parcours du vieillissement » porté par la filiale de la Caisse des dépôts, CDC Habitat, et la filiale de Vinci Construction, ADIM Lyon, a été inauguré en 2024, l'animation du quartier se construit encore « progressivement », avec l'organisation d'ateliers numériques ouverts à tous. La Fête des Voisins a, elle, émergé « spontanément ». ■

L'habitat participatif, une alternative solidaire qui séduit

Ce nouveau mode de vie attire de plus en plus de candidats à des formes de logement alternatives. Quand le faire-ensemble s'accorde avec le vivre-ensemble.

CÉCILE CHAIGNEAU

Incarnant le contre-exemple d'un individualisme qui a contaminé jusqu'à nos façons de vivre et d'habiter, mais restent encore minoritaires. Dans les lieux d'habitat participatif, conçus et gérés par ceux qui y vivent, on ne vit pas en voisins anonymes : on partage des valeurs - solidarité, entraide, écoresponsabilité - et des espaces mutualisés comme une buanderie, une chambre d'amis ou un jardin potager. Une façon d'être acteur de son logement qui s'érige aussi en plaidoyer du vivre-ensemble. En plein confinement sanitaire en 2020, la résidence du Mas Cobado, premier gros projet d'habitat participatif (23 logements) à Montpellier, avait ainsi démontré ses vertus : confinés ensemble, les habitants avaient rompu la solitude et plus que jamais activé le mode solidarité.

Frédéric Jozon est chargé de projet et président de Hab-Fab, société montpelliéraine qui accompagne ce type de projets en Occitanie principalement. Il vit lui-même au Mas Cobado : « La réalité est encore mieux que le projet rêvé et je ne me verrais pas habiter ailleurs. Bien sûr, il y a des problèmes et des désaccords, mais on n'a pas

peur des conflits, on les gère sans les enterrer ni exploser ».

Selon Habitat Participatif France, on recensait en 2024 quelque 1172 projets, dont 488 sont aboutis : 265 à la campagne (1 400 logements) et 223 en ville (2 700 logements). Soit une croissance de 10 à 15% par an du nombre de projets depuis 2021, traduisant un intérêt qui persiste malgré la crise de l'immobilier qui sévit depuis 2022 et qui affecte aussi ce segment de l'habitat.

Dans un contexte de transitions écologique, sociale et citoyenne, habiter autrement peut séduire. Réhabilité par la loi ALUR (pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) en 2014, l'habitat participatif n'a toutefois pas été franchement encouragé par une politique publique nationale et son déploiement dépend beaucoup des élus locaux. Dans son Plan Habitat Durable, la Région Occitanie va créer une plateforme collaborative pour

structurer une filière dédiée à l'habitat inclusif, participatif et solidaire. Quant à la Métropole de Montpellier, « elle est très investie, elle a voté le principe d'une opération d'habitat participatif dans chaque nouvelle ZAC, et elle a son propre organisme de foncier solidaire qui permet d'inclure du logement à prix très maîtrisés et de monter des projets mixtes, s'adressant à toutes les bourses. Ces projets, qui coûtent moins chers que les opéra-

tions de promotion immobilière, apportent une vraie réponse à une situation sociale qui se dégrade ».

Femmes seules ou « bifurqueuses »

Ces projets séduisent « en zone urbaine, des femmes seules à la retraite, et à la campagne, de jeunes bifurqueuses qui changent de métier pour devenir agriculteur ou boulanger, cherchent un lieu à rénover ou veulent installer de l'habitat léger comme des tiny-houses... Et entre les deux, on trouve une belle mixité d'âges et d'origines sociales », témoigne Frédéric Jozon. En 2024, 60% des projets d'habitats participatifs en France intégraient de la réhabilitation contre 40% en neuf... Mais dans tous les cas, le chemin est semé d'embûches, requérant endurance et résilience pour le collectif d'habitants porteur du projet. « La première difficulté est d'appréhender à faire ensemble et le mieux est de se faire accompagner, plaide Frédéric Jozon. Il faut bien appréhender l'ampleur de ce qu'il y a à faire, trouver le foncier sans se décourager, gérer le volet administratif et trouver les bons partenaires. C'est beaucoup de temps et d'énergie le soir ou le week-end ! » ■

La promotion immobilière teste ce nouveau format

Les promoteurs sont encore loin du modèle d'habitat participatif. La crise aidant, ils cherchent comment consolider la commercialisation des logements. D'autant que l'investissement locatif n'étant plus soutenu, ils doivent encore davantage séduire les propriétaires occupants...

L'agence LesCityZens, qui se dit « spécialisée dans la fabrique urbaine collaborative », a développé la plateforme Welcoom pour une « programmation participative » des opérations de promotion immobilière : les personnes intéressées peuvent y indiquer leurs attentes et

les usages souhaités. « Il s'agit de mieux adresser l'offre car certains promoteurs se sont éloignés de leur cible originelle », observe le fondateur Cyrille Poy, qui annonce les premiers programmes accompagnés à Montpellier (50 et 43 logements) ou Besançon. « Ce qui nous inté-

resse, c'est que nos projets soient en adéquation avec la demande des clients, pour ensuite mieux vendre en ciblant des prospects intéressés par un réel projet d'achat », commente Thomas Séchaud, président de la société de promotion immobilière montpelliéraine Cogim.

Investissez dans Pierre.

Un conseiller dédié vous accompagne à chaque étape de votre crédit immobilier. Profitez de taux bas et d'une réponse de principe immédiate 100 % en ligne.*



Télécharger
l'application :



* Sous réserve d'éligibilité. Obtention d'une proposition de financement de principe immédiate suivie d'une réponse définitive après étude du dossier. Montant minimum pour réaliser un dossier de financement fixé à 100 000 €. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours et la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur remboursera les sommes versées. Boursobank est une marque de Boursorama, prêteur. **BUZZMAN** BOURSORAMA – Société Anonyme au capital de 53 576 889,20 € – RCS Nanterre 351 058 151 – TVA 69 351 058 151 – 44, rue Traversière 92100 Boulogne-Billancourt.

Comment l'immobilier tertiaire s'est réinventé à Sophia-Antipolis près d'Antibes

En requalifiant les bâtiments de bureaux historiques de la première technopole européenne, l'entrepreneur Christophe Courtin a conforté l'attractivité du parc scientifique... et sa vision de l'immobilier de services.

LAURENCE BOTTERO

Ses premiers projets ont laissé nombre d'acteurs de l'immobilier dubitatifs : en annonçant acquérir, réhabiliter et remettre sur le marché les principaux immeubles de bureaux de Sophia-Antipolis dans les Alpes-maritimes, Christophe Courtin a pour le moins étonné. Et en 2016, bien peu parient sur le succès de l'opération. Pourtant, près de dix ans plus tard, Courtin Promotion a transformé des bâtiments obsoletés tant dans la forme et que dans le fond en immeubles neufs, labellisés BREEAM pour leur soutenabilité et surtout, pensés pour les nouveaux usages immobiliers. Car c'est cela le point fort de Christophe Courtin : anticiper. Déjà, au début des années 2000, il avait « vu » la transformation d'un secteur – la santé – que rien ne prédisposait à la chose, en créant Santiane, courtier dématérialisé, une insurtech depuis revendue. Et il semblerait que ce qui est vrai en santé soit aussi vrai en immobilier.

Une décennie après son tout premier projet, Courtin Promotion, la branche dédiée du Groupe éponyme a redonné une seconde vie à des bâtiments emblématiques de Sophia-Antipolis, comme Integra devenu Oxygen, soit 20 500 m² composé de coliving, life science et bureau de standing ou encore l'ensemble anciennement dédié à KPMG désormais devenu Naturae avec plus de 6 000 m² installés au milieu des pins et disposant d'un potager bio sur son toit, en plus d'un rooftop. Et le Grand Prix SIMI 2023 qui est venu saluer Centrium, cet ensemble de 12 500 m² entouré d'arbres, a clairement servi de validation d'un concept. Centrium c'est un peu le navire amiral de ce qu'est le nouvel immobilier tertiaire, équipé de



COURTIN

Le programme Centrium est un projet innovant qui répond aux enjeux environnementaux.

restaurants, salle de sport et d'un ensemble de coworking, Flex-O.

Christophe Courtin a poussé sa vision plus loin que la « simple » réhabilitation bâtiminaire en créant aussi une offre de travail flexible que porte une autre filiale du groupe, Flex-O. Le flex-office, ça aussi Christophe Courtin en a senti les prémices bien avant la crise sanitaire, la pandémie mondiale ayant de fait rebattu les cartes du « bu-

reau ». Flex-O est donc créée en 2020. Le changement de comportement, de besoins et de façon de penser l'espace de travail vient conforter l'approche : la flexibilité est le nouveau paradigme.

Dans la même mouvance entraînée par la crise sanitaire d'une volonté de retrouver une qualité de vie en région, Flex-O s'est déployée en France, la start-up étant présente dans 18 territoires, à Lyon, Bor-

deaux, Lille, Montpellier, Nancy ou Rennes. Mais offrir de la flexibilité et un bâtiment écologiquement conçu, ce n'est pas tout. Dans le changement de paradigme, la notion de service est un élément essentiel. Christophe Courtin l'a intégré au point de créer l'an dernier une autre start-up, baptisée SaasOffice. Cet éditeur déploie une suite logicielle à l'origine développée pour les besoins internes du groupe, mais qui, face aux évolutions, est désormais mise à disposition du marché. Une jeune pousse qui va vite – elle a annoncé une centaine de recrutements – et qui permet de gérer à la fois l'accueil, les accès, les réservations d'espaces, la gestion des salles ou encore la sécurité. Un tout en un qui n'a pas (encore) d'équivalent. Et qui vient d'accueillir Denis Lacroix, comme membre de son conseil stratégique. L'expertise de l'ancien

OFFRIR DE LA FLEXIBILITÉ ET UN BÂTIMENT ÉCOLOGIQUEMENT CONÇU N'EST PAS TOUT. LA NOTION DE SERVICE EST UN ÉLÉMENT ESSENTIEL

président d'Amadeus France en matière de logiciels de réservation n'y est sans doute pas étrangère tout comme celle en matière d'intelligence artificielle. En septembre dernier, c'est une ex-Accenture, Laura De-gioanni, qui a été précisément recrutée comme spécialiste IA.

Deux grands groupes sont par ailleurs installés à Sophia-Antipolis, le terrain de jeu favori de Christophe Courtin. Il faut dire qu'avec des pins, son environnement arboré, la technopole colle parfaitement avec une approche plus qualitative du travail, que déjà son fondateur, le sénateur Laffitte, envisageait comme le « quartier latin aux champs ». Depuis fin 2024, Courtin Promotion est devenue entreprise à mission. Gravant ainsi dans le marbre – et sa raison d'être – une approche qui lie développement durable, espace de travail et respect de la biodiversité. Une façon sans doute de faire aimer, à nouveau, le bureau. ■

ALEXANDRE SCHMITT

Le village des athlètes, s'étalant sur trois communes (Saint-Denis, Saint-Ouen et Lille-Saint-Denis), a permis d'accueillir les délégations du monde entier lors des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. Bien que la compétition ne soit plus qu'un souvenir, le village ne s'est pas vidé pour autant. Dès le lendemain de la clôture, les constructeurs ont démarré d'arche-pied une opération de transformation inédite.

Car c'était l'une des grandes promesses de candidature de Paris aux JOP : construire un village pour accueillir les délégations avant de le transformer en logements et bureaux. Au terme des travaux, ce sont 2 800 nouveaux logements, dont 25 à 40 % de logements sociaux, qui verront le jour à la place du village des athlètes.

CE SONT 2 800 LOGEMENTS, DONT 25 À 40 % DE LOGEMENTS SOCIAUX, QUI VERRONT LE JOUR DÉBUT 2026

Avant même la pose de la première pierre, chaque bâtiment a été conçu pour être facilement transformé une fois la compétition sportive terminée. Afin de simplifier la procédure de transformation, la loi olympique du 26 mars 2018 a établi un nouveau régime de permis de construire : le permis à double état. Il permet aux constructeurs d'entamer immédiatement les travaux de réaménagement sans avoir à reformuler une demande de permis de construire. C'est grâce à cette loi que les travaux de réversibilité ont pu démarrer dès novembre 2024.

Au-delà du cadre juridique, les logements ont été conçus pour faciliter la réversibilité après les JOP. Le secret ? Des cloisons provisoires collées au sol et vissées entre



ALEXANDRE DELAITRE/L'IMAXPPP

Les travaux de réversibilité du village olympique ont pu démarrer dès novembre 2024.

elles qui permettaient de créer des chambres supplémentaires pour les athlètes. En plus d'être facilement installables et démontables, ces cloisons bénéficieront d'une seconde vie sur d'autres projets des constructeurs. Au total, ce n'est pas moins de 75 % des éléments provisoires qui seront réemployés selon les promoteurs.

« Les travaux de réversibilités suivent leur cours sans difficultés particulières », affirme Nexity. Du côté d'Eiffage, la livrai-

son de ses 102 logements est prévue pour le 30 septembre prochain. Depuis le 16 janvier 2025, il est donc possible d'acheter un logement dans le village des athlètes. Malgré l'euphorie des Jeux qui perdure, la commercialisation démarre lentement. Pour Nexity, seuls dix logements ont trouvé preneur sur les 47 actuellement en vente. Des résultats similaires pour Eiffage qui a vendu 11 logements en accession libre sur les 47 d'ores

et déjà proposés. Un phénomène probablement lié au prix du mètre carré. Nexity, s'était fixé comme objectif de céder ses logements à 7 000 euros/m² et semble tenir le cap. De son côté, Eiffage, qui avait l'intention de vendre le mètre carré à 7 500 euros, a considérablement baissé pour proposer un prix moyen de 6 900 euros/m². Au total, 2 800 appartements doivent trouver preneur d'ici à la livraison, prévue au plus tard pour début 2026. ■

**VOUS VENDEZ
ON S'OCCUPE
DE TOUT !**



**Un conseiller dédié
vous accompagne
à chaque étape
de votre vente.**



NOS ENGAGEMENTS

- Bien estimer le prix de vente de votre bien.
- Lui donner toute la visibilité qu'il mérite.
- Prendre en charge les visites et analyser les offres.
- Gérer toutes les démarches administratives jusqu'à la signature.

BIENVENDRE SON BIEN
www.century21.fr





En 2024, 1,2 milliard d'euros de parts ont été échangés, néanmoins l'offre n'arrive pas à être épongée.

taux de distribution. Cela va permettre à certaines d'entre elles d'afficher des rendements cumulés de 7 à 10 % cette année. »

Des épargnants bloqués

Reste qu'en attendant la reprise, certains épargnants voient toujours leur argent bloqué, et ce depuis parfois plus d'un an. Pour vendre ses parts et être remboursé, un investisseur doit trouver un acheteur pour lui céder ses titres, dans la majorité des cas à un prix fixe déterminé par le gérant du fonds. « Le gérant peut racheter ces parts s'il collecte de l'argent frais. Sinon, le vendeur doit passer par le marché secondaire pour s'adresser directement



La récente baisse des taux courts crée un environnement plus favorable à une reprise progressive de la collecte

Frédéric Bôl,
Président de l'Aspim

aux acheteurs », explique Marc Sartori de DeepInvest. Or, selon le médiateur de l'Autorité des Marchés Financiers, la demande de retrait d'une SCPI « ne peut être exécutée que si le marché secondaire des parts le permet et peut donc ne pas être immédiate ». Et justement, quand bien même 1,2 milliard d'euros de parts ont été échangés l'année dernière, l'offre n'arrive pas à être épongée. Ainsi, fin 2024, la valeur des parts en attente de remboursement est estimée à 2,4 milliards d'euros soit 2,7 % des 88 milliards d'euros investis dans les SCPI. Un montant qui n'était que de 106 millions d'euros au deuxième trimestre 2023...

Plus inquiétant encore, sur un total de 221 SCPI, 10 concentrent les deux tiers du volume de parts en attente. « Ce sont des gérants qui ont mal communiqué, qui ont eu des performances décevantes et qui avaient trop de gros investisseurs institutionnels comme des assureurs qui ont retiré de gros montants en peu de temps », confie le fondateur de MeilleureSCPI.com. Parmi ces fonds dos au mur, le fonds Pierrevenus de Aestiam a 13,88 % de ces parts en attente de vente, quand ce taux monte à 22,3 % pour la SCPI Novapierre Résidentiel de Paref gestion. « Certains vendeurs devront encore attendre 36 voire 48 mois pour trouver un acheteur », prévient Jonathan Dhiver.

Pour sortir de l'impasse, certains gérants envisagent une solution radicale : vendre des biens pour rembourser leurs investisseurs au travers d'un fonds de remboursement. Grâce à ces fonds, la valeur des parts en attente a d'ailleurs diminué de 7 % au dernier trimestre, selon l'Aspim. « Mais souvent, vendre ses biens est mortel pour une SCPI car cela baisse les prix des parts et les montants des dividendes » prévient Marc Sartori. Avec pour conséquence de flouer de nombreux investisseurs qui pensaient investir dans un placement stable. ■

Pierre-papier : le printemps des SCPI est-il de retour ?

Les fonds permettant aux épargnants français d'investir avec quelques centaines d'euros se remettent de la crise qui les touche depuis deux ans. Mais plusieurs sociétés civiles de placement immobilier sont au bord de l'effondrement.

MAXIME HEUZÉ

Le temps redevient doux mais attention aux averses. Voilà une phrase qui correspond parfaitement à la météo, mais aussi à l'activité des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI). Ces fonds possédant un parc immobilier (de bureaux, commerces, entrepôts ou résidences) et redonnant les loyers aux investisseurs particuliers sous forme de dividendes ont connu une véritable crise depuis deux ans. À cause de la raréfaction des acheteurs, bloqués par des crédits immobiliers devenus trop chers, les SCPI ont vu les prix de certains de leurs biens dégringoler. Une chute qui a nui aux parts achetées par les épargnants - en direct ou au travers d'une assurance-vie - puisque ces dernières représentent une partie du parc et évoluent donc en fonction de la valeur de ce dernier.

Selon le baromètre de l'Association française des Sociétés de Placement Immobilier (Aspim), les prix de parts ont ainsi connu une baisse de 4,5 % de leur valeur en moyenne en 2024, avec de très fortes disparités entre les SCPI. Quand certains fonds ont réussi à augmenter la valeur de leurs parts, la palme de la plus grosse baisse revient à Primopierre du gérant Praemia qui enregistre une perte de valeur de 44,7 % depuis septembre 2023. Le nouveau chat noir des placements a aussi vu ses dividendes décliner de 3 % sur un an, avec un taux de distribution - toujours bien meilleur que celui du livret A ou du fonds euro - de 4,7 % en moyenne.

Le retour des beaux jours

Après l'euphorie qui a porté l'immobilier - et surtout le marché des bureaux, figure de proue des parcs de SCPI - à des plus hauts en 2022, la purge a eu lieu. « Le marché s'est rééquilibré en 2024 », a commenté le président de l'Aspim, Frédéric Bôl, dans le baromètre. Ce dernier observe « une rupture de tendance au quatrième trimestre, avec une reprise de la collecte. » Si, sur l'en-

semble de 2024, la collecte brute des SCPI a atteint 4,7 milliards d'euros, soit un montant en repli de 38 % par rapport à 2023, cette même collecte a affiché une hausse de 24 % entre le quatrième trimestre 2024 (à 1,3 milliard d'euros) et celui de 2023.

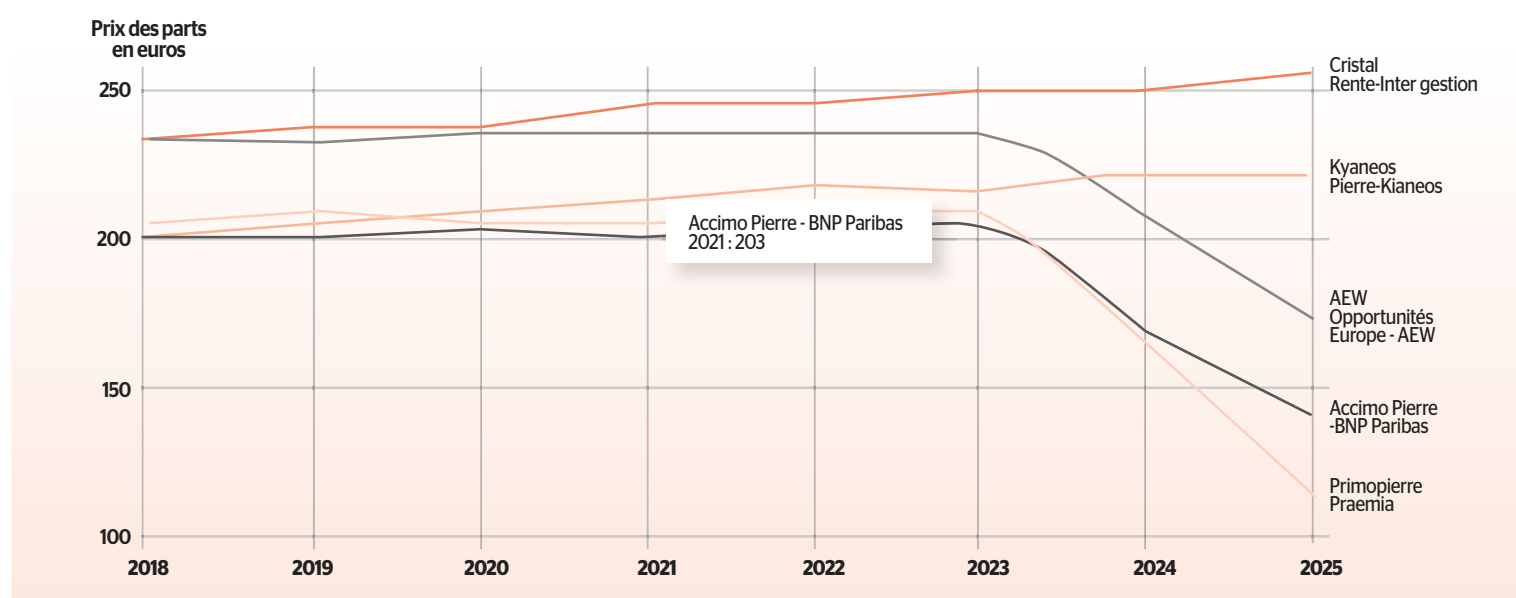
Avec de forts contrastes en fonction des gérants. « On a des sociétés de gestion qui subissent des décollectes comme Praemia, Unofi, BNP Paribas REIM ou encore Paref. Et de l'autre côté on observe un marché de la collecte qui se concentre autour d'une dizaine de sociétés de gestion majeures, telles que Corum, Arkéa, Iroko, Atland, Remake, Intergestion, Sogenial, Norma, Sofidy ou encore Urban Premium », précise à La Tribune Jonathan Dhiver, cofondateur de MeilleureSCPI.com. Et les différences de trajectoire sont parfois spectaculaires. « La SCPI Transitions Europe d'Arkéa avait un portefeuille de 111 millions d'euros au 31 décembre 2023,

et ce dernier a gonflé jusqu'à 500 millions au 31 décembre 2024. À l'inverse, le gérant Praemia est passé de 10 milliards d'euros de capitalisation fin 2023 à 8,5 milliards aujourd'hui ce qui représente une destruction massive de valeur », note Marc Sartori, fondateur du cabinet d'analyse DeepInvest.

Qu'importent les chutes brutales, l'Aspim est optimiste pour 2025. « La récente baisse des taux courts crée un environnement plus favorable à une reprise progressive de la collecte, laissant entrevoir un regain d'attractivité du marché », affirme son président. « Il ne devrait plus y avoir beaucoup de baisses de prix de parts », renchérit Jonathan Dhiver de MeilleureSCPI.com. Avant d'ajouter que « certaines SCPI qui ont pu collecter ont acheté des biens décotés avec un bon rendement l'année dernière. Cela va leur permettre de revaloriser les prix de leurs parts et leurs

DE FORTES DISPARITÉS ENTRE LES SCPI

(source FPI France)



NOUS CAPITALISONS SUR LE PASSÉ POUR BÂTIR L'AVENIR.

NOUS SOMMES LES PIONNIERS
DE L'UPCYCLING IMMOBILIER.



Chez Nhood, nous transformons les lieux pour les rendre uniques, vivants et durables. En régénérant des friches ou des zones commerciales, nous bâtissons aussi sur le passé, pour capitaliser sur l'avenir.

Nous faisons fructifier le patrimoine de nos clients en repensant chaque site avec audace: mixité des usages, commerces réinventés, nouveaux services, nature retrouvée.

Pour chaque lieu, nous concevons, développons et animons des projets sur-mesure, en lien étroit avec les acteurs locaux, pour répondre aux défis urbains et aux attentes des habitants.

L'immobilier de demain s'écrit dès aujourd'hui. Vous avez un projet ?

Contactez Nhood !

client@nhood.com

PROJET LA MAILLERIE. VILLENEUVE D'ASCQ, FRANCE.

www.nhood.com. Agence La Famille. Illustration : Eiko Ojala

nhood
DES LIEUX
EN MIEUX



Si vous souhaitez des logements configurables qui s'adaptent à votre vie... **La réponse est ici.**

**Nos clients peuvent personnaliser
facilement leurs logements pour les
adapter à leurs besoins et leurs envies !**

Taille du séjour, création d'un espace de télétravail
ou d'une pièce en plus pour leurs loisirs, un cellier
ou encore une cuisine fermée...

Les pièces sont plus fonctionnelles et les espaces
mieux agencés. Un balcon est également
présent sur chacun de nos appartements.



Des rangements
dans chaque pièce



Des pièces en plus
pour un logement qui
s'adapte aux besoins
de ses habitants



Des logements
personnalisés



Un balcon à vivre
dans chaque
appartement

bouygues-immobilier.com